

# LA POLITIQUE EXTERIEURE DU GOUVERNEMENT RAMANANTSOA VUE PAR "LUMIERE"

par  
Alain ESCARO

L'article suivant n'est pas une étude du journal *Lumière* en soi. Cette étude a été faite par M. Claude Maron pour la période allant de 1935 à 1972 (1). Bien que les années ici considérées la prolongent chronologiquement (1972-1975), cet article ne s'en veut pas une suite. La perspective est différente : alors que M. Maron considérerait qu'une étude exhaustive du contenu ne s'imposait pas, il nous est apparu au contraire que celle-ci restait à faire, ne serait-ce que pour tenter de répondre à une de ses questions : quelle est l'origine du repli des lecteurs du *Lumière* après 1972, repli à propos duquel il émettait une hypothèse : « fatalement l'opinion s'est aussi orientée en fonction des positions prises par le journal » (2). Or comme la politique extérieure du gouvernement Ramanantsoa semble l'une de ces orientations fondamentales qui ont sous-entendu ce régime, c'est l'opinion de *Lumière* à ce propos qui a pu provoquer la réaction des lecteurs, du moins dans une certaine mesure.

(1) *L'hebdomadaire Lumière de 1935 à 1972*, D.E.S. de Sciences politiques, Université d'Aix-Marseille, 1973. Hebdomadaire catholique volontariste (M. Maron estime que pour *Lumière*, « la foi ne suffit pas à sauver l'âme, et c'est en transformant le monde par son action que l'homme peut espérer ce salut qui lui vient de Dieu », p. 230), propriété de l'archevêque de Fianarantsoa, *Lumière*, lancé en 1935, disparaît en 1975, au lendemain de l'assassinat du colonel Ratsimandrava, ne pouvant, alors, accepter les restrictions à la liberté d'expression. Pour mieux situer cette étude, le rappel de quelques conclusions de M. Maron s'imposent. Journal colonial de sa fondation à l'indépendance, il se veut ensuite journal d'idées sur le monde malgache. Le lien entre ces deux époques serait le refus du communisme, surtout en tant que modèle pour Madagascar. Au contraire *Lumière* viserait « à orienter vers un projet de société axé sur les valeurs nationales une classe politique qui cherche » (p. 283). Incontestablement la période du gouvernement Ramanantsoa ne peut qu'accroître l'acuité de ces problèmes et l'urgence de leur solution.

(2) *L'hebdomadaire Lumière de 1935 à 1972* t. I, p. 159.

Cependant une opinion s'exprime, en général (!) d'après la connaissance que l'on a des événements et à partir de laquelle il est possible d'émettre des jugements. C'est donc la perception qu'a eu l'hebdomadaire de ces événements qui doit être le premier objet d'une telle recherche. Par ailleurs, l'opinion de *Lumière*, si l'on se réfère aux résultats présentés par M. Maron, n'est pas seulement celle d'un milieu clérical catholique, mais aussi d'une partie de la classe politiquement pensante de Madagascar, la bourgeoisie (grande, moyenne et petite) non-marxiste et nationaliste. Or, c'est celle-ci qui partiellement arrive au pouvoir en 1972. Quant au ministre des Affaires étrangères Didier Ratsiraka, il affirmera ultérieurement : « Je me considère personnellement comme un marxiste monothéiste, un marxiste croyant » (3), position originale qu'il explique lui-même : « Nous affrontons ici une situation paradoxale où la religion chrétienne refuse le socialisme. Mais le socialisme n'est-il pas le fondement même de la religion chrétienne ? ». Dans cette perspective, étudier le contenu de *Lumière* à propos de cette question ne revient pas seulement à présenter la perception et les opinions de l'hebdomadaire, mais à essayer de déceler le dialogue qui a pu exister entre le pouvoir et certains citoyens, bref examiner quelle a été l'attitude de *Lumière* vis-à-vis du Maître : celle de l'Esclave, du Rebelle ou du Serviteur ?

## LA CHUTE DE L'ANCIEN REGIME

A la veille de la chute de l'ancien régime, *Lumière* distingue les principales caractéristiques de la politique extérieure du président Tsiranana : alignement sur l'Occident dont les traits les plus frappants sont les relations privilégiées avec la France, l'ouverture vers la République Sud-Africaine mais aussi, à un degré moindre, les difficultés, conjoncturelles, avec les Etats-Unis ; par contre-coup méfiance à l'égard du monde socialiste et, en particulier, vis-à-vis de la Chine ; problème du développement de Madagascar dans le cadre du Tiers Monde. Cette politique extérieure possède des liens directs avec les problèmes internes de Madagascar : la malgachisation et le développement économique.

\*

\* \*

La présentation globale de la politique extérieure malgache est réalisée à travers deux bilans : celui de l'année 1971 (4) et un deuxième, intitulé « A la veille du 3ème septennat » (5). Le premier consiste en un rappel, purement

---

(3) Enquête de Simon Malley à Madagascar, *Afrique-Asie*, No 151 du 26 Déc. 1977 - 7 Janv. 1978, p. 33.

(4) *Lumière* du 2.1.72, p. 5-6.

(5) *Lumière* du 30.4.72, p. 5.

événementiel, et mensuel, des faits marquants pour Madagascar de l'année 1971. Ainsi sont retenus chronologiquement pour les relations extérieures, en avril, la conférence des ministres des Finances de la zone franc (2-3 avril), celle des Instituts de sécurité sociale (14 avril), enfin le 6ème Colloque des Universités de langue française (16-24 avril) et la réunion du Conseil des 24 pays associés au Marché Commun (dernière semaine d'avril) ; en mai et en juin, à travers une citation du président Tsiranana, la mise en cause « des hommes qui prétendent me servir (mais qui) se prostituent pour nous vendre politiquement à une puissance impérialiste » (6), et, après le rappel de l'arrestation de M. Resampa qui « a choisi la trahison », la notification laconique du départ de M. Marshall, l'ambassadeur des Etats-Unis (6 juin). Juillet débute par une visite officielle de M. Michel Debré (3-4) et se poursuit par la réunion, les 12 et 13, à Tananarive, de la Commission mixte franco-malgache de l'enseignement supérieur. En août, *Lumière* note une nouvelle attaque du président contre M. Resampa à propos duquel il tranche : « Quand il s'agit d'affaire d'espionnage et de subversion qui menace directement la sécurité nationale, il ne peut y avoir d'immunité parlementaire qui tienne » (7). En septembre, constate *Lumière*, « le président Tsiebo accueille 199 coopérants français venus servir ici dans l'enseignement ». En novembre, à l'occasion du IIème plan, *Lumière* cite les aides des Nations Unies (PNUD) et de la CEE (FED) puis en décembre, à propos du retour d'Europe du ministre de l'Agriculture, M. Raphaël Jakoba, la subvention accordée par la FAO, l'Italie, la France et l'Allemagne pour la mise en valeur des plaines de Maintirano.

Cette présentation succincte se veut d'évidence objective, lorsqu'elle se borne à rappeler des événements en mentionnant simplement leur nature et leur date, et en les privant de tout commentaire. Beaucoup plus significatives sont les citations du président Tsiranana qui semblent insister sur une « trahison » au bénéfice d'une « puissance impérialiste ». Affaire d'importance qui a, sur le moment, passionné l'opinion publique malgache et qu'un hebdomadaire, non seulement d'opinion mais aussi d'information, se doit, par conséquent, de mettre en exergue, ou moyen discret de dévoiler à cette opinion un « impérialisme » condamné implicitement ? Une autre citation retenue est celle de Michel Debré, qui décerne le satisfecit suivant au gouvernement du président Tsiranana : « Une grande compréhension et de l'admiration pour l'œuvre du gouvernement et de son président » ; citation cherchant à synthétiser le sens de la visite du ministre français, ou volonté délibérée de reconnaître au président Tsiranana un succès certain de sa politique, par ce moyen détourné ? Enfin doit-on voir, dans l'indication du montant exact des aides internationales, un souci d'information extrêmement précise, ou la volonté de magnifier cette aide ? Autant d'ambiguïtés que cet article ne permet pas de résoudre.

---

(6) Discours du 31 mai à Soavinandriana.

(7) Discours du 9 août à Morondava.

Le deuxième bilan est sous-titré : « Quelques-uns des thèmes majeurs développés depuis quatre mois par le président Tsiranana ». Il est, en effet, constitué par une série de citations regroupées par *Lumière* en « thèmes majeurs » et de développements. Ainsi, celui intitulé « La politique étrangère » comprend trois citations du président, précédées des titres suivants : « Peur de la Chine », « Aide de la France » et « Dialogue avec l'Afrique du Sud ». Plus que le contenu des citations, qui ne font qu'illustrer ces titres et dont le sens est à mettre sur le compte des idées du président, le choix des titres montre, de la part de *Lumière*, le désir de présenter, schématiquement, ce qui lui semble être les thèmes fondamentaux de cette politique étrangère : une politique pro-occidentale et hostile à l'Est.

Au-delà de ces deux articles d'information globale, il convient d'examiner les différents thèmes, abordés à travers des informations ponctuelles et des articles de fond qui les développent et les approfondissent, au cours des premiers mois de l'année 1972. Par l'importance accordée, en considérant quantitativement et qualitativement informations et articles de fond, on peut considérer successivement les rapports avec la France, puis avec les autres pays du bloc occidental, ensuite la position du gouvernement malgache vis-à-vis de la Chine, enfin les rapports avec le Tiers Monde et en particulier l'Afrique.

\*  
\* \*

Les rapports avec la France tout d'abord : *Lumière* aborde ce sujet, comme il le fait avec la plupart des autres questions internationales, par trois moyens : en premier lieu, des informations brutes, souvent concises, ensuite, des articles qui développent ces informations, mais en les accompagnant de commentaires dévoilant sa position d'une manière plus ou moins explicite ; enfin, des articles beaucoup plus généraux qui cherchent à replacer ces problèmes dans un contexte plus vaste, articles apparemment destinés à éclairer (comme le veut son titre !) ces informations, mais dont le fond et le choix permettent de déceler en fait des prises de position réelles à l'égard de ces thèmes. Notre propos étant de connaître la vision du journal, il convient plutôt de partir de ces considérations générales pour en arriver aux commentaires des thèmes particuliers, après avoir rappelé comment ceux-ci ont été présentés.

Ainsi les rapports avec la France sont incontestablement perçus à travers la politique de coopération et de développement, conçue d'une part à l'échelle de l'ensemble des pays industrialisés, mais d'autre part à celle, plus particulière, de la France. Or profitant apparemment du voyage du président Pompidou en Afrique (Niger et Tchad en février 1972), *Lumière* considère que la France prend, à travers les déclarations de son président, la tête de cette coopération et de ce développement en définissant le sens d'une nouvelle politique beaucoup plus favorable aux pays du Tiers Monde que dans le passé (8).

---

(8) 9.1.72, p. 11 ; 16.1.72, p. 1 ; 23.1.72, p. 3 ; 30.1.72, p. 1 ; 6.1.72, p. 1.

Le premier signe apparaît dès le début de l'année (9). Dans la rubrique intitulée « Le monde cette semaine », à l'intérieur d'un paragraphe consacré à « La politique américaine », est indiqué assez paradoxalement, un extrait des vœux du président Pompidou, dont il est retenu que les « nations riches (se doivent) d'aider les pays en développement, non seulement dans un souci de justice, mais aussi dans leur propre intérêt bien compris. La France est prête à augmenter sa coopération » : trois thèmes essentiels que reprendra, ultérieurement, le président français et sur lesquels *Lumière* va mettre l'accent. En effet dès la semaine suivante (10), paraît un article consacré à « L'évolution de la politique française à l'égard des pays en voie de développement », qui fait l'historique de la volonté de rénovation de cette politique de la part du gouvernement français, à savoir le rapport du groupe d'étude pour la coopération, mis en place le 28 avril 1970, sous la présidence de M. Gorse, l'influence sur ce rapport de la commission française « Justice et Paix », et ses conclusions : « Une orientation nette vers le développement économique et une extension à un plus grand nombre de pays », c'est-à-dire, dans le domaine agricole, « passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture de marché », dans le domaine industriel, « une première élaboration des matières premières locales, la transformation des produits de l'agriculture, des fabrications faisant appel à une main-d'œuvre importante », et dans le domaine de l'éducation, la stabilisation de l'aide et sa réorientation (recherche pédagogique, priorité à la formation des professeurs, etc.) ; enfin dénonciation d'une aide intéressée avant tout à satisfaire « les besoins de l'industrie française ». *Lumière*, reprenant les critiques de « Justice et Paix », regrette que ce rapport n'ait pas été rendu public et espère que, lorsqu'il sera connu, les Français prendront conscience des nécessités d'une nouvelle coopération.

Dans le numéro du 23 janvier 1972 (11), le président Pompidou est à nouveau cité, affirmant sa foi dans l'avenir du continent africain et sa volonté d'« accélérer » la coopération. Mais c'est surtout dans celui du 30 janvier (12) qu'un article lui est consacré, développant les thèmes suivants : « Le président de la République française s'était fixé trois objectifs : réaffirmer le principe de la coopération, prendre contact avec le Niger et le Tchad, et enfin établir un nouveau dialogue avec l'Afrique toute entière. Et s'il s'est posé en chef de file des pays industrialisés auxquels il a reproché leur égoïsme, il s'est fait l'avocat du Tiers Monde, en demandant une fois de plus une meilleure répartition des richesses de la terre ». *Lumière* reconnaît le bien-fondé de la consultation entre pays riches et pays pauvres, mais reste sceptique sur les possibilités d'action du président français et constate qu'il parle beaucoup, répétant, année après année, sa volonté de changement, mais qu'en réalité, rien ne change. La perception de l'immobilisme de la politique de coopération française, en dépit des

---

(9) 9.1.72, p. 8.

(10) 16.1.72, p. 1.

(11) 23.1.72, p. 3.

(12) 30.1.72, p. 1.

affirmations inverses, est donc évidente. La cause de cet état de fait, est imputée à la difficulté de la « chose » (l'imprécision du terme est d'une ambiguïté flagrante) mais aussi, reprenant une idée de *Jeune Afrique*, au fait que l'Afrique n'a rien proposé, ce qui atténue singulièrement ses attaques. Cette dernière idée est reprise la semaine suivante (13) à travers les propos mêmes de M. Pompidou. L'hebdomadaire malgache titre : « Aide-toi » (phrase lancée par le président à l'Afrique). Les pays africains ne doivent plus avoir une mentalité d'« assistés », mais participer activement à leur propre développement. « C'est sans doute la signification profonde que le président de la République française a voulu donner à ce second voyage en Afrique », conclut *Lumière*.

Beaucoup plus significatif est l'article : « En Afrique se hâter lentement ; les impressions d'un journaliste français » (14).

Ce journaliste est Pierre Limagne, de *La Croix*, dont est extrait l'article reproduit par *Lumière*. Le choix de cet article ne peut qu'éclairer la vision profonde de l'hebdomadaire malgache. Pierre Limagne y justifie la politique de coopération française, « la formule la moins mauvaise », et condamne la « mauvaise conscience » de l'opinion publique française en face de l'intervention au Tchad : une apologie à peine déguisée, à laquelle *Lumière* donne les honneurs de la première page. Dénuée de tout commentaire, une telle publication ne peut être conçue comme une simple information.

Ces thèmes généraux sont repris avec plus de précisions dans un cadre plus vaste, celui de la troisième Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) tenue à Santiago du Chili en avril 1972. A ce propos, dès le 27 février (15), *Lumière* tient à rappeler « quelle est la position du partenaire le plus directement engagé avec Madagascar » et reprend les informations concernant les conclusions du Comité de M. Gorse. Mais ses critiques s'aiguisent : (...) « A se demander si la coopération avec les pays en voie de développement n'est pas devenue aux yeux du gouvernement français d'importance secondaire ? » ; il s'indigne d'ailleurs : « A qui pourrait nuire une si modeste proportion du revenu national donnée aux plus pauvres ? » (0,70 % du P.N.B. français), et finit par proposer : « Il faudrait parler encore des conditions politiques de cette coopération ; une solidarité effective avec les pays en voie de développement ». Il s'agit là d'une position beaucoup plus tranchée, qui semble s'être dessinée au cours des semaines. Dans la même perspective, le 5 mars, *Lumière* explique ce qu'est la CNUCED, rappelle les positions des ministres des Finances de la zone franc à propos de cette conférence (16) puis note le « plan Pompidou » pour le Tiers Monde (17) (multiplier les accords sur

---

(13) 6.2.72, p. 1.

(14) 13.2.72, p. 1 et 8.

(15) 27.2.72, p. 1 et 3.

(16) 5.3.72, p. 3.

(17) 26.3.72, p. 3.

les produits du Tiers Monde et créer des stocks régulateurs à la charge à la fois des producteurs et des consommateurs). L'éditorial du 16 avril (18) replace Madagascar dans le cadre de la Conférence de Santiago : certes, le fossé s'élargit entre pays pauvres et pays riches, mais il s'élargit aussi à l'intérieur du pays entre la « minorité qui ne cesse de s'enrichir, en tirant égoïstement profit même de l'aide extérieure et une masse condamnée à un appauvrissement progressif ». La solution en forme de conclusion, est un appel à l'esprit chrétien qui anime habituellement ces éditoriaux : « Le fossé entre riches et pauvres ? On arriverait plus facilement à le combler, si les riches pouvaient comprendre qu'ils ont beaucoup à apprendre de ceux qu'ils acceptent si difficilement d'aider ». La même pensée sous-tend l'éditorial de la semaine suivante (19), qui n'est que la retranscription du message de Paul VI au secrétaire général de la CNUCED, et qui est commenté, en quelque sorte, par l'article que François Sisteron consacre à cette conférence (20). François Sisteron estime que l'affrontement possible risque de tourner au dialogue grâce aux propositions positives que vont y faire les pays en développement, en particulier la création d'un Fonds International de Développement, et termine en faisant appel à plus que la « bonne volonté » des pays développés : à leur « grandeur d'âme ».

Tel est donc le cadre général dans lequel peuvent être évoqués les rapports entre Madagascar et le monde occidental, avec en premier lieu la France. Mais où en sont ces rapports à la veille de la chute de l'ancien régime ? *Lumière* fournit un certain nombre d'éléments de réponse.

Trois domaines sont abordés parallèlement : l'enseignement, l'économie et la défense. Les deux premiers sont sous-tendus par le thème de la malgachisation. Dès le numéro du 2 janvier (21), l'article d'André Ravatomanga, consacré à la réélection du président Tsiranana, pose le problème pour, d'ailleurs, constater que « c'est pourtant l'un des résultats les plus positifs de cette année 1971 que le démarrage réel d'une malgachisation dans tous les domaines, qui rompt avec tous les atermoiements et les hésitations des dix années précédentes », ce qui constituerait « une véritable révolution » bien qu'elle n'ait pas été immédiatement « perçue comme telle ». Le même numéro, dans la rubrique : « l'actualité malgache en quelques lignes » où l'on retrouve, condensées, la plupart des nouvelles relatives à Madagascar, rend compte du colloque des enseignants de français, terminé le 22 décembre 1971, et, plus particulièrement, du rapport de synthèse faisant état des réformes de cet enseignement et de la formation des maîtres. Le numéro du 13 février signale l'« aide de la France à l'Université de Madagascar ». Les problèmes de l'enseignement dans le cadre de la francophonie sont posés à l'occasion de la session à Tananarive du « Conseil africain

---

(18) 16.1.72, p. 1.

(19) 23.4.72, p. 1.

(20) 23. 4. 72, p. 3.

(21) p.1.

et malgache de l'Enseignement Supérieur», suivie de la Conférence des ministres de l'Education des pays francophones (février 1972). Ces questions sont traitées d'abord à travers des informations, sous l'intitulé : «Conférences sur l'enseignement», où sont indiqués les résultats (équivalence des diplômes délivrés par les différents Etats participants et volonté d'adapter l'enseignement aux besoins de l'économie), puis elles sont reprises dans un article de fond : «Au cœur des Conférences d'Education : la préparation des jeunes à la vie réelle» (22).

*Lumière* pose clairement le problème fondamental qui a été débattu : «Comment adapter un enseignement, qui a plutôt fait jusqu'ici la preuve de son échec, aux réalités concrètes du pays où vit l'enfant et l'adolescent que l'on entend former ?». Il apporte une réponse : «Former des hommes pleinement intégrés dans leur milieu social et dans leur nation en recherche de développement : tel est bien le but de toute éducation vraie». Cette réponse est illustrée par le «dossier de la semaine», consacré à la «formation au développement dans l'enseignement à Madagascar». La prise de conscience de l'échec d'un enseignement issu de la vieille politique de coopération inadaptée aux réalités sociales, économiques et nationales, semble donc vive dans l'hebdomadaire malgache, en ce mois de février 1972. Ces informations sont reprises et précisées le 5 mars (23). Le même numéro relate également les résultats de la réunion mixte franco-malgache de l'enseignement supérieur : le gouvernement français s'engage à donner son appui aux orientations du gouvernement malgache, à savoir : développer l'enseignement supérieur dans les provinces, développer également les formations technologiques professionnelles, former des maîtres, malgachiser l'Université. Enfin, toujours autour du même thème, *Lumière* fournit le 12 mars (24) des extraits de l'allocution du recteur de l'Université au colloque du CAMES (17 février), dont il est retenu que l'Université doit se garder de la tentation isolationniste et que les enseignements doivent s'adapter aux réalités et aux besoins de Madagascar. Le 19 mars, *Lumière* signale que le ministre des Affaires culturelles, M. Botokey, a obtenu de la France, pour la prochaine rentrée, 252 enseignants «pour répondre aux besoins d'une assistance non plus de substitution mais de formation» et que «dans l'enseignement secondaire, 60 postes ont été malgachisés, chiffre record depuis l'indépendance». Les mêmes thèmes reviendront à propos du Colloque international sur les plantes médicinales (25). Malgachisation certes, mais aide, donc implantation accrue de la France, maintien de relations étroites avec les autres Etats francophones : voilà ce que souligne *Lumière* en ces premiers mois de l'année 1972.

---

(22) 27.2.72, p. 4.

(23) 5.3.72, p.4.

(24) 12.3.72, p. 4.

(25) 30.4.72, p. 8.



Dans le domaine de l'économie, la publication de la «Charte du développement», le 23 janvier (26), donne lieu à un commentaire intitulé : «Le chantage du développement» (27). Ce commentaire récuse la thèse de l'assistance technique et de la coopération nuisibles à la prise de conscience des populations des pays en développement : en effet, le peuple qui a du mal à se nourrir, ne peut changer les structures ; par ailleurs le développement ne peut se concevoir que dans un cadre international ; enfin cette aide apporte des capitaux et des moyens dont l'acquisition, dans le cas contraire, alourdiraient dangereusement le budget de l'Etat. Cependant, pour que cette aide soit positive, elle doit servir «à l'intérêt du peuple» et non à une «petite féodalité de profiteurs», ce qui serait le souci du président Tsiranana. La malgachisation de l'économie est abordée le 13 février par Marius Razafindrakoto à propos de l'accord Etat malgache-SCOA (c'est-à-dire l'ex-Compagnie Lyonnaise de Madagascar) signé le 27 février 1972. Il s'interroge : «A qui le pouvoir ?». L'auteur, cadre du secteur privé diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, traduit les idées de sa catégorie sociale qu'il qualifie de «race nouvelle», c'est-à-dire des «jeunes généralement passés par les grandes écoles françaises» qui ne tiennent «ni du fonctionnaire, ni de la promotion interne». Méprisant l'esprit du fonctionnaire au service «de ce qu'on a pompeusement appelé socialisme malgache et que personne jusqu'à présent n'a défini dans son contenu», il estime que les rapports Etat malgache-entreprises privées étrangères vont s'exercer dans le cadre de l'affrontement capitaliste traditionnel et que, par conséquent, aux «rapaces» étrangers, il faut opposer des «rapaces» malgaches c'est-à-dire «la race nouvelle» : «il faut leur faire confiance», conclue-t-il.

Un tout autre problème est celui du pétrole malgache. Le 5 mars (28) *Lumière* titre : «Odeurs de pétrole. Tsiranana va-t-il se mesurer aux grandes compagnies pétrolières ?». Le fond de l'affaire est simple : au terme des prospections entreprises par les compagnies étrangères (CONACO, COPETMA, AGIP, CHEVRON), celles-ci estiment que les petites nappes découvertes ne sont pas rentables commercialement, alors que le président Tsiranana prétend le contraire. Pour le président, ces compagnies cherchent en fait à garder le pétrole malgache en réserve à l'échelle mondiale. Il les accuse même d'avoir «acheté» des membres du gouvernement et de hauts fonctionnaires. *Lumière* semble sceptique sur les possibilités d'action du président mais suggère «d'imposer dès aujourd'hui une redevance aux compagnies» et approuve la coordination des travaux de tous les services dans ce domaine. Cependant il ne fait pas siennes les affirmations de rentabilité de M. Tsiranana et préfère rester dans l'expectative.

Le même numéro revient sur l'accord Etat malgache-SCOA, sous la plume de F. Mainardo, collaborateur du journal. Cet article qui ne mâche pas ses

---

(26) 23.1.72, p. 5 et 6.

(27) 23.1.1.72, p.6.

(28) 5.3.72, p. 1.

mots, permet de clarifier la position de *Lumière* vis-à-vis de la politique économique internationale du gouvernement. Après avoir indiqué que l'Etat malgache serait minoritaire dans la nouvelle société, l'auteur explique ce qu'est la SCOA (vieille entreprise commerciale implantée surtout en Afrique, en France, en Grande-Bretagne et aux Antilles, contrôlée par la CEGEPAR, filiale de Paribas, ce holding dont le chiffre d'affaires est « presque le double du budget général de Madagascar », et qui est en possession d'autres entreprises dans la grande Ile), et surtout souligne que « les dirigeants de la SCOA étaient particulièrement satisfaits de l'accord ». Alors il s'interroge : « Au lieu de prendre le contrôle des firmes qui dominent la vie économique, l'Etat malgache ne risque-t-il pas de passer à leur service ? » et commente : « Cette pénétration des organes de l'Etat par le capital financier a un nom, elle s'appelle le capitalisme monopoliste d'Etat. C'est le régime de la France actuelle et assurément la SCOA, la CEGEPAR et Paribas, ont su mettre, sauront mettre l'Etat français au service de leurs intérêts auprès de l'Etat malgache, mais celui-ci au lieu de se dégager de l'emprise, la resserre. On tourne le dos à l'indépendance économique et au socialisme... le protocole signé à Mandritsoa annonce-t-il la malgachisation de la SCOA ou la scoa-isation de l'Etat malgache ? » Dénonciation d'une prétendue malgachisation et appel à l'indépendance économique et au socialisme, pourrait-on retenir, à cette lecture, de la pensée de *Lumière*.

Le 20 février, *Lumière* note le départ de M. Miadana, ministre des Finances, pour Fort-Lamy où va se tenir la Conférence des ministres des Finances de la zone franc, tandis que, le 27, est signalée la malgachisation de la S.E.M., dont l'Etat possèdera désormais 60 % des actions. Le 5 mars, information est donnée de la présence à la Conférence des ministres africains des Transports, de M. Lechat qui se rend ensuite en Europe pour négocier le financement de la route Port-Bergé-Antsohihy, et plus particulièrement en France où, de concert avec M. Miadana, il s'occupera également des financements de la construction de logements économiques et d'un abattoir industriel. Le 29 mars, *Lumière* fait état de la 17ème session de la Commission mixte franco-malgache en matière économique, financière et monétaire, à Tananarive, au cours de laquelle la partie malgache présente les perspectives d'exécution du deuxième plan, le bilan des échanges commerciaux entre la France et Madagascar, ainsi que certains projets malgaches, tandis que la partie française affirme sa fidélité aux accords de janvier 1960 et sa volonté de les adapter à l'actualité. Cette série de brèves informations est interrompue le 28 mars (29) par une interview du père Achille Lebrun, qui commente un sondage de la SOFRES : « L'opinion des Français sur le Tiers Monde ». Il en ressort que les Français pensent d'abord à eux-mêmes, qu'ils distinguent mal les mécanismes du sous-développement et qu'en fait, si le problème semble les intéresser, ils ne se sentent guère concernés. L'étude est poursuivie le 9 avril (30), par un nouvel article dont le titre

---

(29) 26.3.72, p.6.

(30) 9. 4. 72, p. 6.

résume bien le sens : « Aider les pays sous-développés... oui mais à condition qu'on n'y perde rien ». Enfin, *Lumière*, le 23 avril (31), dresse un bilan de la balance commerciale de Madagascar, bilan dont il convient de retenir le déficit en 1971, de l'ordre de 8,4 milliards de FMG ; ainsi la « couverture », qui avait atteint 85 % en 1970 sombre à 68,9 % en 1971.

Dans l'ensemble, se dégagent de ces prises de positions et de ces indications, le souhait de maintenir la coopération économique actuelle, tout en l'adaptant aux problèmes contemporains de Madagascar, mais parallèlement, le désir d'accroître la malgachisation réelle de l'économie et de s'opposer activement et de manière réaliste à l'impérialisme économique privé. Cependant, dans le fond, *Lumière* reste sceptique face à la volonté de changement des Français perçus comme des égoïstes.

Le troisième domaine des relations franco-malgaches est celui de la défense. A propos de ce thème, *Lumière* ne fournit guère que des informations. Ainsi le numéro du 30 janvier montre en première page une photo (élément rare dans cet hebdomadaire) de la flotte française de l'Océan Indien, sous laquelle est brièvement indiquée l'importance de cette force navale. Le 27 février, est relatée l'arrivée de deux généraux de l'Etat-Major français en « mission de liaison » qui les conduira à rencontrer le général Ramanantsoa et le général Bigeard. Enfin le 2 avril, la visite de M. Michel Debré est signalée. Au cours de celle-ci, le ministre français se rend auprès du président Tsiranana qui en profite pour réaffirmer que Madagascar, menacé par la Chine, compte sur l'aide de la France. De son côté, M. Debré évoque le « rôle stratégique de l'Océan Indien » et affirme que « cette zone doit conserver sa sécurité ». En ce qui concerne l'aide de la France, il exprime sa volonté de ne pas accroître les effectifs français, mais au contraire de continuer la politique poursuivie depuis l'indépendance, qui est de développer l'armée malgache. Enfin, il prévoit l'accroissement des activités de la base de Diégo-Suarez. Plus que ces pures informations, il convient de noter l'article de Heinz Muller : « Les marchands de mort » (32), où sont condamnés vendeurs d'armes des pays industrialisés et acheteurs du Tiers Monde. Une partie de cet article est consacrée à la France : celle-ci, remarque l'auteur, se distingue particulièrement dans ce domaine. Vis-à-vis des problèmes de défense, *Lumière* semble donc adopter une position purement chrétienne : dénoncer la violence et ses agents.

\*  
\* \*

La part consacrée par *Lumière* à la France est la plus importante, ce qui semble logique si l'on tient compte des rapports particuliers entre ce pays et Madagascar. Les autres pays du bloc occidental apparaissent peu. Ainsi, la part

---

(31) 23.4.72, p. 4.

(32) 2.4.72 et 9.4.72, p. 3.

de l'Europe occidentale est extrêmement réduite. Seule apparaît l'Allemagne fédérale, à propos de laquelle *Lumière* cite les vœux du président Tsiranana de voir les deux Allemagnes réunifiées, lors de la réception en l'honneur du nouvel ambassadeur, le 21 décembre 1971 (33). Par contre, à l'occasion de la Conférence de Santiago du Chili, un article est consacré à la C.E.E. et à l'aide au développement (34). Il fait état du «Mémorandum sur une politique communautaire du développement» adopté en juillet 1971 par la «Commission des Communautés européennes». Le document est analysé et présenté comme sous-tendu par quatre orientations maîtresses : «Intégrer la coopération au développement dans les politiques internes, coordonner progressivement les politiques nationales de coopération, approfondir l'acquis communautaire, prévoir des possibilités financières additionnelles de coopération financière et technique», orientations à partir desquelles diverses actions seraient «esquissées» : discipliner les marchés de certains produits de base (café, cacao, sucre), consacrer 1% du P.N.B. à l'aide, abandonner l'aide liée «qui favorise davantage le donneur». *Lumière* se borne à croire que ces bonnes intentions se réaliseront et ne «s'égareront» pas.

La place occupée par les Etats-Unis est plus singulière du fait du différend américano-malgache qui agite les derniers mois de l'ancien régime. A cet égard, *Lumière* n'hésite pas à publier le 20 février (35) une déclaration du président Nixon au sujet de Madagascar. Celui-ci, après avoir rappelé le principe général de non-intervention dans les affaires intérieures des pays africains, stigmatise ceux qui ne résistent pas «à la tentation de servir leurs objectifs politiques intérieurs en formulant des accusations sans fondement d'ingérence américaine dans leurs affaires. De telles accusations ont été formulées en quelques points d'Afrique en 1971, particulièrement en République malgache et en Guinée». Cependant le président américain ne craint pas d'ajouter : «Mais nous pouvons soutenir les Africains qui s'engagent à respecter des valeurs que nous partageons et nous le ferons». Ce texte est complété par une autre citation, celle du rapport du Département d'Etat sur la politique étrangère des Etats-Unis en 1971 (36). Le Département d'Etat explique la réduction de la représentation américaine au niveau d'un chargé d'affaires, par «le refus persistant des autorités malgaches, soit de retirer leurs accusations, soit de produire des preuves les justifiant». *Lumière* ne cherche pas à trancher mais constate que «le silence persistant du gouvernement est gênant pour tous, et plus encore pour le bon renom du gouvernement lui-même aux yeux de l'étranger». Par contre, le 2 avril, M. Ravatomanga n'hésite pas à écrire : «Dix mois après l'arrestation de l'ancien leader du parti (M. Resampa) beaucoup ont aujourd'hui des doutes sur les accusations lancées alors contre lui : complot ourdi avec l'aide de l'ambassade américaine... Et s'il ne s'agissait d'abord que d'un règlement de compte

---

(33) 2.1.72, p. 4.

(34) 16. 9. 72, p. 1.

(35) 20. 2. 72, p. 8.

(36) 19.3.72, p. 1.

à l'intérieur même du P.S.D. ?». Cependant des relations plus normales semblent s'amorcer à la mi-avril (37). Tel reste globalement l'essentiel de ce qui est noté par *Lumière* des relations américano-malgaches : peu de choses, en fait, si l'on s'en tient à l'interprétation finale de M. Ravatomanga, empêche une meilleure entente.

Les rapports avec deux autres pays américains sont signalés : avec le Chili, l'établissement de relations diplomatiques le 22 décembre 1971 (38) et avec le Canada, l'arrivée de M. Ralph E. Reynolds, le nouvel ambassadeur, qui souligne les bienfaits de la francophonie pour le rapprochement des deux pays, bienfaits que le président Tsiranana reconnaît également (39).

Beaucoup plus importants apparaissent à *Lumière* les rapports avec l'Afrique du Sud. L'époque est celle du « dialogue », dont traite un article de Pierre Nassara dans le numéro du 16 janvier (40). Après avoir montré la haine des Africains pour l'apartheid, l'auteur constate qu'un certain nombre de pays africains, dont Madagascar, ont abandonné la politique d'embargo à l'égard de l'Union Sud-Africaine, au profit du dialogue avec Prétoria, au nom d'un intérêt économique bien compris d'une façon réaliste, et de l'impuissance militaire. « On » peut espérer par contre en finir avec l'apartheid au bout de très longues négociations. Mais, remarque l'auteur, pour le moment, rien n'a été obtenu dans ce sens et il avance, ensuite, les arguments des adversaires du dialogue : ce n'est qu'un succès diplomatique pour Prétoria ; il vaut mieux miner le système de l'intérieur en aidant les mouvements subversifs et en maintenant la pression extérieure. Pierre Nassara, en conclusion, laisse le « débat ouvert... » ! Un autre article approfondit « les relations commerciales de Madagascar avec l'Afrique du Sud » (41). Au-delà des tableaux et des chiffres qui font de ce texte un riche document, on peut mettre l'accent sur la conclusion : l'Afrique du Sud est le premier client africain de Madagascar mais « l'apport de l'Afrique du Sud est encore bien loin des rêves que beaucoup caressent de recevoir des produits finis de notre grand voisin ». Enfin André Ravatomanga constate (42) que la politique africaine de M. Tsiranana, active et positive aux yeux du président, vis-à-vis de l'Afrique du Sud, sombre dans l'immobilisme à l'égard du reste de l'Afrique. Si le problème des rapports avec l'Afrique du Sud a donc été posé, aucune prise de position formelle n'a été fournie par *Lumière*.

Diverses informations sont fournies sur le Japon. Les relations économiques signalées semblent très importantes : des firmes japonaises, à travers leurs missions expédiées à Madagascar et à l'occasion de discussions avec des délégations

---

(37) 23.4.72, p. 4.

(38) 2.1.72, p. 4.

(39) 30.4.72, p. 4.

(40) 16.1.72, p. 3.

(41) 2.4.72, p.3.

(42) 9.4.72, p. 1.

malgaches, s'intéressent à la mise en valeur et à l'exploitation de nombreuses ressources malgaches (bois, électrification de chutes d'eau...) (53). Un accord commercial est également conclu avec la Corée du Sud qui achètera de la vanille, de la girofle et du café malgaches et construira des écoles (44).

\*  
\* \*

Toutes autres sont les perspectives vis-à-vis de la Chine communiste. Un article de Kurt Hausser, paru dans le numéro du 2 janvier, et consacré à l'implantation chinoise en Afrique, signale que pour « le président Tsiranana, la Chine de Pékin est devenue une obsession ». Certes, reconnaît-il, les Chinois entraînent les Tanzaniens (pour « entretenir le désordre dans les Etats africains hostiles à la présence chinoise, comme par exemple Madagascar »), certes l'influence chinoise a toujours été importante à Madagascar, certes, déjà en 1956, le P.N.D.O.I. se disait maoïste : « tiraillé par l'inquiétude, le président de la République agite comme un épouvantail le danger chinois ». Pour l'immédiat, en tout cas, il relève de la chimère. Le même thème est amplifié par l'éditorial du 5 Mars intitulé : « La Chine et nous » : *Lumière* constate que Madagascar, faible et petit pays, a peur du géant asiatique et qu'il cherche à s'en préserver en fermant ses frontières à toute influence chinoise. Mais le journal trouve cette attitude peu réaliste car elle ne pousse qu'à faire rêver certains jeunes malgache au « fruit défendu » et ne peut pas convaincre la population du bien-fondé de cette politique. Il faudrait s'ouvrir à la Chine de Mao pour mieux s'immuniser contre le maoïsme. Mais la meilleure prévention serait d'introduire dans la politique le ferment révolutionnaire qui préserve ces jeunes d'une autre révolution importée de l'extérieur, « d'affermir un régime pleinement démocratique ... car si l'on peut craindre pour Madagascar aujourd'hui, point n'est besoin de chercher les causes hors de chez nous : le véritable danger ne vient pas de Pékin ». Article fondamental qui clarifie toute la pensée de *Lumière* à l'égard d'une ouverture à l'Est et qui condamne implicitement une bonne part de la politique extérieure de l'ancien régime. En contre-partie, il faut signaler l'information fournie le 30 avril concernant la visite du vice-ministre des Affaires étrangères de Formose : « le diplomate chinois s'est félicité des excellents rapports » sino-malgaches et a réaffirmé : « Nous ne négocierons jamais avec les communistes chinois ». L'absence de commentaires ne nuit en rien aux prises de positions précédentes trop claires pour être remises en cause.

Si *Lumière* fournit une importante documentation sur les pays du Tiers Monde et plus particulièrement sur l'Afrique (45), les rapports de Madagascar avec ces pays sont plus brièvement analysés. Outre les articles consacrés aux rapports entre la France et les autres pays développés et le Tiers Monde, ainsi que ceux sur la CNUCED, déjà cités, *Lumière* note le 13 février (46) que

---

(43) 13.2.72, p. 4 et 19.3.72, p. 4.

(44) 19.3.72, p. 4.

(45) 6.2.72, 20.2.72, 5.3.72, 26.3.72.

(46) 13.2.72, p. 4.

Madagascar se retire du comité de décolonisation de l'O.N.U., le gouvernement alléguant sa trop lourde participation à de nombreux conseils ou comités de l'organisation internationale. Une autre prise de position est signalée le 5 mars (47), celle du président Tsiranana qui avoue au chargé d'affaires égyptien que «le conflit israélo-arabe (est) très gênant pour les Malgaches» et conseille au président Sadate de négocier avec les Israéliens. Plus symptomatique des idées de *Lumière* sur la question, est l'article du 9 avril d'André Ravatomanga, qui a «l'impression que Madagascar se détache peu à peu de cette lointaine Afrique», car «il y a longtemps que l'on n'a pas entendu le président Tsiranana parler des organisations africaines dont Madagascar fait partie» (48), ce qui constitue une autre condamnation non équivoque bien que voilée. Cependant, peut-être l'appel a-t-il été entendu ou a-t-il été lancé trop tôt : le 23 avril, *Lumière* doit constater que Madagascar sera présent au sommet de l'O.C.A.M. à Lomé et que le vice-président Rabemananjara a déclaré : «Nous tenons beaucoup à la solidarité au sein de cette organisation». Le même article signale que Madagascar va reconnaître le Bangla-Desh. Volonté de limiter ses relations aux pays modérés africains, telle semble être la position du gouvernement malgache, perçue par *Lumière*.

\*  
\* \*

En définitive, il apparaît que *Lumière* conserve vis-à-vis du gouvernement Tsiranana une attitude critique. Certes tout n'est pas condamné, par exemple bon nombre d'aspects des rapports franco-malgaches. Mais il n'en demeure pas moins que l'hebdomadaire ne cesse de prôner la malgachisation à tous les niveaux, le développement dans le cadre d'une perspective authentiquement socialiste, donc la lutte contre l'impérialisme sous toutes ses formes, mais reste sceptique sur la volonté du gouvernement de s'engager dans cette voie, et ne cache pas son dépit de voir Madagascar rester à l'écart des pays progressistes. Son information «colle à l'événement», suivant l'expression journalistique consacrée, et par ses dossiers et ses articles de fond, *Lumière* ne cesse de le commenter avec souvent une perspicacité de haut niveau. Cependant son orientation chrétienne l'amène parfois à des conclusions certes très humanitaires mais non à des propositions directes de portée plus pratique, lorsqu'il s'agit de sujets généraux. Par contre, quant aux problèmes spécifiquement malgaches, ses prises de position s'affermisent et glissent peu à peu vers une vision politique plus particulière, qui le démarque nettement de l'action et de la pensée officielles. Le Rebelle à l'égard du régime Tsiranana se montre même s'il ne s'est pas clairement affirmé. Les événements de mai 1972 vont lui en donner l'occasion.

\*  
\* \*

---

(47) 5.3.72, p. 4.

(48) 9.4.72, p.1.

Les événements de mai 1972 trouvent leur origine immédiate dans la grève des étudiants en médecine de Befelatanana, qui débuta le 22 janvier 1972. Les négociations entre le gouvernement et les grévistes n'aboutirent qu'à un échec : la dissolution de l'A.E.M.P., le 19 avril. Le 24 avril, les étudiants de l'Université et les élèves de plusieurs lycées et collèges de Tananarive lancent un mouvement de grève de solidarité avec les étudiants en médecine. Les manifestations des grévistes dès lors se multiplient (25, 26 avril) tandis que le syndicat des enseignants, puis les parents, leur apportent leur soutien et que le mouvement se répand en province. Les discussions entre le gouvernement et les grévistes tournent au dialogue de sourds. Le 13 mai, c'est l'affrontement, qui débouche le 15 sur l'incendie de l'hôtel de ville de Tananarive et la grève générale dans la capitale. Le gouvernement alors capitule, et le 18 à 16 H. 30, le président Tsiranana annonce qu'il confie les pleins pouvoirs au général Ramanantsoa, pour diriger le pays et former le nouveau gouvernement. Le général, s'adressant à 17 H. à la foule massée avenue de l'Indépendance, déclare : « Je ne parlerai pas beaucoup : nous préférons agir plutôt que de parler. La politique ce n'est pas notre affaire, mais nous avons beaucoup de travail devant nous, je vous demande de m'aider. Je m'occuperai en premier lieu de l'économie et du social et avant tout des plus défavorisés... ». Si le général Ramanantsoa après dix jours de consultations, constitue son gouvernement de militaires, il faudra attendre le 27 juillet pour qu'il fasse connaître son programme par une allocution radio-télévisée.

La chute de l'ancien régime, la mise en place du gouvernement Ramanantsoa et ses premières mesures, c'est-à-dire les événements qui s'étendent jusqu'à la publication du discours-programme du général en août 1972, sont conçus par *Lumière* comme une remise en question globale de la politique extérieure du précédent gouvernement, mais surtout des rapports franco-malgaches. Il conviendra, par conséquent, d'examiner ce changement à Madagascar même, puis de considérer les réactions françaises. Par contre, les relations avec le reste du monde ont tendance à passer nettement au second plan, voire à être complètement ignorées.

\* \*

Dès le 30 avril, *Lumière*, relatant le début de la grève des étudiants, se borne à constater et retranscrire les slogans ornant les banderoles, par exemple : « A bas l'impérialisme culturel », ou encore : « Accords de coopération : obstacle au développement » (49). L'éditorial reprend un thème qui avait été déjà abordé : « Il faut... établir un programme d'enseignement adapté aux besoins du pays et sa culture propre ». Il convient donc de noter que dès le début des événements, ces deux questions semblent au coeur des préoccupa-

---

(49) 30.4.72, p. 1.



tions de *Lumière* et qu'au sein des autres problèmes relatifs aux relations extérieures de Madagascar, ces deux-là sont privilégiés. *Lumière* cesse de paraître ensuite jusqu'au 21 mai. Dans ce numéro est fournie, à titre de rappel, une analyse de la situation antérieure au 13 mai. On peut y remarquer la présentation des idées de l'ancien gouvernement et celles de ses opposants (50). Ainsi sont retenus du côté de l'opposition : « la nationalisation de tous les secteurs clés de l'économie... l'évacuation des bases étrangères qui... servent (à) sauvegarder les intérêts politiques et économiques des puissances étrangères et qui plus est, favorisent leurs industries d'armement », l'échec de la politique vis-à-vis de l'Afrique du Sud, le refus du « maintien des assistants techniques étrangers... plus épris d'exotisme que de se consacrer à promouvoir notre réel essor économique », le refus également des « soi-disant aides accordées (qui) sont plutôt destinées à alimenter les compagnies capitalistes étrangères qui écoulent leurs produits vers les pays pauvres ». Du côté gouvernemental, le thème majeur reste l'anticommunisme : « les critiques de l'opposition (sont) une manoeuvre (...) destinée à installer le communisme à Madagascar », de même le maintien des bases étrangères permet de parer aux « dangers de domination extérieure, en l'occurrence celle du monde communiste » ; quant à la politique vis-à-vis de l'Afrique du Sud, « il ne s'agit pas d'une approbation de la politique d'apartheid », mais elle a pour but « d'amener le gouvernement sud-africain à réfléchir sur sa politique raciale » par la concertation, le dialogue, la modération ; par ailleurs, « dans l'état actuel des choses, le pays ne peut se passer des assistants techniques avant que ne soient formés leurs remplaçants » ; enfin, Madagascar, qui manque de capitaux nationaux, doit faire appel à ceux de l'étranger, car « le refus d'aide aggrave la pauvreté qui finit par provoquer des troubles et donne l'occasion aux adversaires de la liberté de ravir le pouvoir et d'installer le communisme ».

A propos de la crise universitaire, *Lumière* note à la fois la position des étudiants (les programmes ne tiennent pas compte des réalités malgaches, mais au contraire renforcent l'emprise française et favorisent la consommation des produits fabriqués par les compagnies capitalistes étrangères) et celle du gouvernement (il faut malgachiser mais progressivement et sans précipitation afin d'éviter l'anarchie ; quant à la culture française, elle a aussi servi à former les plus grands révolutionnaires contemporains). *Lumière* adopte vis-à-vis de ces deux conceptions une voie moyenne et ne cherche pas à trancher. Le sens demeure : gardons notre personnalité malgache, mais ne sombrons pas dans le chauvinisme. Il semble plutôt favorable à la conciliation avec le gouvernement.

Dans le même numéro, est reproduit un article d'André Ravatomanga écrit le 10 mai, qui aurait dû paraître le 14. Il y aborde le problème des accords de coopération. Constatant qu'ils sont devenus le symbole de « l'impérialisme culturel », il n'hésite pas à écrire qu'il serait peut-être bon de les réviser, et

---

(50) 21.5.72, p. 2.

condamne le gouvernement malgache et les autorités françaises qui se proclamaient favorables à cette révision, mais n'avaient rien accompli de concret dans ce sens. Il ne semble pas non plus particulièrement apprécier certains coopérateurs français qui, en soutenant la contestation de leurs élèves, pourraient les pousser à durcir leurs positions. M. Ravatomanga conclut, tout en restant sceptique sur les « influences » : « on ne peut guère attendre d'une équipe vieille aujourd'hui de 12 ans... une politique bien différente de celle de toutes les années précédentes ».

Le problème de la coopération et des accords sont repris à nouveau dans le numéro du 28 mai. Sylvain Urfer (51) qualifie l'aide française de « réelle mais modeste ». En effet, explique-t-il, d'abord, cette aide n'a cessé de diminuer (2,19 % du P.N.B. français en 1960 et 1,24 % en 1970), en outre elle comprend des investissements privés qui « peuvent être difficilement tenus pour une aide », et un tiers est destiné aux T.O.M.D.O.M. ; en fait si on exclut également les crédits à l'exportation, on arrive en réalité à 0,43 % du P.N.B. L'Afrique n'obtient que 27 % du budget public. Le résultat est surtout positif pour les « privés » français, puisque « les flux monétaires transférés d'Afrique en France excèdent ceux qui vont de France en Afrique ». La deuxième partie intitulée : « Pour une réforme profonde de l'aide française », réexpose encore une fois les rapports Jeanneney et Gorse, et en arrive toujours à la même conclusion : « Il reste à souhaiter que ces propositions finissent par connaître un début de réalisation ». La critique s'est donc accentuée par rapport aux prises de position précédentes et on ne peut que remarquer que ce phénomène se produit au moment où la situation s'aggrave. Le but atteint paraît donc l'avoir été délibérément : la prise de conscience pour les lecteurs de l'hebdomadaire des carences de la coopération française.

Cette dénonciation globale est ensuite appliquée à Madagascar (52) : ce que l'Occident appelle « coopération » est, en fait, du « néocolonialisme ». Pourtant, à l'époque actuelle, nulle nation ne peut vivre repliée sur elle-même sous peine de stagnation. Aussi Madagascar ne peut pas s'isoler. Mais pour respecter son indépendance politique, il faut lui laisser « la liberté de pouvoir choisir ses dépendances économiques » et ses liens internationaux, « ce que n'a pas su faire l'ancien régime ». Reprenant les thèmes des étudiants, il affirme : « le seul fait de parler accords de coopération et décolonisation culturelle, signifiait parler politique et dépendance économique », mais « le problème culturel est le problème de l'âme d'une nation, de sa personnalité intérieure et il n'y a pas de situation politique et de liens économiques qui puissent l'étouffer ». Enfin, pour clarifier les discussions, sont publiés l'accord de coopération en matière d'enseignement supérieur entre la République malgache et la République française », ainsi que la « convention annexe », signé en 1960.

---

(51) 28.5.72, p. 3.

(52) 28.5.72, p. 4 et 8.

Le 4 juin, abordant la composition du gouvernement Ramanantsoa, André Ravatomanga présente le nouveau ministre des Affaires étrangères, le Capitaine de corvette Didier Ratsiraka, ce qui lui donne l'occasion de rappeler les thèmes majeurs de la future politique extérieure : remise en question des accords de coopération avec la France, et du « dialogue » avec l'Afrique du Sud, attitude vis-à-vis des pays socialistes et rôle stratégique de Madagascar dans l'Océan Indien.

Par ailleurs (53), Berchmans Rakotobe note que c'est « un puissant mouvement affectif qui a uni les étudiants, la grande bourgeoisie de Tananarive et les enseignants malgaches dans les exigences du développement d'une culture malgache dévaluée par soixante ans de colonisation et qui a paru rejetée par la politique culturelle de la République ». Le même numéro continue à s'occuper du problème de la réforme de l'enseignement, sous la forme de citations de tracts des jeunes grévistes : l'un d'eux accuse l'enseignement d'être au service des « capitalistes étrangers ».

Cette question reste, par la suite, au cœur des préoccupations de *Lumière*. Le « dossier de la semaine » du 11 juin est ainsi consacré à la réforme de l'enseignement. On y trouve toujours évoqué le problème de la malgachisation : « Malgachiser l'enseignement doit être un de nos objectifs. Il n'est plus besoin de justifier ce choix tant il est évident ».

Le même numéro, dans un article présentant « les premières mesures prises par le nouveau gouvernement », consacre un paragraphe aux relations avec l'étranger. Il y est indiqué que le général Ramanantsoa confirme les propos de son ministre, M. Ratsiraka : rien n'est encore changé. Seule la politique d'austérité conduira à réduire l'importance des représentations diplomatiques. A propos des relations avec l'Afrique du Sud, « le ministre des Affaires étrangères a simplement répondu que conformément à sa ligne d'apolitisme, le gouvernement entendait « geler » provisoirement tout ce qui est politique politicienne ». Cette prise de position est explicitée par le ministre des Affaires culturelles, M. Manambelona, cité par André Ravatomanga le 18 juin : « Nous avons rassuré les milieux internationaux pour ne pas semer la panique nuisible à l'harmonisation du développement ». Cependant, fait remarquer *Lumière*, au 9<sup>e</sup> sommet de l'O.U.A. à Rabat, M. Ratsiraka a « déclaré que son pays était prêt à réviser sa politique avec l'Afrique du Sud ». Pourtant aucun commentaire n'accompagne cette information (54). Quant au thème de la malgachisation, Raymond Saint-Jean ne cesse d'en parler, semaine après semaine (55), parfois soutenu par des articles d'opinion (56).

---

(53) 4.6.72, p. 4.

(54) 18.6.72, p. 8.

(55) 18.6.72, p. 2 - 25.6.72, p. 4 - 9.7.72, p. 9 - 23.7.72, p. 4.

(56) 2.7.72, p. 6.

Le 2 juillet, un article (57) consacré à une possible ouverture à l'Est (le ministre Didier Ratsiraka, cité, aurait affirmé comme « non impossible » une telle ouverture « si l'intérêt national le commande »), pose la question des inquiétudes des Européens à propos de l'avenir de Madagascar. Pour *Lumière*, il est clair que certains Européens conçoivent les relations Europe-Madagascar dans l'esprit du pacte colonial et qu'ils manquent de confiance envers le peuple malgache. Celui-ci va chercher sa voie en dehors de toute zone d'influence. Bref ce type de pensée rend ces étrangers peu désirables. Il apparaît donc que *Lumière* milite dans le sens de l'abandon de l'ancienne politique et souscrit à de nouvelles ouvertures internationales, tout en condamnant la mentalité de certains étrangers dont la nationalité n'est d'ailleurs pas précisée. Ce thème de la dépendance est approfondi par M. Ralainona à travers la définition d'une « nouvelle politique économique » (58). L'indépendance économique est l'objectif, mais elle est considérée comme un moyen d'accélérer le développement. Le reste de l'article explique que la dépendance économique est, au contraire, un frein au développement, en montrant, au moyen d'exemples précis, comment fonctionne une économie de traite et quelles en sont les conséquences néfastes. Les solutions proposées sont la remise en cause de l'appartenance à la zone franc et la diversification des marchés, entre autres, « mais toutes tendent à l'abrogation d'accords nous liant de manière exclusive, c'est-à-dire les accords de coopération avec la France ». Education, enseignement et économie sont liés : « l'enseignement doit être adapté aux besoins de l'économie ». Ainsi la prise de position de *Lumière* s'affirme de plus en plus nettement dans un sens favorable à l'indépendance conçue comme une remise en question des liens avec la France, liens accusés de favoriser l'exploitation de Madagascar par les Français.

Ces prises de position très nettes n'empêchent pas l'hebdomadaire malgache de publier des opinions de lecteurs défendant la politique de l'ancien régime en dénonçant les erreurs à ne pas commettre dans les nouvelles perspectives (59). Ces opinions, d'ailleurs, le journal les sollicite. On peut prendre comme exemple l'article de Berchmans Rakotobe intitulé « Et les dépenses de la France à Madagascar ? » (60) dans lequel, après avoir fourni des chiffres et des explications, il pose deux questions sur lesquelles il demande à connaître les réflexions des lecteurs. Certes la nature des questions (« Le flux monétaire induit par les paiements directs de la France provoque-t-il globalement un enrichissement ? » et « la nature des dépenses directes effectives par la France est-elle conforme à l'équilibre économique choisi par Madagascar ? ») montre bien les préoccupations du journal (indépendance économique) mais il n'en demeure pas moins que, pour reprendre une expression chère à *Lumière* le

---

(57) 2.7.72, p. 1.

(58) 2.7.72, p. 4 et 8.

(59) 23.7.72, p. 4.

(60) 23.7.72, p. 4.

débat reste ouvert ! Paul Imonja ne tarde pas à répondre (61). Traitant de la retraite des anciens combattants, il estime qu'elle est créative d'inégalité sociale, qu'elle est souvent consacrée à l'achat de produits de consommation étrangers et particulièrement français. Cet exemple sert à illustrer les thèses de l'auteur quant aux solutions pour l'économie : «établir une politique de sélection rigoureuse des importations... diriger le flux de francs malgaches induit dans le pays par les apports de monnaies étrangères». Mais en définitive pense-t-il, pourquoi ne pas en arriver à une réelle politique d'austérité en renonçant aux aides extérieures ? Certes il y a des inconvénients (la bourgeoisie d'affaires l'accepterait mal) ; la fuite des cerveaux ; la désorganisation de l'économie) mais aussi des avantages (il faudrait créer de toutes pièces une voie malgache de développement) «Est-ce un rêve ?», conclut-il.

La question continue à être traitée dans le numéro du 6 août, d'abord par un article général dont le titre particulièrement significatif en revient toujours à la même conclusion «l'aide internationale profite davantage à ceux qui la donnent qu'à ceux qui la reçoivent» (62) ; ensuite par un autre article intitulé : «l'aide française» qui est l'application du précédent au cas des relations franco-malgaches (63). Les conclusions sont très claires : «dans l'aide française, la part consacrée aux investissements est ridicule et ceux-ci sont souvent contestables... l'aide permet le transfert des bénéfices et de l'épargne des Français à Madagascar, plus de 10 milliards par an... l'aide est donc surtout militaire et apparaît comme un transfert de revenus entre Français... l'efficacité de l'aide est finalement faible et sans rapport avec son coût». on trouve aussi dans ce numéro une réponse aux questions de Berchmans Rakotobe. Après avoir disserté sur les avantages et les inconvénients du flux monétaire venant de France, l'auteur (A.M.) en arrive à penser qu'un arrêt des dépenses de la France à Madagascar causerait inévitablement des difficultés à certains secteurs de l'économie (surtout le commerce) mais que cet effet serait limité : penser que Madagascar ne pourrait se passer de cet «argent frais» est une erreur. Ces différentes prises de position montrent que *Lumière*, qui met l'accent sur les insuffisances et les aspects négatifs de cette aide, n'y est guère favorable : bref Madagascar peut se passer de la France.

Beaucoup moins tranchée est la politique du gouvernement Ramanantsoa, telle qu'il est possible de la considérer à la lecture de la déclaration du général, reproduite intégralement (64). C'est bien ce que constate André Ravatomanga lorsqu'il note (65), d'après cette déclaration, que «Madagascar, s'il tient à affirmer davantage son indépendance et sa personnalité nationale, n'envisage

---

(61) 30.7.72, p. 4.

(62) 6.8.72, p. 1.

(63) 6.8.72, p. 1.

(64) 6.8.72, p. 5

(65) 6.8.72, p. 1 et 8.

aucune rupture brutale», mais peut être amené» à reconsidérer la nature et le contenu de (ses) engagements vis-à-vis de tous (ses) partenaires». Et si «nos vrais intérêts l'exigent nous nous rapprocherons de ceux que jusqu'à présent nous avons feint d'ignorer, par exemple le pays non-alignés». Cette nouvelle politique extérieure est développée dans le numéro du 13 août à partir des citations de déclarations du général Ramanantsoa et de son ministre des Affaires étrangères. Si le nouveau gouvernement entend conserver de bonnes relations avec les nations en rapport avec Madagascar, il est aussi décidé à réviser certains accords. En premier lieu, il s'agit des accords de coopération franco-malgaches «parce qu'ils ne cadrent plus avec les réalités nationales». Après les premiers contacts de M. Ratsiraka avec les ministres français concernés, il semblerait que la partie française accepte cette révision. Autre remise en question : le «dialogue» avec l'Afrique du Sud parce qu'il a été une «pomme de discorde entre Malgaches», mais aussi parce qu'il «n'a pas donné les résultats qu'on en attendait» et par voie de conséquence, il sera mis fins aux accords avec cette puissance. Par ailleurs dans un souci d'austérité, les représentations diplomatiques de Madagascar seront réduites. Enfin le ministre des Affaires étrangères annonce que Madagascar n'hésitera pas à développer des relations avec des pays de l'Est «si les Malgaches y trouvent réellement leur compte».

*Lumière* se borne, pour le moment, à enregistrer les nouvelles orientations de la politique extérieure malgache. Ce n'est qu'à leur application qu'il sera amené à prendre position. Il apparaît donc qu'après avoir suivi de près le déroulement des événements et leurs implications sur les relations extérieures, *Lumière* ait fait siennes la plupart des revendications qui ont vu le jour progressivement et qui se traduisent par les grandes orientations définies par le général Ramanantsoa et Didier Ratsiraka.

\*  
\* \*

Si *Lumière* a noté au fur et à mesure les réactions malgaches et a pris parti, il a aussi ouvert ses colonnes aux principaux intéressés de l'«autre partie», les Français. Dès le 28 mai, *Lumière* offre un article intitulé «Les Françaises et le sous-développement». L'auteur (Marie Paule Defossez), après avoir constaté qu'elles s'y inéressent peu parce qu'elles estiment qu'il s'agit d'un problème qui les dépasse, lance un appel : qu'elles lient leur combat pour leur émancipation à celui des pays du Tiers Monde. Plus important est l'article d'Edouard Lizop de *La Croix*, cité le 24 juin : «Un point de vue français sur les exigences d'une politique de coopération». M. Lizop centre son article sur le problème de l'enseignement, dont il dénonce certains aspects et semble favorable à une révision des accords de coopération. Bref, *Lumière* veut signifier par là qu'il existe en France une opinion «éclairée» et, bien sûr, en premier lieu une opinion chrétienne qui comprend les problèmes du Tiers Monde et est prête à oeuvrer dans un sens favorable aux revendications malgaches. Si cet article est mis en exergue, la presse étrangère et en particulier la presse française, est également

sollicitée pour traduire les réactions vis-à-vis de la crise malgache. Ainsi l'«*Express*» est conscient qu'à «travers l'Université c'est la présence française à Madagascar qui est mise en question. Elle pèse trop lourd». *Le Nouvel observateur* de son côté pense que la France, plus que tout autre considération, est sensible à la position stratégique de Madagascar dans l'Océan Indien et voudrait éviter de voir l'île tomber sous la coupe d'une puissance de l'Est. Enfin, *Ouest-France* reconnaît que «l'aide accordée par la France à la «Grande Ile», dans le cadre de la coopération n'est pas toujours bien accueillie et que beaucoup accusent Paris de visées néo-colonialistes à peine déguisées». De même, il est assez significatif que, le 11 juin, *Lumière* publie les réflexions d'un ancien coopérant sur la crise malgache. L'auteur (J.M.D) approuve les événements de mai 72 qu'il rapproche de ceux de mai 68 en France, s'avoue favorable à la «révolution de mai malgache aille plus profond que son homologue française».

A côté de ces témoignages favorables aux événements malgaches et qui ne sont accompagnés d'aucun commentaire, les extraits du discours de l'ambassadeur M. Plantey lors des cérémonies du 14 juillet (66) sont au contraire commentés : ses propos sont contestés parce qu'ils symbolisent l'ancienne politique de coopération. Par contre, une citation du *Monde* du 22 juillet, favorable au «réaménagement des accords de coopération» non seulement pour Madagascar mais pour toute l'Afrique, a l'honneur de la première page, le 30 juillet, mais sans commentaires. Cependant, et dans un souci d'objectivité, le 13 août *Lumière*, dans la rubrique : «Nos lecteurs nous écrivent», fournit deux lettres de coopérants ou d'ex-coopérants qui remettent en question certains articles du journal : en particulier celui relatif à l'aide française signé F.I.D, et celui de Paul Monja sur «la retraite du combattant».

Pour *Lumière*, il semble, par conséquent, qu'il n'y ait pas que de «mauvais» Français mais aussi des «bons», en particulier parmi les coopérants, et que l'opinion publique française n'est pas hostile à une réorganisation des relations franco-malgaches. Il est possible d'y voir le désir du journal de préférer cette réorganisation à une rupture totale.

\*  
\* \*

Vis-à-vis du reste du monde, *Lumière* ne fournit guère d'informations ni de commentaires. Les principaux points à retenir sont une analyse des résultats de la Conférence de Santiago du Chili, considérée d'abord comme un échec (67) bien qu'ensuite cette opinion soit corrigée dans un sens moins pessimiste (ces conférences ne sont pas inutiles ; cependant on ne peut juger les effets qu'à long terme) (68), mais aussi une certaine ouverture de Madagascar

---

(66) 23.7.72, p. 1.

(67) 28.5.72, p. 8.

(68) 4.6.72, p. 3.

vers les autres pays du Tiers Monde comme la participation à la conférence de l'O.U.A. (69) ainsi qu'à celle des pays non-alignés (70). Quant aux relations particulières avec certains pays, *Lumière* remarque que, puisque des ressortissants malgaches ont participé aux cours du « Centre de perfectionnement technique de Genève », les autorités suisses ont pour but d'apporter une aide efficace au Tiers Monde (71). A propos du « complot » fomenté par les U.S.A., *Lumière* cite M. Resampa qui le nie formellement (72). Enfin les rapports avec la Chine ne sont pas traités en tant que tels, mais on peut noter un article intitulé « La Chine et le Tiers Monde » (73) de Frédéric Koesel. Les deux Chines y sont montrées comme pratiquant les mêmes méthodes d'aide au développement, mais la Chine communiste aurait surtout pour but la pénétration idéologique. Article de transition montrant les aspects positifs d'une ouverture à la Chine de Mao, tout en mettant en garde contre une certaine politique « impérialiste ».

\*  
\* \*

Ainsi au terme d'une période qui va de la fin de l'ancien régime à l'élaboration d'une nouvelle politique par le gouvernement Ramanantsoa, *Lumière* qui a su critiquer mais souvent en nuances, la politique du président Tsiranana, approuve l'explosion nationaliste engendrée par les événements de mai, mais semble rester sur l'expectative à l'annonce du programme du général et de son ministre des Affaires étrangères, attendant son application pour se prononcer. De ce programme se dégagent deux grands thèmes : l'acquisition d'une seconde indépendance vis-à-vis de la France accusée de néo-colonialisme, et la mise en place d'une politique d'ouverture en direction de l'ensemble des pays du monde, ce que l'on ne tardera pas à appeler : la « politique tous azimuts ». Il est clair que *Lumière* s'est fait l'expression d'un certain type de nationalisme et qu'à travers de multiples propositions de réorientation de la politique extérieure, il s'est efforcé d'indiquer au nouveau gouvernement le « bon choix ». Les propositions sont souvent allées au-delà des premières prises de position du général Ramanantsoa et de son ministre des Affaires étrangères et sont, dans l'ensemble, modérées bien que tournant le dos à la politique menée par le président Tsiranana. Mais elles vont se révéler prophétiques si l'on considère la suite des événements. Le dialogue a donc pu, dès cette époque, s'amorcer et *Lumière* essayer de servir le nouveau gouvernement.

---

(69) 11.6.72, p. 8 et 18.6.72, p. 8.

(70) 13.8.72, p. 8.

(71) 23.7.72, p. 8.

(72) 30.7.72, p. 8.

(73) 7.4.72, p. 3.



## LA SECONDE INDEPENDANCE

L'un des aspects fondamentaux de la politique extérieure du gouvernement du général Ramanantsoa est la renégociation des accords de coopération entre la France et Madagascar. Celle-ci aboutit aux nouveaux accords de juin 1973. Dans le climat de nationalisme exacerbé de l'époque, cette question était au coeur des préoccupations non seulement de la classe politique mais aussi de l'opinion publique. Et à ce propos, les idées avancées étaient à la fois multiples et souvent très différentes. Dans ce concert, comment *Lumière* a-t-il fait entendre sa voix, et dans quel sens ? C'est dans cette perspective que le dialogue avec le gouvernement va se concrétiser et montrer les premières véritables divergences.

La remise en question des relations franco-malgaches et des accords de coopération est au centre des préoccupations de *Lumière* jusqu'à la signature des nouveaux accords en juin 1973. Le principe de cette remise en question est encore agité au cours de l'automne 1972, mais peu à peu accepté de part et d'autre, et par conséquent, on en arrive rapidement à son contenu. Deux thèmes dominant d'abord : la malgachisation à tous les niveaux et le problème de la monnaie. Puis, lorsque les négociations sont amorcées, la plupart des questions qui en font l'objet sont traitées à leur tour.

\*  
\* \*

Au lendemain de la présentation de la nouvelle orientation de la politique extérieure de Madagascar, *Lumière* aborde cette perspective par le biais de la citation de journaux étrangers, en particulier du *Journal de Genève* dont des extraits sont fournis le 17 septembre par M. Rasolo (74). Il note en particulier, que « la France ... est sans doute prête à revoir les accords qui la lient à la Grande Ile et à en corriger les abus, mais fera tout pour ne pas perdre la place prédominante qu'elle occupe à Madagascar. Elle y tient autant pour des raisons de prestige que pour des raisons de stratégie ». Ensuite c'est au tour du général Ramanantsoa à être cité par le même M. Rasolo, à propos de son discours à Vatomandry. Quelle attitude avoir vis-à-vis des étrangers ? « Nous devons aimer tous ceux qui nous aiment. Mais nous ne devons pas céder devant les manoeuvres des mal intentionnés qui ne cherchent qu'à sucer les produits de nos efforts ». Si pour l'industrialisation, l'aide des étrangers est nécessaire néanmoins, « nous n'accepterons pas ces aides, si elles gênent notre souveraineté nationale ». Au delà de ces considérations générales, l'information précise que le ministre des Finances, M. Albert-Marie Ramaroson se rend à Paris (19-21 septembre) pour examiner

---

(74) 17.9.72, p. 1.

la question de l'appartenance de Madagascar à la zone franc, en vue de négociations ultérieures (75), puis présente les premières prises de contact du nouvel ambassadeur de France, M. Delauney, avec les anciennes et nouvelles autorités malgaches (76). *Lumière* craint ensuite, un instant, que la France ne soutienne le P.S.D. dans sa prise de position lors du référendum du 8 octobre 1972 (4), mais ne s'y attarde guère. L'hebdomadaire revient très vite à la question monétaire signalant que M. Ramaroson « a émis le souhait de Madagascar d'entretenir des liens économiques et financiers plus souples avec la France » (77), mais également au principe de la révision des accords puisque le premier ministre français, M. Messmer, s'y déclarerait favorable (78).

L'auteur, après avoir brièvement résumé les propos de M. Delauney qu'il qualifie de « classiques » (non-intervention dans les affaires intérieures de Madagascar ; défense de la Grande Ile seulement en cas de demande du gouvernement malgache ; possibilité de révision des accords ; non opposition à des relations soviéto-malgaches), s'interroge sur les sentiments réels du gouvernement français en l'absence de déclaration officielle. Pour y répondre, il utilise les commentaires de Jean Grandmougin qu'il juge hostiles à la nouvelle politique et que par conséquent il stigmatise, mais aussi ceux du *Monde* qu'au contraire il semble apprécier et espère voir prévaloir. « La façon dont le gouvernement français négociera avec les Malgaches montrera s'il préfère traiter avec des partenaires exigeants, mais sûrs, ou avec des interlocuteurs dociles mais contestables ». Odile Leroux dans le même numéro (80), montre l'évolution de la coopération française avec l'Afrique, évolution favorable à la fois à son maintien mais aussi à sa redéfinition. Quant aux faits mêmes de cette renégociation, Pierre Gérard doit se borner à rapporter les propos de M. Ratsiraka, à savoir que celui-ci avait eu avec M. Billecocq, secrétaire d'Etat français à la Coopération, des « entretiens intéressants » mais qu'il s'était limité à « une simple visite de courtoise » (81).

Le 22 octobre, *Lumière* signale (82) les revendications du personnel d'Air-Madagascar prônant une malgachisation rapide et massive de la société de transport aérien. Le même numéro fait un tour d'horizon de la presse étrangère et de ses opinions relatives au référendum du 8 octobre : *L'Aurore* estime que « les liens avec la France ne seront plus aussi étroits que par le passé » ; quant au *Monde*, il croit que « tout en indiquant que les accords franco-malgaches devront

---

(75) 24.9.72, p. 4.

(76) 1.10.72, p. 4.

(77) 1.10.72, p. 1.

(78) 8.10.72, p. 8.

(79) 15.10.72, p. 1.

(80) 15.10.72, p. 3.

(81) 15.10.72, p. 4.

(82) 22.10.72, p. 4.

être révisés, le général Ramanantsoa n'a jamais remis en question une libre coopération avec l'ancienne puissance coloniale » ; les *Marchés Tropicaux* de leur côté espèrent que les « amis de Madagascar, et la France doit être de ceux-là, (soutiendront) avec sympathie et compréhension les efforts de la nouvelle équipe ». Il semble donc que *Lumière* veuille signifier à ses lecteurs qu'il se confirme qu'une partie de l'opinion française, et même le gouvernement français, sont favorables à la renégociation.

En novembre (83) *Lumière* aborde à nouveau le problème du développement en analysant la pensée du gouvernement malgache : « Economie ouverte, alimentée par un effort de solidarité internationale, mais qui ne doit pas empêcher les Malgaches d'affirmer vigoureusement leur personnalité... Permanence d'un secteur privé et de sociétés étrangères, développement des relations internationales ». Puis, le 13 novembre, Pierre Gérard utilisant une interview du général Ramanantsoa accordée à l'envoyé spécial du *Monde*, Philippe Decraene, s'attache à en dégager les grandes lignes. Selon lui, on ne peut que constater la continuité de sa pensée politique : indépendance vis-à-vis de l'étranger (« aucun pays étranger ne peut se flatter de relations privilégiées avec Madagascar »), indépendance à l'égard de toute forme d'aide étrangère mais aussi dialogue avec les partenaires étrangers, ce qui signifie par exemple la révision des accords avec la France, et conclut : « Après six mois de cette politique, alors que le gros des troupes n'est pas encore engagé dans la bataille, on doit pouvoir lui concéder que jusqu'ici, il n'a pas trop mal manœuvré ». On peut en déduire que *Lumière* soutient les efforts du gouvernement, du moins au cours de cette période initiale. Le même numéro signale les premières mesures de contrôle des changes (84) mais aussi s'étend sur l'état d'esprit des élèves du secondaire à propos de l'enseignement du français et des coopérants étrangers, utilisant un sondage effectuée par un professeur malgache de français (85). Le 19 novembre, *Lumière* révèle, citant le chef de la Mission d'Aide et de Coopération, M. Blanchard, que « les aménagements nécessaires aux accords de coopération franco-malgache vont faire l'objet d'un calendrier en cours d'établissement ».

Lorsqu'il apparaît que les deux parties en présence semblent décidées à réviser les accords, et « le plus rapidement possible » (86), *Lumière* prend nettement position en faveur « d'un nouveau dialogue » dans son éditorial du 26 novembre. Selon *Lumière*, le gouvernement ne peut adopter les positions extrémistes qui avaient vu le jour au mois de mai, car elles pourraient conduire à une rupture. Cependant si les accords militaires, économiques et financiers peuvent faire l'objet d'une discussion, le gouvernement malgache peut agir de lui-même dans le domaine de l'enseignement. Du côté français, on peut noter bon nombre de déclarations d'intentions, en particulier du président Pompidou,

---

(83) 5.11.72, p. 4.

(84) 12.11.72, p. 4.

(85) 12.11.72, p. 5.

(86) 26.14.72, p. 4.

favorables à une révision, mais si la bonne volonté paraît évidente, c'est en donnant des preuves (changer les responsables de la politique de coopération, par exemple) qu'elle sera crédible. Soutien au gouvernement, méfiance à l'égard des Français, telle se présente la position de *Lumière* à la veille du début des négociations.

Le même numéro revient sur la crise d'Air-Madagascar et présente successivement le point de vue du gouvernement, point de vue «réaliste» c'est-à-dire favorable à un compromis, et celui du personnel, qualifié d'«intransigeant». *Lumière* considère que la crise revêt une extrême gravité et paraît lier cette évolution à la position du personnel. Le 3 décembre, il réaborde la question du contrôle des changes (87) auquel il se déclare favorable et espère que ce contrôle permettra d'orienter les capitaux vers des investissements intérieurs. Ce problème semble fortement le préoccuper puisqu'il lui consacre le «dossier de la semaine» (88). Il le replace, en particulier, dans le contexte plus vaste de la remise en cause de la zone franc, mais la conclusion reste modérée : «il faut donc revoir le fonctionnement de la zone franc». Nous sommes loin d'un rejet de l'appartenance. André Ravatomanga revient sur ce problème la semaine suivante (89) : le but de l'opération serait de créer une monnaie nationale afin de mieux orienter le développement économique, surtout en contrôlant les importations, ce qui signifie l'acceptation de l'austérité. Quant à l'appartenance à la zone franc, il croit que «le gouvernement ne veut sans doute pas (s'en) retirer». Un article non signé (90) élargit le problème à l'ensemble des pays de la zone franc : «Un nouveau système monétaire pour les Etats de la zone franc ?». Sur le plan des informations, l'hebdomadaire malgache signale, dans la même perspective, le départ de M. Ramaroson pour Paris et Bruxelles (91) puis son retour (92).

A la fin de l'année (93) *Lumière* fournit un bilan de la SCOA sans reprendre les vieilles discussions qu'il avait agitées au cours des premiers mois, se bornant à rappeler que «l'objectif était d'associer les intérêts nationaux de l'île aux affaires» de la société. Signalons enfin que le «dossier de la semaine» est consacré à dresser un compte-rendu des principaux événements de l'année 1972, compte-rendu accablant pour l'ancien régime dont sont révélées bon nombre d'illusions en matière de relations extérieures. Quant aux activités du gouvernement Ramanantsoa, sont retenus les débuts de la politique tous azimuts ainsi que le contrôle des changes.

Le premier numéro de l'année 1973 (94) permet à *Lumière* de préciser sa position vis-à-vis de la politique extérieure du gouvernement Ramanantsoa.

---

(87) 3.12.72, p.1.

(88) 3.12.72, p.3.

(89) 10.12.72, p. 1 et 8.

(90) 10.12.72, p. 6.

(91) 10.12.72, p. 4.

(92) 17.12.72, p. 4.

(93) 31.12.72, p. 4..

(94) 7.1.73, p. 3.

Que l'hebdomadaire malgache consacre à ce sujet le premier numéro de la nouvelle année, souligne qu'il lui accorde une importance primordiale. L'indépendance absolue est un leurre, mais «la meilleure garantie d'une pleine et grande indépendance est de se garder de tout lien de dépendance trop étroite». Il convient que Madagascar reste lié avec la France, mais ces liens doivent être conçus « sur un véritable pied d'égalité' l'égalité dans la dignité», car «il serait sot d'abandonner (les partenaires de toujours) pour aller se lier à d'autres dont les exigences pourraient être plus grandes». « Un gouvernement qui aura su faire respecter sa dignité à l'extérieur jouira d'un plus large soutien de tout le pays pour mener à bien la politique de rénovation nationale qu'il a entreprise ». Si *Lumière* préfère plutôt voir se maintenir des accords avec la France dans le respect de la « dignité nationale », il ne conçoit cette nouvelle politique extérieure que comme un moyen de « rénovation » intérieure et non comme une fin en soi. L'époque, en effet, est celle où va être réellement amorcée la renégociation des accords de coopération.

Dans le but d'éclairer le débat, *Lumière* est amené à rappeler un certain nombre de notions. C'est ainsi que, le 7 janvier, un article traite de l'impérialisme à partir des théories de chercheurs norvégiens et plus particulièrement à partir de « A structural theory of imperialism ». Par ailleurs, les informations fournies montrent que les prémisses des négociations ont été abordées (entretiens de M. Ratsiraka avec le premier ministre français ainsi qu'avec les ministres des Affaires étrangères et de la Défense les 27,28 et 29 décembre 1972 (95). André Ravatomanga ne tarde pas à revenir sur le thème : réviser les accords de coopération, c'est bien, mais ce n'est pas tout ; il existe d'autres questions tout aussi importantes si ce n'est plus. Il semble considérer que ce soit la seule chose à mettre au crédit du gouvernement pour le moment, jugement contenant une critique implicite globale (96). *Lumière* souligne, dans les vœux à Andafiavaratra, que le général Ramanantsoa a réaffirmé que Madagascar avait besoin « du concours de tous les pays » et qu'il est inévitable de faire appel aux capitaux étrangers (97). Le numéro du 14 janvier poursuit, par ailleurs, l'étude de l'impérialisme dans la même perspective que précédemment (98). Le 21 janvier, c'est au tour de l'éditorial de revenir sur le thème précédemment cité : replacer les négociations dans une juste appréciation des priorités, tandis qu'un certain M.A. applique cette pensée à l'ensemble de la politique extérieure (99), en insistant sur le dialogue franco-malgache à propos duquel il écrit : « L'enjeu est d'importance et nous souhaitons que le dialogue qui va s'ouvrir entre la France et Madagascar soit franc, guidé par la raison, et que l'unique objectif cherché soit le développement économique et social de notre pays. Le réalisme doit avoir le

---

(95) 7.1.73, p. 4.

(96) 14.1.73, p. 1.

(97) 14.1.73, p. 4.

(98) 14.1.73, p. 6.

(99) 21.1.73, p. 1 et 8.

pas sur la passion et les idées abstraites». La critique s'affine : « Les jeunes n'acceptent pas de voir sacrifier leur avenir à la satisfaction personnelle de quelques adultes ou à la logique abstraite d'une idéologie trop brutale pour être vraie », et un souci de réalisme l'amène à penser à laisser de côté « le mythe d'une France qui s'accroche à nous pour nous exploiter. Dans un désengagement total nous savons qui serait le perdant ». L'attaque se poursuit sur la qualification et la représentativité des négociateurs malgaches : « ne serait-il pas bon d'y inclure quelques véritables politiciens et des représentants authentiques des différentes régions de notre pays... le pays tout entier doit participer à la construction en cours. Aucun homme, fût-il un génie, ne peut remplacer le concours de tous », et il prend à titre d'exemple comparatif la malgachisation de l'enseignement. Bref, il apparaît à ces différentes lectures que *Lumière* n'apprécie guère que les négociations occupent le premier plan de l'actualité : cette attitude paraît lui montrer que le gouvernement cherche à masquer ses insuffisances intérieures par un succès de prestige à l'extérieur, succès qui serait trop éloigné des réalités malgaches du fait des idées, ou plutôt des passions, qui animent les hommes chargés des relations extérieures.

Cette critique relative aux négociations franco-malgaches s'étend, en fait, à l'ensemble de la politique extérieure, comme nous le verrons ultérieurement. Le numéro du 21 janvier signale également les positions de l'A.K.F.M. et du K.I.M. à propos de cette politique extérieure (100).

André Ravatomanga semble répondre aux critiques de M.A. le 23 janvier (101). Titrant : « Une seconde indépendance », il constate, après avoir décrit le début des négociations (25 janvier 1973) que la délégation malgache comprend, outre les ministres des Affaires étrangères et de l'Economie et des Finances, vingt-sept « excellents techniciens » et que, par ailleurs, « le gouvernement a consulté tous les partis politiques pour leur demander leurs points de vue sur ces négociations ». Faisant état, ensuite, de la « détermination du gouvernement » il en vient aux différents domaines de ces négociations : d'abord l'enseignement, à propos duquel il estime ne pas distinguer de « difficultés majeures » si ce n'est du côté de l'Université, et il ajoute que la France n'a pas intérêt à retirer tous ses enseignants qui pourraient être remplacés par ceux d'autres pays ; puis les finances, domaine plus délicat : on pourrait s'orienter vers un système ne faisant pas partie de la zone franc ; les bases militaires, enfin, dont le sort sera lié à l'intérêt réel que la France leur porte. Et M. Ravatomanga conclut en martelant encore, « leur signature lui (le gouvernement malgache) donnera auprès de l'opinion un prestige nouveau qui le rendra plus fort pour poursuivre le programme de rénovation qu'il a entrepris dans le pays ». Sur le plan des informations, est communiquée la teneur des premiers entretiens et sont cités quelques propos de M. Ratsiraka, en particulier son désir de voir les négociations achevées avant le 29 mars (102). Enfin, signalons dans la rubrique « Libres

---

(100) 21.1.73, p. 4.

(101) 28.1.73, p. 1.

(102) 28.1.73, p.4.

opinions» le développement, par M. Randriamampandry, Maître de Conférence à l'Université de Madagascar, du thème : «la malgachisation ne mènera pas inévitablement à un enseignement au rabais» (103).

Le 4 février, *Lumière* relate (104) le début des négociations franco-malgaches et plus précisément les déclarations préliminaires des deux ministres des Affaires étrangères, définissant les positions respectives des gouvernements malgache (dénonciation des accords de 1960, négociation de rapports nouveaux «entre partenaires égaux» dans le but de réaliser une véritable indépendance économique) et français (volonté de négocier de nouveaux accords «entre partenaires égaux» mais à condition que ce soit dans un certain état d'esprit et «dans les limites (fixées) d'un commun accord»). Le 11 février, André Ravatomanga fait état, en s'appuyant sur *Le Monde*, de «sérieuses difficultés aux négociations» de Paris mais aussi de «davantage d'inquiétude dans l'opinion malgache» : «certains tremblent déjà devant l'éventualité d'une rupture et la plupart insistent pour que Madagascar garde des relations privilégiées avec la France». L'explication en est donnée la semaine suivante (105). *Lumière* s'interroge sur le sens de divers articles parus dans la presse étrangère (*Jeune Afrique*, *l'Aurore*, *Le Monde*), sur celui du retour précipité des deux ministres malgaches de Paris et de la déclaration conséquente du général Ramanantsoa : ce sens lui paraît clair. Il estime à la suite de Voltaire que «mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose», les prétendues ou réelles dissensions au sein de la délégation malgache entre partisans d'une position extrême qui seraient symbolisés par M. Ratsiraka et ceux d'une position plus modérée dont le représentant serait M. Ramaroson, ont été inventées ou exploitées par les nantis et les privilégiés que rebuterait la politique d'austérité qui découlerait inéluctablement des nouveaux accords, mais aussi par les négociateurs français dont les positions se sont durcies. Au centre des négociations : la zone franc, «que nous n'avons peut-être pas intérêt à quitter mais au sein de laquelle le gouvernement entend recouvrir une plus grande liberté et indépendance». Il n'en demeure pas moins conclut M. Ravatomanga, que Madagascar est en position de demandeur, ce qui expliquerait ces péripéties utilisées ou créées par la France et ses «alliés» malgaches. Telles peuvent être rapidement résumées les positions de l'éditorialiste, d'André Ravatomanga et d'«un observateur naïf». Quant aux informations afférentes à ces commentaires, elles sont brièvement fournies en page 4.

Le 4 mars, *Lumière* marque son scepticisme à l'égard des explications qui voudraient voir la main de la France dans les troubles de Diégo Suarez et de Majunga, dans le but de perturber les négociations de Paris (106). Quant

---

(103) 28.1.73, p. 4 et 8.

(104) 4.2.73, p. 4.

(105) 18.2.73, p. 1 - Article d'André Ravatomanga

(106) 4.3.73, p. 1.

à celles-ci proprement dites, il n'est fait qu'allusion aux conversations entre MM. Ramaroson et Giscard d'Estaing (107). Le même numéro fournit des indications sur la pensée du M.F.M. vis-à-vis des relations franco-malgaches (108). Le 11 mars, *Lumière* revient sur les événements de Diégo Suarez et de Majunga et soutient la thèse précédemment avancée (109). Les négociations de Paris connaissent un arrêt, signale-t-il du fait des élections législatives françaises et des obligations de M. Ratsiraka qui devait se rendre en Roumanie. Mais, estime-t-il, les négociations semblent sur la bonne voie et laissent augurer un prochain accord. Enfin, l'hebdomadaire malgache fournit de larges extraits d'un communiqué du P.S. français nettement favorable aux revendications malgaches, la possibilité d'un renversement de majorité aux élections françaises pouvant expliquer cette mention (110). Le 18 mars, une nouvelle étape paraît franchie, d'après *Lumière*, lorsqu'il publie (111) une interview de M. Ramaroson intitulée : « Madagascar sera maître de sa politique monétaire », c'est-à-dire que selon le ministre de l'Economie et des Finances, Madagascar aurait « acquis pleine autonomie monétaire tout en gardant la garantie de sa monnaie nationale par son appartenance à la zone franc ». Le 25 mars, J.C. de l'Estrac examinant la situation stratégique de l'Océan Indien, estime que la France sera contrainte d'abandonner ses bases malgaches (112). *Lumière* pense que le problème de ces bases est le point sur lequel butent les négociations de Paris qui ont repris le 15 mars, alors que dans les autres domaines, des solutions paraissent en vue (113). A propos des questions monétaires, toujours dans un souci d'approfondissement, l'hebdomadaire malgache consacre le « dossier de la semaine » à « la convention monétaire des Etats d'Afrique centrale et la zone franc ».

Le 1er avril, *Lumière* pense que l'on est entré dans la « dernière phase des négociations ». André Ravatomanga fait un historique de ces négociations, rappelant les principales difficultés auxquelles s'est heurtée la délégation malgache. Il croit que les « problèmes militaires » sont ceux sur lesquels ces négociations ont failli se rompre et espère que le départ probable de M. Debré permettra de les résoudre. En conclusion, il assure, reprenant les propos de M. Decraene du *Monde*, que la France a intérêt à ne pas rompre avec Madagascar afin de ne pas « compromettre l'élaboration, inéluctable, de nouvelles relations avec les anciennes colonies ». Quant à l'éditorialiste, persuadé que les accords vont être signés incessamment, il voit en eux la « dignité nationale recouvrée ». Enfin, dans la même perspective, le rapport Gorse est encore une fois analysé (114). Le 8 avril, *Lumière* annonçant la poursuite des négocia-

---

(107) 4.3.73, p. 4.

(108) 4.3.73, p. 4.

(109) 11.3.73, p. 1 et 6.

(110) 11.3.73, p. 4.

(111) 18.3.73, p. 1.

(112) 25.3.73, p. 3.

(113) 25.3.73, p. 4.

(114) 1.4.73, p. 1.



tions à Tananarive, reprend ses conclusions de la semaine précédente (115). Le 15 (116), il fournit le texte d'une lettre du groupe «Spiritus» insistant auprès du premier ministre français pour que soient satisfaites les revendications malgaches.

Le 27, le même thème est brièvement abordé par le biais d'une information : la mission du général Bigeard à Paris et le rappel du remplacement de M. Debré par M. Galley (117). Le 29, André Ravatomanga poursuit son étude des négociations qui se déroulent désormais à Tananarive. Mettant l'accent sur «une nouvelle définition de la politique française» ainsi que sur l'apparition de nouveaux négociateurs du côté français, il continue à penser que le problème des bases, donc pour les Malgaches le problème de l'intégrité territoriale, reste au cœur des difficultés qui pourraient subsister. Mais il demeure optimiste, car il pense que le nouveau traité sera très rapidement signé. Une brève information (118), ainsi qu'une présentation pleine d'espoir du principal interlocuteur français, M. Jean-François Deniau (119), sous-tendent ces commentaires. Le 6 mai, M. Ravatomanga poursuit son analyse (120). Il lui semble d'abord évident qu'aucune des deux parties n'envisage une rupture ; ensuite les problèmes militaires et en particulier le destin de la base de Diégo Suarez demeureront les points d'achoppement. Pour l'auteur, la France tient à être présente dans l'Océan Indien pour des raisons stratégiques impérieuses, ce qui la rendrait intransigeante et entraînerait la longue durée des négociations, donc cela n'a rien à voir avec une quelconque entorse à la souveraineté malgache. Du côté malgache, personne ne veut rompre, si ce n'est le M.F.M. Enfin, le remplacement de M. Foccart par M. Deniau considéré comme «plus ouvert», «laisse espérer un accord de caractère positif et durable».

M. Ravatomanga abandonne la semaine suivante (121) l'analyse de l'évolution de ces négociations pour essayer d'en définir le sens profond au terme des pourparlers. Un point est acquis : la dénonciation des accords de 1960 réclamée l'année précédente. Mais le gouvernement a choisi de négocier de nouveaux accords alors qu'une autre voie pouvait être envisagée, à savoir le développement solitaire sans aide extérieure. Par conséquent, dans cette perspective de compromis, les nouveaux accords devront nécessairement tenir compte des intérêts des deux parties. Alors, jusqu'où est-on prêt à aller pour «sauvegarder la seule chose qui n'est pas négociable : la souveraineté nationale ?» Les informations du même numéro sont davantage explicites sur les difficultés du moment : puisque les deux gouvernements sont d'accord pour

---

(115) 8.4.73, p. 4.

(116) 15.4.73, p. 4.

(117) 22.4.73, p. 4.

(118) 29.4.73, p. 4.

(119) 29.4.73, p. 8.

(120) 6.5.73, p. 1.

(121) 13.5.73, p. 1.

donner un caractère global aux négociations, les difficultés demeurent vives car, comme le souligne le communiqué du conseil des Ministres malgaches du 4 mai : il faut envisager de «renoncer aux résultats acquis dans certains domaines, si la contre-partie devait être une aliénation de notre souveraineté nationale».

Toute cette série de supputations était due, en fait au manque d'informations, semble dire *Lumière* le 20 mai. André Ravatomanga s'appuyant sur des sources françaises, en arrive à la conclusion (122) que les véritables difficultés ne viennent pas des problèmes militaires, qui, selon lui, auraient été résolus au mieux des intérêts malgaches, mais des problèmes monétaires et financiers.. Si Madagascar reste dans la zone franc, cela entraînera, «d'indispensables restrictions à son autonomie financière», c'est donc la souveraineté nationale, qui est ainsi mise en cause. Quant à l'issue des négociations globalement prises, rien ne peut être affirmé (123). La révélation ne va pas tarder : «L'heure de vérité», titre l'éditorial du 27 mai. La signification de l'événement paraît de premier ordre à *Lumière* : «La décision prise par Madagascar de se retirer de la zone franc constitue sans conteste l'acte politique le plus important posé par le gouvernement depuis son arrivée au pouvoir». Il s'agirait d'une «rupture», non avec la France, mais avec une certaine politique, politique de facilité laissant aux étrangers le soin de développer Madagascar.. L'heure est désormais à l'austérité patriotique, qui sera un test vis-à-vis du gouvernement engagé à «mener à bien l'oeuvre de redressement national».. André Ravatomanga, de son côté développe ces thèmes après avoir rappelé les événements (M. Ratsiraka annonce le mardi 22 mai, l'abandon de la zone franc, mais on ne sait pas, sur le moment, comment la décision a été prise ; il faut attendre la déclaration de M. Ramaroson, le 23, indiquant qu'un accord avait été conclu dès février, mais que les deux parties n'avaient pu se mettre d'accord sur les problèmes de transferts au bénéfice des ressortissants français). Pour M. Ravatomanga, il s'agit donc d'un choix politique et non technique. Quant aux conséquences immédiates : si la nouvelle monnaie malgache s'appuie désormais sur des réserves (importantes) en devises étrangères, il faut, pour qu'elle puisse subsister, reconsidérer le commerce extérieur dans le sens du développement des exportations et de la restriction des importations, donc une politique d'austérité. L'auteur trouve la mesure positive mais estime «qu'il y faudra en même temps un long et patient travail d'éducation». Signalons que pour clarifier les événements, comme à son habitude, *Lumière* fournit des informations complémentaires : déclaration du général Ramantsôa (125), réactions de la radio française (126) et «dossier de la semaine» consacré aux mécanismes de la zone franc (127)..

---

(122) 20.5.73, p. 1.

(123) 20.5.73, p. 4.

(124) 27.5.73, p. 1 et 8.

(125) 27.5.73, p. 4.

(126) 27.5.73, p. 4.

(127) 27.5.73, p. 5 et 6.

Les thèmes de l'austérité et de l'effort, conséquences immédiates du retrait de la zone franc, sont à nouveau abordés et approfondis la semaine suivante par l'éditorialiste ainsi que par André Ravatomanga : *Lumière* semble apprécier la situation. Mais il s'interroge « Pour le redressement de la souveraineté nationale, sommes-nous prêts à accepter ce premier sacrifice ? » (128).. Tel est le sens également du discours du général Ramanantsoa du 26 mai à Moramanga, souligne l'hebdomadaire malgache au niveau des informations, mais il note également que l'ancien président Tsiranana a peur que l'entreprise n'échoue (129). Entre-temps, les autres questions qui avaient été l'objet des négociations continuent à être discutées à Paris entre MM. Ratsiraka et Deniau et vont donner lieu rapidement à un accord dont *Lumière* rend compte dès le 10 juin. L'éditorial intitulé « Entre nous » montre bien l'interprétation que voudrait voir faire l'hebdomadaire malgache des nouveaux accords : il ne faut pas chercher à n'en tirer que des avantages comme dans le passé, car on risquerait de retomber dans la dépendance. Il faut, au contraire, affirmer la politique d'indépendance et donc accepter l'austérité, car « ce doit être notre fierté nationale de construire aujourd'hui le pays de nos propres mains ». De son côté, André Ravatomanga s'attache à analyser « l'esprit des nouveaux accords ». Citant abondamment les deux principaux négociateurs, MM. Ratsiraka et Deniau, il en retient d'abord que la base de Diégo-Suarez ne sera pas évacuée immédiatement et que la France continuera à y disposer de facilités pour sa flotte ; ensuite que l'assistance technique est poursuivie ; et qu'en définitive « en acceptant de mettre un point final à tout ce qui pouvait rester de l'époque coloniale, la France accepte de jouer un nouveau jeu de coopération, sans subordonner l'aide qu'elle continuera à apporter aux avantages qu'elle espère en retirer. Ce sera l'oeuvre des hommes, tant des Malgaches que des Français, de faire que ce nouvel esprit se manifeste dans les faits ». Au niveau des informations, *Lumière* signale les principaux faits qui ont conduit à la signature des accords, l'essentiel des titres de ceux-ci, et, enfin le fait qu'ils n'ont pas encore été publiés (130).

L'heure est aux félicitations (131) et au rappel des conséquences des choix effectués, en premier lieu l'austérité (132) mais aussi à considérer l'avenir de certaines entreprises comme la D.C.A.N. de Diégo Suarez (133). Les numéros suivants (134) reviennent sur les mêmes thèmes. Celui du 24 juin fournit des informations complémentaires sur les derniers événements, tel « un dialogue orageux » entre M. Debré et M. Ratsiraka, extrait de *Jeune Afrique* ; un commentaire d'*Ouest France* qui montre, sans complaisances, ce que perd la France

---

(128) 3.6.73, p. 1 et 8.

(129) 3.6.73, p. 4.

(130) 10.6.73, p. 4.

(131) 17.6.72, p. 4.

(132) 17.6.73, p. 1.

(133) 17.6.73, p. 8.

(134) 24.6.73, p. 1 en particulier.

dans l'affaire, mais aussi les difficultés et le choix internes du général Ramantsoa, enfin, il cite l'ambassadeur de France qui est amené à préciser les conséquences pratiques et immédiates de nouveaux accords dans les domaines monétaire, culturel, médical, militaire, domanial et économique.

La publication de ces accords le 26 juin permet à André Ravatomanga dans le numéro du 1er juillet d'en faire une analyse et d'en tirer ses conclusions. Après avoir énuméré les huit conventions, il retient l'absence d'accords dans les domaines monétaire, économique, financier ainsi que dans ceux de la défense, de l'aviation civile, de la marine marchande, des matières premières et des produits stratégiques, et aussi les changements dans le domaine culturel. Il met l'accent ensuite sur ce qu'il appelle « un esprit nouveau » (fondé sur les principes du préambule : « respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale » d'une part, « renforcement des relations amicales », d'autre part) qui implique « la disparition de tout droit de regard de la France sur les affaires nationales malgaches ». Sur les conventions particulières, l'auteur note surtout que « l'assistance technique, tant décriée à une certaine époque, est maintenue », mais qu'elle sera moins omniprésente au niveau des directions, même si le gouvernement malgache désire avoir encore de nombreux coopérants militaires, enseignants et formateurs de cadres. « L'indépendance de Madagascar en matière d'enseignement ne signifie pas isolement » (bourses, stages, équivalences), remarque-t-il par ailleurs. Constatant l'accueil favorable fait « par de nombreux élèves ou étudiants malgaches », il espère que cela ne mènera pas à la fuite des cerveaux. En conclusion, il pense que « Madagascar souhaite néanmoins que se poursuive une large coopération avec la France », mais craint que ces accords retardent la « malgachisation » et entravent la démocratisation de l'enseignement. Sur le plan de l'information (135), *Lumière* notifie la publication des accords et signale le retour des experts financiers qui ont négocié à Paris les différentes questions techniques avec la Banque de France, et le départ d'une délégation afin « d'étudier avec les responsables français les modalités d'application des nouveaux accords franco-malgaches en matière d'enseignement ».

\*

\* \*

Il apparaît donc que *Lumière* a soutenu les positions gouvernementales officielles, mais en condamnant vigoureusement celles des nationalistes extrémistes. Il a estimé qu'il valait mieux que se poursuive une coopération avec la France à laquelle sinon, pourrait se substituer une autre puissance étrangère plus exigeante (une puissance de l'Est selon toute probabilité, dans son esprit, comme nous le verrons ultérieurement, compte tenu de l'évolution de la politique « tous azimuts »), mais il n'a cessé de défendre les intérêts de Madagascar dans tous les domaines, tout en tenant compte, objectivement, des intérêts français. Dans un domaine, cependant, ses positions sont plus radicales : celui des finances. N'ayant pas caché son désir de voir sortir Madagascar de la zone franc, il applaudit lorsque ceci est réalisé, parce qu'il voit là le gage d'une

---

(135) 1.7.73, p. 4.

politique d'austérité, désormais inéluctable, qu'il appelle de tous ses voeux car elle permettrait la réalisation d'un développement authentiquement indépendant. A cause de la faiblesse au niveau de l'information, l'hebdomadaire malgache ne saisit pas toujours sur le champ les différentes difficultés qui ont surgi au cours des négociations. Ces faiblesses sont liées au mutisme relatif du gouvernement malgache pendant cette période, ce qui oblige *Lumière* à rechercher des renseignements dans la presse étrangère et, paradoxalement, surtout française, ce qui permet toutes les supputations que l'on ne peut lui reprocher. Quant aux nouveaux accords proprement dits, si *Lumière* enregistre avec satisfaction les résultats favorables à Madagascar, il ne dissimule pas qu'en matière d'enseignement, domaine qui lui a toujours paru fondamental, il reste assez déçu. Vision nationaliste mais d'un nationalisme réaliste, telle semble avoir été celle de l'hebdomadaire malgache dans sa présentation de l'acquisition de la «seconde indépendance». Vis-à-vis du gouvernement, il demeure déçu par le fait que l'opinion publique malgache a été, en définitive, peu consultée et surtout mal informée, ce qui revient à accuser ce gouvernement de ne pas vraiment tenir compte de cette opinion.

### LA POLITIQUE « TOUS AZIMUTS »

La politique « tous azimuts » est considérée par *Lumière* d'une manière singulière. Dans la mesure où elle prend à contre-pied la politique extérieure du président Tsiranana, elle présente pour l'hebdomadaire un avantage puisqu'elle répond à certaines de ses attentes formulées des l'époque de la fin de l'ancien régime ; mais elle incarne aussi un danger, car elle implique une ouverture à l'Est qui, si elle était trop accentuée, conduirait Madagascar dans le camp socialiste, ce qu'il craint le plus. Or ce que veut *Lumière*, c'est incontestablement une authentique politique de non-alignement qui donne à Madagascar des fruits tangibles, c'est-à-dire qui l'aide à se développer sans remettre en cause son indépendance nationale. C'est dans cette optique que sera considérée la politique menée par le gouvernement Ramanantsoa.

\*  
\* \*

La politique « tous azimuts » rompt avec la politique de l'ancien régime. A l'alignement sur le camp occidental, elle oppose une ouverture à l'ensemble des nations. En fait, elle va se traduire surtout par une position de non-alignement et, dans l'immédiat (après le discours-programme du Général Ramanantsoa) par une ouverture en priorité vers les pays de l'Est et par l'abandon de la politique africaine du président Tsiranana. Cette politique fut mise en oeuvre par le ministre des Affaires étrangères, le capitaine de corvette Didier Ratsiraka.

Au lendemain du discours-programme, M. Ratsiraka se rend en Tanzanie afin d'accroître la coopération entre ce pays et Madagascar (136). A cette occasion, *Lumière* consacre le « dossier de la semaine » au socialisme tanzanien, dans son numéro du 20 août (137). A la même époque, le Pakistan envoie à Madagascar une mission diplomatique, tandis que les relations américano-malgaches sont normalisées par un nouvel échange d'ambassadeurs (138). C. Rasolo signale le 17 septembre qu'à l'invitation du gouvernement soviétique, M. Ratsiraka va se rendre à Moscou. L'auteur distingue dans ce voyage l'application du « principe de dialogue... avec tous les peuples du monde » Ce dialogue, l'Inde semble le considérer comme une non-intervention de ses nationaux dans les affaires intérieures malgaches (140). M. Ratsiraka se rend effectivement à Moscou avant son départ pour l'O.N.U., à l'Assemblée générale de laquelle il doit participer (141). Au terme de ce séjour soviétique (25-29 septembre), les deux parties conviennent d'établir des relations diplomatiques (142). *Lumière* considère cette décision comme un tournant de la politique étrangère de Madagascar, diamétralement opposée, désormais, à la politique franchement anticommuniste du président Tsiranana.

Cependant, il faut attendre le numéro du 15 octobre pour voir l'hebdomadaire malgache consacrer, par la plume du P. Gérard, un article de fond à « la nouvelle ligne de la politique étrangère de Madagascar » définie par deux termes : « ouverture et indépendance » (143). M. Gérard estime que l'accord avec le gouvernement soviétique est « le signe le plus clair de l'intention délibérée du gouvernement du général Ramanantsoa d'orienter la nouvelle politique malgache dans le sens du non-alignement ». Il répète qu'il s'agit d'une nette rupture avec le passé. L'auteur cite ensuite le discours de M. Ratsiraka prononcé le 5 octobre au cours de l'Assemblée générale de l'O.N.U. Il en retient un certain nombre de prises de position : la politique malgache sera désormais « pragmatique » ; proposition de neutralisation du sud-est asiatique, reconnaissance de l'Etat d'Israël, mais condamnation de la « politique expansionniste, impérialiste et belliqueuse » de celui-ci ; dénonciation de la politique pratiquée par les républiques racistes d'Afrique australe et du colonialisme portugais ; proposition d'un front des pays sous-développés face aux nations nanties, afin de mettre un terme aux échanges inégaux qui se réalisent au détriment des pays pauvres. M. Gérard note ensuite que, pour le ministre des Affaires étrangères, il ne s'agit pas d'effectuer une ouverture à « sens

---

(136) 10.8.72, p. 4.

(137) 20.8.72, p. 5 et 6.

(138) 10.9.72, p. 4.

(139) 17.9.72, p. 4.

(140) 24.9.72, p. 4.

(141) 1.10.72, p. 4.

(142) 7.10.72, p. 4.

(143) 15.10.72, p. 4.

unique » et que, par conséquent, des liens seront noués également avec la Chine et qu'il se rendra aussi au Japon. Cependant, fait remarquer P. Gérard, « bien des lignes de cette politique restent encore à préciser » : ainsi les rapports avec l'O.C.A.M. et l'O.U.A. ; mais il conclut que la nouvelle ligne politique « ne devrait pas tarder à porter ses fruits ». Cette dernière phrase jointe au ton général de l'article, montre que l'hebdomadaire malgache ne s'oppose pas à ces orientations, mais y est plutôt favorable.

Cette annonce d'une ouverture prochaine vers la Chine communiste peut expliquer que *Lumière* consacre le 22 octobre (144) un article à la politique africaine des Chinois de Pékin. Cette politique, pense l'auteur (R.P.S.), est motivée par leur antisoviétisme. Ils chercheraient à battre en brèche l'influence russe, non plus en soutenant les mouvements de rébellion, mais en accordant aux gouvernements au pouvoir une aide effective et apparemment pour le moment désintéressée. Le même numéro signale le prochain voyage en Chine de M. Ratsiraka et souligne, encore une fois, qu'il s'agit d'une prise à contrepied de la politique de M. Tsiranana. Dans le but de fournir une information approfondie sur la question, le 29 octobre puis le 5 novembre, *Lumière* consacre son « dossier de la semaine » à la Chine. Le 5 novembre (145), il signale le départ du ministre des Affaires étrangères pour Pékin et Pyông-Yang le 28 octobre. Il déduit de la composition de la délégation malgache que les conversations « porteront sur une éventuelle aide financière, les relations commerciales et les relations culturelles »

Le 12 novembre, à l'occasion de l'annonce de l'ouverture de relations diplomatiques entre Tananarive et Pékin, André Ravatomanga s'empare de la question. Il y voit « un beau succès pour la diplomatie malgache », car elle concrétise la volonté d'indépendance proclamée par le gouvernement du général Ramanantsoa et par le soutien que Pékin accorde à celui-ci, elle le crédite d'une aura révolutionnaire authentique. En outre, souligne M. Ravatomanga, cette prise de position entraînera une rupture avec Formose, ce dont ne s'inquiéteront guère les ressortissants chinois résidant à Madagascar. En fait, la République malgache ne fait que s'aligner sur les politiques suivies par la plupart des puissances. Mais en s'ouvrant indistinctement à toutes les grandes, il est possible de neutraliser leurs influences afin de ne dépendre d'aucune. Le soutien de *Lumière* à cette politique tend donc à se confirmer. Pour lui cette ouverture vers l'Est est un rééquilibrage et non le passage du camp occidental au camp socialiste, ce qui serait la négociation de la volonté d'indépendance de Madagascar.

Tandis que se nouent logiquement après Moscou et Pékin des rapports avec Pyông-Yang *Lumière* s'interroge à travers le « dossier de la semaine » du 19 novembre : « Que peut nous vendre ou nous acheter la Chine de Mao ? » (146). Cette étude très générale du commerce extérieur chinois et de ses interventions économiques et financières dans les pays du Tiers Monde aborde peu les relations proprement sino-malgaches, si ce n'est par allusions. Mais elle montre que, pour *Lumière*, ce qui compte, ce sont les fruits tangibles à retirer, en particulier sur le plan économique, de cette ouverture vers les pays de l'Est.

---

(144) 22.10.72, p. 3.

(145) 5.11.72, p. 4.

(146) 19.11.72, p. 4.

Le voyage de M. Ratsiraka à Pékin donne lieu, à nouveau, à des commentaires d'André Ravatomanga (147). Il pense que ce voyage risque d'avoir des répercussions sur le plan intérieur. En effet, il note que «la Chine de Mao semble... avoir fortement impressionné M. Didier Ratsiraka... et quand on sait l'influence prépondérante qu'il semble avoir acquise au sein de la nouvelle équipe gouvernementale, on peut supposer qu'il fera tout pour que ces qualités qui l'ont frappé en Chine puissent devenir également des qualités malgaches». Par ailleurs (148), bien que M. Ratsiraka affirme clairement que la ligne politique malgache est le non-alignement, *Lumière* remarque que Madagascar prend comme principes de la coexistence pacifique ceux qui ont été définis par Pékin. On décèle donc dans ces réflexions, la crainte de voir, à plus ou moins long terme, Madagascar adopter un régime communiste d'inspiration chinoise.

En décembre (149), le ministre des Affaires Étrangères s'entretient avec l'ambassadeur de Yougoslavie. D'autre part, *Lumière* fait état de «spéculations sur une éventuelle reconnaissance par Madagascar du Nord-Vietnam et du gouvernement cambodgien du prince Sihanouk» (150), spéculations qui ne tardent pas à se concrétiser (151), tandis que sont rompus les rapports avec Formose. Si des relations diplomatiques ont été conclues avec certains pays de l'Est, ceux-ci, pour le moment, ne nomment pas d'ambassadeurs résidents à Tananarive et Madagascar les imite réciproquement (152). Le 31 décembre, alors qu'il est question d'établir des relations diplomatiques avec l'Albanie, *Lumière* cite M. Tsiranana qui pense que la politique «tous azimuts» est une «catastrophe» (153). Il se confirme au début de l'année 1973 que «certains milieux» désapprouvent la nouvelle politique étrangère (154). Il s'agit évidemment de l'ouverture à l'Est, qui surprend et qui est mal accueillie. L'éditorialiste, pour sa part, comprend difficilement que le général Ramanantsoa cite l'U.R.S.S en exemple pour Madagascar, car il condamne l'attitude qui consiste à copier des modèles étrangers. L'essentiel, répète-t-il, est de maintenir un équilibre (difficile) entre les puissances, afin de ne dépendre d'aucune. Un article sur l'impérialisme, dans le même numéro, dénonce, pour soutenir cette argumentation, non seulement les «classiques» impérialismes occidentaux, mais aussi l'impérialisme soviétique et démonte les mécanismes des uns comme des autres (155). Une telle mise en garde est faite au moment où le premier ambassadeur soviétique arrive à Madagascar (156), ce qui a conduit le chef du gouvernement à faire la déclaration ci-dessus (157). La critique devient plus vive sous la plume de M. A., dans le numéro du 21 janvier (158). Selon lui, le «dynamisme» de la politique étrangère du gouvernement Ramanantsoa vient du fait qu'il est plus facile de faire

---

(147) 26.11.72, p. 4.

(148) 26.11.72, p. 4.

(149) 10.12.72, p. 4.

(150) 17.12.72, p. 4.

(151) 24.12.72, p. 4.

(152) 24.12.72, p. 4 et 31.12.72, p. 4.

(153) 31.12.72, p. 4.

(154) 7.1.73, p. 1.

(155) 7.1.73 et 14.1.73, p. 6.

(156) 7.1.73, p. 4.

(157) 7.1.73, p. 8.

(158) 21.1.73, p. 1 et 8.



parler de soi sur la scène internationale, que de résoudre les problèmes intérieurs, en particulier économique. Dans ce domaine la démagogie est payante, surtout dans le cercle des pays du Tiers Monde : «la politique extérieure devient alors le terrain privilégié des victoires faciles et ces succès spectaculaires permettent de camoufler aux autres et de se cacher à soi-même les graves tensions internes et le marasme économique». Une telle attitude est étrangère aux masses indifférentes à ces jeux subtils et davantage préoccupées par leur travail et leur niveau de vie. Il est bien sûr légitime de chercher à «se faire connaître» après tant de temps de domination et d'effacement. Mais la «passion» que l'on peut y mettre amène à «des paroles peu diplomatiques et des engagements extrêmes. Certes, l'indépendance exige des relations multilatérales», mais plus d'un citoyen s'interroge sur une ouverture plutôt unilatérale et à sens unique». «Certains» accusent M. Ratsiraka, mais l'auteur préfère «jusqu'à preuve du contraire, faire confiance à son intelligence, à son patriotisme et à sa loyauté de marin». Les négociations avec la France constitueront le test révélateur. De même, les vraies priorités étant «d'ordre économique et social», il faudra juger la valeur de cette politique en fonction de l'aide qu'apporteront les nouveaux «amis» de Madagascar. En fait, il faut essentiellement tenir compte des réalités, car «l'aventure politique n'a jamais satisfait les masses. L'exemple de la Guinée et de Cuba sont trop présents à nos esprits». Bref, si la politique «tous azimuts» est appréciée par *Lumière*, il ne peut accepter qu'elle soit unilatérale, passionnelle, coupée des réalités malgaches et réalisée hors de la participation des citoyens. Quant à la personne du ministre des Affaires étrangères, en dépit des critiques globales, elle ne semble pas encore contestée. Il n'en demeure pas moins que *Lumière* tend à présenter une opinion en dehors des perspectives gouvernementales.

Le numéro du 21 janvier signale l'arrivée du premier ambassadeur de Chine populaire (159). Celui du 28 janvier approfondit (160) la cérémonie de remise des lettres de créances et précise l'aide apportée par la Chine (riz et prêt sans intérêt de 2 milliards de F.M.G. pour rembourser l'Afrique du Sud qui avait investi à Nossi-be), ce qui semble répondre aux questions posées par M.A. Dans le même esprit, *Lumière* le 4 février, montre l'arrivée de missions d'études économiques soviétiques et chinoises, tandis que M. Rakoto Ratsimamanga, ambassadeur à Paris, Moscou et Pékin, visite les deux grandes capitales communistes. Cependant J.C. l'Estrac, analysant la pénétration soviétique dans l'Océan Indien, ne suit pas l'interprétation qu'en donne *Jeune Afrique* (aider les régimes progressistes, dissuader les gouvernements racistes) mais estime que l'URSS y recherche les mêmes intérêts que les autres puissances (161). Ces intérêts, Kurt Hauser les précise ultérieurement (162) : couper la route du pétrole aux Occidentaux, et pour cela s'appuyer sur les pays riverains en jouant sur la coopération surtout économique. De même Heinz Muller, le 8 avril, four-

---

(159) 21.1.73, p. 4.

(160) 28.1.73, p. 4.

(161) 25.3.73, p. 4.

(162) 20.5.73, p. 1 et 3.

nit une étude sur le «commerce et (la) stratégie politique de la Chine en Afrique». Il y voit le désir des communistes chinois de «nouer un courant unitaire africain pour aider ensuite au développement d'un bloc afro-asiatique» ; il dénonce un impérialisme chinois cherchant à mettre l'Afrique dans son camp, ce qui est la négation de la politique de non-alignement voulue par bien des pays du Tiers Monde.

Cependant, *Lumière* n'hésite pas à reproduire les «impressions de Tananarive», c'est-à-dire les Malgaches vus par les Chinois, «impressions» publiées par *Pékin information* qui est évidemment favorable au développement des rapports sino-malgaches (163). Par contre, il ouvre aussi ses colonnes à Louis-Marie Rasamivela (164) qui, abordant le problème de la défense de l'île à propos d'une phrase de M. Ratsiraka («La défense de son pays n'est mieux assurée que par soi-même»), affirme : «Ne nous leurrions point. Les grands et les super-grands nous convoitent... car impérialistes sont-ils tous, l'Est comme l'Ouest. Ici, ils nous endorment par des propos mielleux et des gestes hypocritement généreux ; là, ils nous tiennent ostensiblement la dragée haute». Estimant que Madagascar ne peut assurer seul sa défense sans «un appui discret de quelques généreux amis», il montre comment ces «amis» choisis à l'Est par le ministre des Affaires étrangères, n'hésitent pas à s'ingérer dans les affaires intérieures des pays dont ils se proclament les «amis» et à porter atteinte à la souveraineté nationale. Il conclut : «Lorsque les «techniciens» donnent leur langue au chat et que le pays menace d'aller à vau-l'eau, est-ce l'heure de faire le matamore au verbe ronflant et agréable ?» Par conséquent, *Lumière* précise ses préoccupations relatives à l'ouverture à l'Est, en mettant en garde ses lecteurs, et par delà eux le gouvernement, contre l'impérialisme de ces nouveaux amis de Madagascar et tente de leur montrer les dangers que peuvent receler, pour l'avenir du régime, des rapports trop étroits avec ces puissances.

Pendant ce temps, les liens avec le camp socialiste continuent à être noués. Après l'ouverture aux grandes puissances, c'est le tour des «satellites» de l'Union Soviétique, comme la Roumanie, avec laquelle les relations vont être développées (165), puis de la Corée du Nord, qui envoie à Madagascar une délégation dont la mission est d'étudier les possibilités d'échanges commerciaux (166) et d'élargir les relations entre les deux pays (167). Peu après (168), le premier ambassadeur de Guinée vient affirmer la solidarité des peuples malgache et guinéen «contre l'ennemi commun : l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme». C'est ensuite le tour du premier ambassadeur de Corée du Nord de venir à Tananarive ; *Lumière* rappelle à ce propos «l'accueil chaleureux reçu en novembre dernier en Corée du Nord par la délégation malgache»

---

(163) 20.5.73, p. 4 et 8.

(164) 17.6.73, p. 4.

(165) 18.3.73, p. 4.

(166) 25.3.73, p. 4.

(167) 1.4.73, p. 4.

(168) 29.4.73, p. 4.

(169). Les ambassadeurs changent : tel est le cas de M. Tchevonenko qui remplace M. Abrassinoc pour représenter l'U.R.S.S. à Madagascar (170). Par ailleurs la Roumanie, l'U.R.S.S. et la Chine envoient des missions pour développer les liens économiques et culturels (171).

Ce premier aspect de la politique « tous azimuts » est l'objet d'une sorte de bilan dressé par M.A. le 5 août (172). Il en retient, au terme de quatorze mois de gouvernement Ramanantsoa, qu'elle s'est traduite par « un désengagement vis-à-vis de la France, omniprésente et de l'Occident en général, et une ouverture très nette vers les pays de l'Est et de l'Asie ». Il reconnaît que « l'indépendance de notre Ile rend nécessaire ce jeu de neutralité positive, de non-engagement, même si sur le plan économique, les résultats ne sont pas aussi évidents qu'on veut bien nous le faire croire ». De même, s'il remercie « notre ministre de nous avoir redonné notre dignité », il dénonce la tendance à sombrer dans le manichéisme dans le domaine des relations internationales, car il estime qu'il existe des impérialismes russe et chinois comme un impérialisme occidental ; il croit que l'essentiel demeure le développement et qu'il faut lui donner la priorité. Après avoir regretté que « trop de Malgaches... (aient) l'impression, vraie ou fausse, qu'une minorité nationale a seule aujourd'hui le monopole des idées justes et le monopole de parler au nom de la nation toute entière », il invite M. Ratsiraka à « découvrir le long de nos routes de terre ou au bout de nos pistes de forêts, les réalités et les préoccupations quotidiennes qui sont les nôtres ».

Les jugements de *Lumière* restent donc toujours aussi nuancés : approuvant certains aspects de la politique ratsirakienne, dans laquelle il retrouve « une vieille inspiration gaullienne », en particulier tout ce qui a trait à l'indépendance nationale et à la dignité retrouvée, il ne ménage guère ses critiques : ouverture trop orientée à l'Est, dont il n'a cessé de chercher à prouver les inconvénients, simplifications, outrances, passions dans la conduite de cette politique et surtout crainte de voir celle-ci masquer l'essentiel, c'est-à-dire le développement intérieur.

\*

\* \*

Cependant la nouvelle politique extérieure ne comprend pas seulement deux aspects (indépendance vis-à-vis de la France et ouverture à l'Est). Beaucoup plus nuancée, elle n'exclut pas, bien au contraire, la continuation, voire l'approfondissement des rapports avec le camp occidental. Aussi le ministre des Affaires étrangères va-t-il chercher à développer les relations avec le Japon, mais également avec les Etats-Unis, le Canada et l'Europe, aussi bien par souci d'équilibre entre les deux blocs, que par nécessité économique ou culturelle. Vis-à-vis de l'Afrique et des pays arabes, le renversement de politique est particulièrement net bien que progressif. Après avoir peu à peu délaissé

---

(169) 20.5.73, p. 4.

(170) 8.7.73, p. 4.

(171) 29.7.73, p. 4.

(172) 5.8.73, p. 1.

l'O.C.A.M., Madagascar finit par se tourner vers l'O.U.A., avec le bouleversement des choix politiques qui résultent d'une telle réorientation. Vis-à-vis des pays arabes, le soutien à leur cause conduit à une semi-rupture avec Israël à la veille de la guerre du Kippour. Comment *Lumière* a-t-il perçu ces différents aspects ?

Le Japon semble attendre la mise en place réelle du nouveau régime après le référendum d'octobre 1972) pour reprendre son activité à Madagascar. Le numéro du 12 novembre 1972 signale l'arrivée prochaine d'une mission nipponne en vue de participer au développement du Sud et la mise sur pied d'un protocole d'accord dans la perspective de la constitution à Tamatave d'une société nippo-malgache d'entrepôts frigorifiques. L'arrivée de la mission est notifiée le 26 novembre, ainsi que celle du président de la Takasago, tandis que la «Japan Airlines» étudie la possibilité d'une escale à Tananarive de ses vols vers l'Afrique. Le Japon peut donc susciter l'intérêt des lecteurs de *Lumière* qui, par conséquent, consacre le 28 janvier 1973 un article (173) sur la réforme agraire japonaise. Beaucoup plus approfondie est la causerie de Mme Lucile Ramaholimihaso, donnée devant le Rotary Club de Tananarive le 29 janvier, que *Lumière* publie le 11 février dans le cadre du «dossier de la semaine» consacré aux «relations nippo-malgaches : bilan et perspectives des relations commerciales». Constatant que le Japon prête une attention de plus en plus vive à Madagascar et qu'il a multiplié les missions d'études préliminaires en 1972, elle montre la puissance économique de ce pays et s'interroge : le «spectre» de l'impérialisme japonais pourrait-il se matérialiser pour Madagascar ? Pour répondre à cette question, elle analyse un de ses éléments : les échanges commerciaux nippo-malgaches. Elle dresse d'abord le bilan de ceux-ci jusqu'en 1971 et fait apparaître que, développés depuis 1963 et d'abord favorables au Japon, ils ont eu tendance à se renverser en faveur de Madagascar, au point qu'en 1971 les exportations malgaches étaient supérieures à leurs importations. Elle explique ce phénomène par la complémentarité des deux pays et surtout par le fait que Madagascar peut fournir au Japon ce dont il manque le plus, en particulier des denrées alimentaires. En venant aux perspectives futures, Mme Raholimihaso est conduite à préciser la nature des produits échangés pour définir l'avenir de chacun d'eux, puis suggère un certain nombre de solutions possibles conçues dans le sens du développement économique de Madagascar, par l'intermédiaire d'investissements nippons judicieusement modulés, c'est-à-dire, en gros, par l'enrichissement sur place des produits bruts que Madagascar exporte vers le Japon. Bref, elle invite à un accroissement de ces échanges à travers une vision réaliste des intérêts respectifs des deux partenaires. Le choix qu'a fait *Lumière* en publiant cette conférence, montre bien dans quel sens le journal voudrait voir se dessiner les rapports entre Madagascar et les pays du bloc occidental, le Japon étant choisi à titre d'exemple significatif.

---

(173) 28.1.73, p. 6.

L'ouverture poursuivie vers le Japon se concrétise par le voyage que doit effectuer M. Ratsiraka dans ce pays (174). Mais aussi par la signature du protocole d'accord pour la constitution de la société nippo-malgache de Tamatave (175), ce qui semble répondre à l'attente de Mme Raholimihaso. Le ministre des Affaires étrangères se rend effectivement à Tokyo en juillet pour y discuter spécialement de questions économiques et y signer un accord de prêt (176). Cette accentuation des rapports nippo-malgaches conduit *Lumière* à consacrer son «dossier» du 22 juillet à la «pêche crevette à Madagascar», domaine où les Japonais sont omniprésents. L'auteur (Emmanuel Rakotovahiny, ministre du développement rural) suggère des solutions à court terme tendant à contrôler les «activités et les engagements des différentes sociétés et à promouvoir la pêche artisanale». Le sens demeure le même : accords avec les étrangers, mais défense constructive des richesses et des intérêts malgaches. Tandis que les missions japonaises à Madagascar, qui ont désormais des projets précis en vue, se multiplient (177), *Lumière*, s'appuyant sur une communication de M. Ratsiraka, montre que les Malgaches sont décidés avant tout à se développer eux-mêmes et que, par conséquent, il est vain de craindre l'installation de l'impérialisme japonais à Madagascar. Cela, par ailleurs, ne signifie pas que les rapports avec le Japon ne seront pas accrus dans différents domaines (prêts, techniques, riz...). En fait, il semble incontestablement, pour le journal, que M. Ratsiraka, après la mise en place générale de la politique tous azimuts, se préoccupe désormais de la rentabilité, par l'obtention effective d'une aide des pays qui en ont fait l'objet. A cet égard, bien que répondant d'une manière évasive, comparant l'aide de l'Est et de l'Ouest, il fait remarquer que «certains pays veulent vous aider... mais ne possèdent pas les moyens» et sont arrêtés par des «problèmes majeurs», par «la manière de nous offrir cette aide ainsi que par l'évolution future des formules de coopération». En réalité, il semble bien qu'à cette époque, cet aspect de la politique du ministre des Affaires étrangères, n'en soit qu'aux prémices, suggère *Lumière*. Quant à la relance des relations nippo-malgaches, elle paraît culminer avec l'arrivée du nouvel ambassadeur du Japon, M. Takaaki, le 17 août. *Lumière* souligne que le général Ramanantsoa n'hésite pas à affirmer à celui-ci, que Madagascar est attiré par l'exemple des Japonais, qui ont su assimiler les techniques occidentales tout en restant fidèles à leur culture et à leur civilisation», tandis que l'ambassadeur se félicite de l'intensification des échanges (178).

Avec les U.S.A., la reprise du dialogue suit sensiblement la même démarche que pour le Japon. Un nouvel ambassadeur malgache à Washington est nommé en septembre 1972 (179), et environ un mois après, un nouvel

---

(174) 4.3.73, p.4.

(175) 13.5.73, p. 4.

(176) 8.7.73, p. 4.

(177) 12.8.73, p. 4.

(178) 26.8.73, p. 4.

(179) 24.9.73, p. 4.

ambassadeur américain arrive à Tananarive, déclarant qu'il souhaite « une collaboration plus amicale et plus positive entre Madagascar et les Etats-Unis ». Si *Lumière* constate la reprise des relations américano-malgaches, il ne semble guère s'apercevoir que Madagascar a relancé ce dialogue avec la puissance dominante du bloc occidental, au moment même où est amorcée l'ouverture vers l'Est, ce qui montre la pluralité de la politique tous azimuts. Il faut attendre le 25 février 1973 pour que *Lumière*, commentant les conséquences de la nouvelle dévaluation du dollar, montre que les échanges entre Madagascar et les Etats-Unis (positifs en faveur de la Grande Ile, donc rapportant des devises) en seront affectés, mais seulement dans la mesure où les exportations malgaches subiront par voie de conséquence « une légère diminution en valeur ». M. Ratsiraka, parallèlement à son voyage au Japon, se propose, avec l'accord du conseil des ministres, de se rendre par la même occasion aux Etats-Unis (180), ce qui se concrétise en juillet - août 1973. Après avoir rencontré à Ottawa le ministre canadien des Affaires étrangères et avoir décidé avec celui-ci de développer les relations canado-malgaches (181). M. Ratsiraka se rend aux Etats-Unis, où il conclut avec M. Rogers un accord de prêt et discute d'un accroissement des échanges avec la grande puissance nord-américaine ; puis il visite le pays avec un intérêt certain pour les aspects économiques pouvant servir d'exemples à Madagascar (élevage, pétrole, riz) (182). Le bilan est dressé par *Lumière* le 12 août 1973, à la suite des déclarations faites par le ministre après son retour. L'hebdomadaire retient, avec une certaine surprise, que la base de la NASA d'Imerintsiatosika ne sera pas évacuée (ce qui avait été réclaté par certains au lendemain des événements de mai 1972) bien qu'il soit prévu que le personnel en sera malgachisé. Il relate, en outre, que M. Ratsiraka s'est intéressé à certaines techniques agricoles américaines et qu'il a signé, ainsi qu'au Canada, des accords de prêts. Enfin le ministre « a... fortement dénoncé les dires selon lesquels Madagascar serait versé maintenant dans le capitalisme » et réaffirmé la position malgache de non-alignement.

Quant au dialogue avec l'Europe, il se poursuit également. Les notifications ou analyses de la part de *Lumière* sont réalisées, d'une part dans la perspective globale des rapports entre Etats africains et malgaches et l'Europe, d'autre part dans le cadre de relations particulières entre Madagascar et les organismes de coopération et de développement européens ou chacun des pays d'Europe occidentale.

La première analyse fournit la matière du « dossier » du 10 septembre 1972, consacré à la politique de coopération européenne à l'égard du continent africain. *Lumière* y étudie les mesures concrètes préconisées par la commission des communautés européens dans un programme d'action qu'elle a fait connaître en février 1972. L'objectif en est de renforcer l'assistance aux

(180) 4.3.73, p. 4.

(181) 23.7.73, p. 4.

(182) 5.8.73, p. 4.

démunis. L'hebdomadaire malgache pense que le moment choisi est particulièrement opportun au lendemain de la réunion de la C.N.U.C.E.D. et à la veille de celle des chefs d'Etat de la C.E.E.. Il en vient ensuite au document original, c'est-à-dire au «Mémorandum sur une politique communautaire de coopération au développement», adopté en juillet 1971. Ce texte, première approche européenne des problèmes d'assistance aux pauvres, propose trois orientations maîtresses : en premier lieu, intégrer la coopération au développement dans les politiques internes, puis coordonner progressivement les politiques nationales de coopération, ensuite approfondir l'acquis communautaire (les relations privilégiées avec l'Afrique, Madagascar et les pays méditerranéens). Tout en distinguant les limites de ce document, *Lumière* l'approuve : par exemple, les propositions de la commission, parce qu'elles constituent une voie moyenne acceptable par les différents Etats membres de la Communauté, mettent en place la base concrète nécessaire à une remise en cause beaucoup plus globale mais ultérieure.

Au delà de ce texte, *Lumière* en arrive aux propositions de février 1972. Il s'agit d'actions de type commercial et financier, car pour la commission, «la stimulation des exportations de pays en voie de développement ainsi que l'octroi, sous une forme ou une autre, de garanties de prix aux produits tropicaux sont seuls capables de donner une consistance à l'aide financière» qui, sinon, «ne servirait qu'à combler les déficits résultant de mauvaises ventes». Dans le domaine commercial, la commission a pour but de discipliner les marchés de certains grands produits de base : le café, le cacao et le sucre. Pour le café, *Lumière* souligne que la commission recherche «un équilibre à long terme entre la production et la consommation». Dans le domaine du cacao, l'hebdomadaire malgache montre la générosité des propositions de la commission qui espère voir se conclure un accord mondial de stabilisation et suggère au cas où cela ne se ferait pas, un accord non pas limité à la C.E.E. et aux pays associés, mais comprenant également les producteurs latino-américains. Pour le sucre, le problème essentiel reste toujours l'antagonisme entre le sucre de canne des pays en voie de développement et celui de betterave européen: *Lumière* considère que la proposition de la commission, visant à ce que la consommation européenne de sucre reste supérieure à sa production, donc en fait que les capacités de celle-ci soient sous-utilisées, afin de pouvoir importer du sucre extra-européen, provoquera l'opposition des milieux agricoles de la C.E.E. En dehors de ces produits, l'hebdomadaire malgache retient que la commission souhaite, pour les autres, voir se développer une meilleure connaissance du marché communautaire. Au niveau de l'assistance financière, où le principal effort devrait être un accroissement et une harmonisation accrus, *Lumière* estime que l'objectif des 0,7 % du P.N.B. consacrés à l'aide publique est particulièrement ambitieux : cela laisse percer son scepticisme. Plus raisonnables et tout aussi positifs seraient l'allègement des charges de la dette des pays en voie de développement et le «déliement progressif des aides» (c'est-à-dire la fin de l'obligation faite au bénéficiaire d'utiliser l'aide reçue dans le pays donneur). *Lumière conclut en voyant* dans ces propositions des

« preuves de la volonté de la commission de s'attaquer aux problèmes majeurs de notre époque », et espère comme à son habitude, que ce programme ne s'égarera pas... euphémisme bien optimiste !

Le 17 septembre, *Lumière* cite deux projets relatifs à la culture du riz, soumis au F.E.D. par la Côte d'Ivoire et Madagascar. L'article est essentiellement consacré au projet ivoirien. Ce n'est que la semaine suivante qu'est dévoilé (183) le projet malgache. Il s'agit de l'aménagement des plaines de la rive gauche de la Marovoay, pour lequel le F.E.D. a accordé en juin 1972 une aide de 490 millions de F.M.G. Plus tard, un autre financement sera demandé au F.E.D. pour un programme concernant la rive droite.

Après avoir signalé des aides particulières de la Suisse (184), *Lumière* en vient à la fin de l'année (185) à noter le départ du ministre de l'Economie et des Finances pour l'Europe, en supposant qu'il va y étudier les nouvelles relations économiques et financières de Madagascar avec la C.E.E. Puis, c'est au tour du ministre du Développement d'aller discuter avec les responsables de la Banque européenne de développement de projets susceptibles d'être financés par le F.E.D. (186). Madagascar semblant à la recherche d'identités nationales maintenues, *Lumière* cite les cas scandinaves (187). Le numéro du 25 février 1973, qui constate l'arrivée d'un nouvel ambassadeur d'Espagne (188), rappelle également les aides du F.E.D. (189) à l'occasion de la dévaluation du dollar. Le « dossier » du 18 mars 1973 analyse les rapports entre l'Europe et le Tiers Monde. Il rappelle et insiste sur les accords de Yaoundé qui concernent directement Madagascar, puis s'intéresse aux relations commerciales qui en découlent et aux aides bilatérales des « Neuf ». Montrant la politique générale de la C.E.E., numéro un du commerce mondial, qui consiste à la fois à protéger ses marchés et à conquérir les autres, tout en accordant des préférences pour certaines zones (Afrique et Méditerranée) et certains produits, l'auteur (René Délécluse) demande à l'Europe de préciser sa politique et son visage et ne dissimule pas qu'il préférerait l'« Europe des hommes » à l'« Europe des marchands ».

Après avoir indiqué l'arrivée d'un nouvel ambassadeur belge à Tananarive (190), le 15 avril 1973, *Lumière* examine l'évolution des relations entre l'Europe et l'Afrique. Il s'agit d'une proposition de la commission du Marché

---

(183) 24.9.72, p. 6.

(184) 24.9.72, p. 4.

(185) 10.12.72, p. 4.

(186) 21.1.73, p. 4.

(187) 28.1.73, p. 6 - 4.2.73, p. 6 - 21. 1. 73, p. 6 - 14.1.73 p. 5 et 6.

(188) 25.2.73, p. 4.

(189) 25.2.73, p. 4.

(190) 25.3.73, p. 4.



Commun visant à mettre en place un mécanisme de compensation pour remédier aux chutes brutales des prix de certains produits africains (arachide, café, cacao, etc.). *Lumière* signale le fait sans le commenter, mais, en plaçant cet article en première page, il semble qu'il veuille attirer l'attention de ses lecteurs sur cette question. Le même numéro annonce l'arrivée du premier ambassadeur d'Autriche. Relevant les propos de celui-ci, il note que l'Autriche agit au niveau de la coopération par l'intermédiaire de l'O.N.U. et au sein de l'Organisation internationale du café. Le général Ramanantsoa, dans sa réponse, indique que Madagascar, comme d'Autriche, refuse d'être intégrée à quelque bloc que ce soit (191). Enfin, est également signalée l'arrivée d'une mission italienne en vue de la conclusion d'un accord vétérinaire (192). Cette venue aboutit, après dix ans de négociations, à un accord sur l'achat par l'Italie de viande de zébu malgache (193).

Le 6 mai 1973 (194), l'hebdomadaire malgache publie le mémorandum de la commission du Marché Commun sur les relations futures entre la C.E.E. et les E.A.M.A., mais ne les commente pas. Le 6 juin, un ambassadeur suédois se rend à Tananarive et profite de son séjour pour examiner les réalités malgaches (195). Le 16 juin c'est au tour de l'ambassadeur suisse dans la même perspective (196). Le numéro du 24 juin décrit la vie d'un étudiant malgache en agriculture en Allemagne Fédérale et rappelle au passage la nature et l'importance des exportations de Madagascar en R.F.A. (197). *Lumière* indique que le F.E.D. accordera trois milliards de FMG pour l'extension du périmètre du Bas-Mangoky. La relance des relations avec l'Europe culmine avec l'ouverture le 25 juillet à Bruxelles d'une conférence qui réunit les représentants de la C.E.E. et les délégués de quarante-quatre pays en voie de développement. «L'objet de la conférence est de définir un nouveau type de relations économiques entre le Marché Commun et les pays du Tiers Monde», à la suite de l'élargissement de la C.E.E., en particulier à la Grande-Bretagne qui désire faire entrer dans le groupe pays associés les pays sous-développés du Commonwealth. La politique d'ensemble du Marché Commun n'est pas encore définie à cause des divergences des points de vue des partenaires de la C.E.E. vis-à-vis des pays associés. «Mais la négociation ne fait que commencer. et les interlocuteurs ont dix-huit mois pour trouver la formule d'association...»

Donc il est évident pour *Lumière* qu'au milieu de l'année 1973, le nouveau dialogue avec l'Europe pour redéfinir de nouveaux rapports, ne fait que commencer réellement et que rien n'est encore réglé.

---

(191) 15.4.73, p. 4.

(192) 15.4.73, p. 4.

(193) 22.4.73, p. 6.

(194) 6.5.73, p. 6.

(195) 10.6.73, p. 4.

(196) 24.6.73, p. 4.

(197) 24.6.73, p. 6.

Vis-à-vis de l'Afrique, la politique gouvernementale évolue beaucoup plus pendant cette période. Le renouveau d'intérêt pour ce continent se poursuit, se traduisant par un resserrement des liens avec certains pays comme, par exemple, la Tanzanie (198). Cette reprise est partiellement liée aux problèmes d'exportation de certains produits (café, sucre), problèmes qui conduisent Madagascar à participer aux conférences relatives à ces produits (199). *Lumière* estime que, pour «l'Afrique à la recherche de son indépendance économique», l'année 1973 sera déterminante (200). Madagascar poursuit, entre-temps, son ouverture vers d'autres pays africains : ainsi la Somalie en janvier 1973 (201). La question de la coopération entre Etats du Tiers Monde est abordée le 1<sup>er</sup> avril 1973 (202). Madagascar participera aux travaux de l'O.C.A.M. (9<sup>ème</sup> sommet qui se tiendra à l'île Maurice du 3 au 6 mai 1973), note *Lumière* (203), tandis que des rapports se nouent avec la Guinée (204). Alors qu'il avait été annoncé que le général Ramanantsoa participerait en personne au sommet de l'O.C.A.M., *Lumière* rectifie le 6 mai (205) et indique que le ministre de l'Aménagement y représentera Madagascar. Le général Bokassa, de passage à Tananarive, y est reçu officiellement (206). Cependant de son côté, le gouvernement éthiopien invite le général Ramanantsoa à assister au sommet de l'O.U.A. du 24 au 27 mai (207). Mais c'est une simple délégation menée par M. Portos, directeur des Relations multilatérales au ministère des Affaires étrangères, qui s'y rend (208). Cette représentation va vite être renforcée par l'arrivée à Addis-Abeba de M. Ratsiraka, tandis que le 10<sup>ème</sup> anniversaire de l'O.U.A. est officiellement célébré à Madagascar (209). *Lumière* fournit le 3 juin un compte-rendu du sommet, mettant l'accent sur l'adoption d'une charte de l'indépendance économique africaine, sur le désir des participants d'apaiser les conflits et les divisions et enfin sur une déclaration du général Gowon incitant ces pays à ne compter que sur eux-mêmes pour se développer ; le journal signale en outre que le général Ramanantsoa a fait siens les objectifs de l'O.U.A. (210). Le 17 juin, *Lumière* soutient les propositions du Council of Economic Assistance de l'O.N.U. visant au développement du commerce inter-africain, dans le but de rendre les pays de

- 
- (198) 10.9.72, p. 4.
  - (199) 24.9.72, p. 4.
  - (200) 14.1.73, p. 4.
  - (201) 21.1.73, p. 4.
  - (202) 1.4.73, p. 3.
  - (203) 29.4.73, p. 1.
  - (204) 29.4.73, p. 4.
  - (205) 6.5.73, p. 4.
  - (206) 13.5.73, p. 4.
  - (207) 20.5.73, p. 4.
  - (208) 27.5.73, p. 4 et 8.
  - (209) 27.5.73, p. 4 et 8.
  - (210) 3.6.73, p. 1 et 4.
  - (211) 17.6.73, p. 8.

continent moins dépendants des pays industrialisés (211). Les liens avec la Zambie sont resserrés en dépit d'incidents sportifs entre les représentants de deux pays (213).

*Lumière*, le 1er juillet, fournit sous la plume de Pierre Nassara, une analyse de la politique étrangère africaine (214). Selon l'auteur, les Africains qui se considèrent en dehors du conflit entre l'Est et l'Ouest, sont surtout à la recherche de leur dignité, ce qui les amène à lutter contre toutes les formes d'impérialisme, même s'ils restent attachés à leur ancienne métropole européenne. Par suite de ce refus de l'impérialisme européen ou américain, les Africains éprouvent naturellement plus de sympathie pour la politique des Etats socialistes que capitalistes, « parce que le capitalisme a été la cause de la colonisation et que les gouvernements socialistes ont souvent aidé les Africains dans leur lutte contre l'impérialisme ». Cette prise de position va, par ailleurs, souvent de pair, avec une politique intérieure libérale. Quant aux conflits internationaux, ils n'intéressent pas les Africains. Ils choisissent un camp suivant leur propre intérêt. Cet intérêt essentiellement économique les pousse à subir les contraintes des pays occidentaux qui sont leurs partenaires fondamentaux. Tels sont donc les aspects et les contradictions que distingue *Lumière* dans la politique étrangère africaine : cette analyse, relative au continent africain, éclaire incontestablement la politique malgache. En effet, elle apparaît dans le même numéro que la déclaration du général Ramanantsoa à propos de la politique étrangère de Madagascar, consacrée à rappeler le soutien de la Grande Ile aux peuples africains en lutte pour leur libération (214). Enfin le même jour, *Lumière* signale que la Tanzanie va conclure des accords avec Madagascar (214). Le numéro du 8 juillet comprend un article en première page qui approfondit la nature et le sens de ce rapprochement. *Lumière* l'approuve, parce que le socialisme tanzanien peut être un exemple des plus intéressants pour Madagascar. Le 15 juillet, l'hebdomadaire malgache rend compte de la crise qui affecte l'O.C.A.M. Il reproche à cet organisme d'être trop lié à la France et estime qu'il est « condamné à dépérir lentement » (215). Des relations diplomatiques sont liées à la même époque, avec le Ghana (216), tandis que le général Ramanantsoa reçoit des félicitations de la Guinée pour avoir déjoué le « complot Denizet » (217) et que la Zambie entame avec Madagascar des négociations en vue d'un accord aérien (218).

La réorientation de la politique africaine de Madagascar aboutit à son retrait de l'O.C.A.M. *Lumière* fournit l'information à travers les déclarations de

---

(212) 24.6.73, p. 4.

(213) 1.7.73, p. 3.

(214) 1.7.73, p. 4.

(215) 15.7.73, p. 3.

(216) 15.7.73, p. 4.

(217) 29.7.73, p. 4.

(218) 5.8.73, p. 4.

M. Ratsiraka (219), qui précise qu'il s'agit de la concrétisation d'un désir «longtemps formulé» de quitter une organisation «dépassée» et de la décision du nouveau régime, «dès son avènement... de porter plutôt ses efforts sur l'O.U.A.». Cette décision est analysée par André Ravatomanga (220). Celui-ci l'accueille sans surprise, rappelant que «Madagascar avait participé sans grande conviction au dernier sommet de l'O.C.A.M., une «organisation qui paraissait bien avoir fait son temps» et fait siens les motifs avancés par le ministre des Affaires étrangères. Il y voit en outre la poursuite d'une politique visant à échapper à l'emprise de la France, donc il l'approuve. Mais il distingue d'autres considérations plus importantes : d'abord les avantages économiques n'existent plus (les principaux partenaires africains de Madagascar au sein de l'O.C.A.M. ne lui achètent plus son sucre) ; ensuite, conçue comme devant «aider à la création en Afrique de communautés économiques sous-régionales et régionales», l'O.C.A.M. ne répond pas aux besoins de Madagascar, beaucoup plus intéressé par des rapports étroits avec les pays d'Afrique orientale, rapports, souligne M. Ravatomanga, qui sont, d'ailleurs, en train d'être tissés. Bref, conclut l'auteur, le «retrait de l'O.C.A.M. est le signe d'une réorientation de notre politique, fondé davantage sur les intérêts bien compris de la nation».

Attentif à la reprise du dialogue avec l'Afrique et, en particulier, avec les pays les plus progressistes ou les plus proches voisins, *Lumière* approuve, sans arrière-pensées, la politique du gouvernement Ramanantsoa dans ce domaine.

Dans la même optique, bien que l'hebdomadaire malgache, se boîme à ce sujet à fournir des informations, on peut malgré tout distinguer, par le contenu de celles-ci, que *Lumière* ne cache pas sa satisfaction de voir Madagascar s'éloigner de l'Afrique du Sud (221) et s'engager dans la lutte contre l'apartheid (222). Plus explicitement, le 30 septembre 1973, en conclusion d'un article de Claude Juvenal, *Lumière* estime que la politique de dialogue avec Prétoria a été une erreur et que la poursuivre reviendrait à se faire bien des illusions sur la détermination du régime de M. Vorster à maintenir ou non le statu quo raciste (223). Enfin le 7 octobre, Sylvain Urfer donne ses «impressions sud-africaines» (224). Décrivant le système raciste sans complaisance mais aussi sans exagération, il s'attache surtout à en montrer les contradictions. Quant à ses conclusions sur l'évolution possible, elles restent pessimistes. D'abord parce que le racisme est la conséquence de l'idéologie

---

(219) 12.8.73, p. 4.

(220) 12.8.73, p. 1.

(221) 11.3.73, p. 4.

(222) 1.7.73, p. 4.

(223) 30.9.73, p. 3.

(224) 7.10.73, p. 3 et 6.

de la majorité des Blancs, idéologie qu'il rapproche à la fois de celles de l'Allemagne nazie et de l'Etat d'Israël, et que cette idéologie est très profondément ancrée dans leur mentalité collective, et ensuite, à cause de la formidable puissance militaire de ces Blancs. Par conséquent, la solution risque d'être la violence, car il est illusoire d'espérer un changement des mentalités des deux parties en présence, tout autant que de voir les pays occidentaux faire pression sur Prétoria, pour mettre fin à la situation présente, ou réussir les efforts de conciliation de certains Etats africains noirs.

Plus nuancée va être la prise de position de *Lumière* vis-à-vis de la politique gouvernementale à l'égard des pays arabes et d'Israël. Le 24 juin 1973, il relate au niveau des informations l'arrivée (le 20 juin) d'un nouvel ambassadeur algérien : dans ses déclarations celui-ci a souligné que Madagascar faisait partie des peuples non-alignés. Analysant la réponse du général Ramanantsoa, *Lumière* met l'accent sur le fait qu'à propos du Proche-Orient, Madagascar se rallie à la résolution du Conseil de Sécurité du 22 novembre 1967 et que sa position est dictée à la fois par « le réalisme et la justice » (225). Un peu plus tard (226). *Lumière* signale que Madagascar participera au sommet des non-alignés à Alger, en septembre, et qu'il sera représenté par M. Ratsiraka. Il souligne ensuite (227) l'importance de l'ambassade malgache d'Alger, qui devrait être une plaque tournante pour la politique africaine de Madagascar. Le 14 août 1973, il dresse un « bilan de trois ans de cessez-le-feu sur le canal de Suez », sous la plume de Bernard Laorie. Celui-ci pense qu'une nouvelle guerre « paraît exclue » et que les Etats arabes devront en arriver à négocier (228). Le 26 août, un article est consacré à la conférence d'Alger (229) par John Rogers. Il indique surtout les principaux problèmes qui seront abordés. Le même numéro signale que le général Ramanantsoa a été invité par le gouvernement algérien à y assister en personne (230). Le 2 septembre, M. Olfa Ihlan revient sur la composition du groupe des pays non-alignés. Il montre les progrès réalisés par leur position mais signale, par ailleurs, leur faiblesse économique. De son côté, M. Horacio Çabral-Magnasco, sur le même thème, met l'accent sur les divergences entre Castro et Peron (231). Au terme de la conférence d'Alger, *Lumière* fait le point (232). J.B. retient, d'abord, qu'elle a cherché à définir le « non-alignement », ce qui a conduit à des affrontements violents et presque à une rupture. Dans la détermination de l'ennemi commun, Israël a joué le rôle de bouc émissaire. Mais le débat fondamental est celui de l'économie, c'est-à-dire que les non-alignés se définissent, en fait,

---

(225) 24.6.73, p. 4.

(226) 15.7.73, p. 4.

(227) 12.8.73, p. 4.

(228) 19.8.73, p. 3.

(229) 26.8.73, p. 1.

(230) 26.8.73, p. 4.

(231) 2.9.73, p. 3.

(232) 16.9.73, p. 1 et 8.

comme les pays pauvres J.B. pense que ces pays doivent s'unir pour défendre leurs intérêts économiques et non pratiquer des politiques étroites qui ne considèrent égoïstement que l'intérêt national. La semaine suivante (233), *Lumière* indique les conclusions du général Ramanantsoa à propos de ce sommet (« Le non-alignement parvenu à la maturité est un mouvement positif dont les préoccupations sont désormais économiques en premier lieu »). Finalement, *Lumière* en vient à consacrer son dossier du 30 septembre aux non-alignés (234). Il tient d'abord à noter que c'est en dénonçant les accords militaires que le liaient que Madagascar a pu rejoindre ce camp. Abordant ensuite le programme commun défini par les participants, il en vient à ce qui intéresse plus particulièrement Madagascar, c'est-à-dire les prises de position relatives à l'Océan Indien. Enfin, il signale les déclarations de personnalités, parmi lesquelles il place celle de M. Ratsiraka, et termine par des citations de divers commentateurs algériens. L'appui à la politique de non alignement est donc évident. Mais pour *Lumière*, les problèmes économiques restent toujours primordiaux.

Le problème qui se pose ensuite est la prise de position de Madagascar vis-à-vis du nouveau conflit israëlo-arabe. Signalant brièvement les faits, *Lumière* renvoie dos à dos les adversaires, mais condamne les grands qui s'y affronteraient par pions interposés et l'impuissance de l'O.N.U. (235). Pour sa part, M. Rasediniarivo estime que le discours de M. Ratsiraka à l'O.N.U., le 3 octobre, annonce une quasi rupture avec Israël (236). A son retour d'ailleurs, souligne *Lumière*, le ministre des Affaires étrangères réaffirme que « le peuple malgache soutient les pays arabes totalement », mais que le conseil des ministres extraordinaire du 11 au 13 octobre devra trancher sur l'attitude face à Israël (237). *Lumière*, par ailleurs, continue à donner des informations sur la poursuite du conflit (238). La rupture entre Madagascar et Israël amène le 28 octobre ses commentaires (239).

M. Rasediniarivo signale d'abord qu'elle a été désapprouvée par « certains Malgaches » mais, pour sa part, il soutient M. Ratsiraka car, estime-il, ce n'est que la conclusion logique d'une politique globale visant à s'intégrer dans le camp des non-alignés, politique qui a déjà conduit à quitter l'O.C.A.M. de son côté Rakitofe Berchmans développe ce thème le 4 novembre (240). Soulignant, en guise d'introduction, que c'est bien la première fois que le gouvernement invite les citoyens à réfléchir sur une question de politique internationale, il développe,

---

(233) 23.9.73, p. 4.

(234) 30.9.73, p. 6.

(235) 14.10.73, p. 8.

(236) 14.10.73, p. 1.

(237) 21.10.73, p. 4.

(238) 21.10.73, p. 8.

(239) 28.10.73, p. 4.

(240) 9.11.73, p. 4 et 5.

ensuite, son argumentation en trois points : d'abord, la prise de position de Madagascar réalisée au nom de la morale, ne cache pas moins des intérêts économiques (l'argent arabe) et des considérations de pur pragmatisme (à long terme les Arabes seront les vainqueurs) ; ensuite il décrit d'une manière chronologique la complexité du conflit et préconise la « coexistence pluraliste » des différents peuples concernés ; enfin il aborde le problème des Palestiniens et prône la réconciliation politique qu'il suggère d'une manière ironique au ministre des Affaires étrangères.

Acceptant donc la politique de non-alignement avec toutes les conséquences qu'elle implique, *Lumière* sait garder ses distances vis-à-vis du gouvernement qu'il soutient, en explicitant, à l'occasion, les aspects les plus singuliers d'une politique fondée sur la défense des intérêts de Madagascar et non pas seulement, comme cela a été prétendu par les autorités, sur la morale toute pure. Il n'en demeure pas moins que pendant cette première période, l'hebdomadaire s'est plutôt fait le serviteur de cette politique.

\*  
\* \*

A partir du dernier trimestre 1973, la politique tous azimuts s'oriente de plus en plus vers une ouverture accentuée en direction des pays de l'Est et vers l'affirmation de l'appartenance de Madagascar au camp des non-alignés. Cette orientation nette amène *Lumière* à préciser ses vues sur cette politique et surtout à accentuer certaines de ses précédentes critiques (danger d'un trop grand rapprochement avec le camp oriental, non rentabilité économique de certains liens, en particulier), ce qui le conduit inéluctablement à remettre en cause en grande partie cette politique et son promoteur.

Cette orientation se précise très tôt : ainsi l'ambassadeur d'U.R.S.S., Tchervonenko, en visite à Tananarive, affirme qu'il existe de grandes possibilités de nouveaux contacts et liens de coopération (241). Le même état d'esprit anime l'ambassadeur de Yougoslavie (241). Par ailleurs le général Ramanantsoa reçoit à la même époque un envoyé spécial du général Gowon (241). La semaine suivante, *Lumière* consacre deux articles aux pays de l'Est : l'un à la société soviétique, vue à la fois d'une manière trop rapide et critique, l'autre à la Chine après le 10ème Congrès dans lequel il insiste sur la solitude de ce pays et rappelle que « quand la Chine s'éveillera le monde tremblera » (242). Le même numéro, abordant l'avenir de l'O.C.A.M. estime qu'en fait, cette organisation devrait survivre (242). Cependant les liens avec le monde occidental se maintiennent, comme le montrent les visites à Madagascar de missions japonaises (243). Mais c'est surtout l'aspect économique de la nou-

---

(241) 2.9.73, p. 4.

(242) 9.9.73, p. 3 et 23.9.73, p. 8.

(243) 9.9.73, p. 4.

velle politique étrangère qui intéresse l'hebdomadaire malgache. Analysant en détail le commerce extérieur de la Grande Ile, il en arrive à la conclusion que le déficit de la balance commerciale tend à s'atténuer, mais qu'il faut en attribuer le mérite à la diminution des importations plutôt qu'à une augmentation des exportations (244). En outre, il constate que les relations commerciales soviéto-malgaches sont demeurées faibles et que l'ambassadeur soviétique étudie les possibilités de les intensifier (245). La Tanzanie, de son côté, cherche à concrétiser ses accords avec Madagascar (246), tandis que la Zambie fait recevoir par le gouvernement malgache un nouvel ambassadeur (247). La visite de M. Mac Namara, du 30 septembre au 2 octobre 1973, conduit *Lumière* à des commentaires approfondis. Lui consacrant l'éditorial et un article de M. Rasediniarivo, *Lumière* voit en elle « l'intérêt que portent à Madagascar les organismes internationaux » et un des fruits de la politique tous azimuts, car « les efforts du gouvernement pour obtenir une aide extérieure sont visibles et effectifs ». Mais « même avec le secours de l'étranger, une politique intérieure d'austérité stricte est indispensable ». Cependant, constate *Lumière*, « les efforts du gouvernements semblent laisser indifférente la plus grande partie de la population ». M. Rasediniarivo s'interroge, de son côté : est-ce un réajustement de la politique de non-alignement, ou une vue réaliste pour sortir du « sous-développement » ? Incapable de trouver une réponse dans les discours officiels, il penche vers la deuxième solution. Mais, pour qu'une aide de la B.I.R.D. soit vraiment efficace, il faut qu'elle se place dans le cadre d'un plan global intégré et non qu'elle soit le résultat d'une étude ou d'un projet conçus à l'extérieur. Par ailleurs, « vouloir inviter des investissements étrangers nouveaux et rendre la vie impossible à ceux qui sont déjà sur place, c'est agir en pleine contradiction et aboutir à la catastrophe ».

Si donc, *Lumière* semble très intéressé par les aspects positifs, en particulier dans le domaine économique, de la politique tous azimuts, cette perspective le conduit à donner des conseils précis au gouvernement et à dénoncer certaines de ses incohérences.

A la même époque Madagascar reconnaît le gouvernement de M. Cabral (248). Si l'Italie reçoit des boursiers malgaches, c'est aussi le cas de la Roumanie et de la Russie (248). Cette dernière envoie à Madagascar une délégation du Comité des femmes soviétiques (248). L'Égypte étudie les possibilités de coopération dans le domaine des transports aériens (248).

Le 14 octobre, M. Rasediniarivo, dressant le bilan d'un an de régime Ramanantsoa, classe parmi les actifs la politique tous azimuts et en particulier ses derniers rebondissements à cette date (249). Le même numéro signale des

---

(244) 9.9.73, p. 4.

(245) 9.9.73, p. 8.

(246) 16.9.73, p. 4.

(247) 23.9.73, p. 4.

(248) 7.10.73, p. 4.

(249) 14.10.73, p. 1.



mouvements d'ambassadeurs occidentaux (Norvège et Italie) et l'arrivée d'une mission guinéenne (250). Celui du 21 octobre montre l'arrivée de M. Drincianu, premier ambassadeur de Roumanie, et le numéro du 28 octobre celle de deux membres de l'ambassade de Chine résidant à Dar-es-Salam (251). Le mois suivant, c'est le tour de missions occidentales (Allemagne, Italie) tandis qu'est signalée la nomination d'ambassadeurs dans différents Etats européens ainsi qu'en Tunisie (252). L'ambassadeur du Nigéria arrive peu après à Tananarive, pendant que M. Ratsiraka se rend à Alger (253).

Le 2 décembre, *Lumière* ouvre ses colonnes à un Malgache résidant au Japon, M. Ramasy. Celui-ci, de toute évidence pro-occidental, critique la politique tous azimuts qui lui semble n'avoir donné que des résultats décevants. Il préconise au contraire, au nom des réalités des intérêts malgaches, une ouverture vers l'Afrique du Sud, l'Australie et le Japon. Sans vraiment donner à cet auteur une grande publicité puisqu'il n'insère son article qu'en pages 3 et 6, il est assez significatif que *Lumière* laisse cette opinion se présenter au moment même où précisément, la politique tous azimuts, comprise plutôt comme une ouverture vers les adversaires du monde occidental, est relancée par le ministre des Affaires étrangères (à cette époque, M. Ratsiraka visite la Pologne après avoir participé au conseil des ministres de l'O.U.A., bien que le général Andriamahazo s'attache parallèlement à dialoguer, dans la perspective du développement du pays, avec les U.S.A., l'Italie et la France (254).

A partir de la semaine suivante (255), *Lumière* publie une série d'articles de Sylvain Urfer, intitulés : «L'Afrique en quête d'elle-même». Evoquant les émancipations plus ou moins récentes ou probables dans le futur, des pays africains, il se pose la question : est-ce que ces émancipations ont été prématurées ? Pour y répondre, il aborde différents domaines. Sur le plan politique, il pense que l'instabilité est «le fruit d'une inadéquation des structures et des pratiques politiques aux contraintes et aux besoins de ces pays». Condamnant, pêle-mêle, les régimes militaires marxistes ou pro-occidentaux, il ne retient comme significatifs de régimes authentiquement africains que les cas Tanzaniens et zambiens tendant à mettre en oeuvre une forme de socialisme inspiré des traditions africaines. Madagascar serait sur cette voie. Sur le plan économique, le sous-développement est général. Les principales causes en seraient le poids de la domination étrangère, les erreurs de politique économique des responsables africains et la trop grande confiance dans les aides étrangères. Les solutions ? Donner la priorité au monde rural comme en Tanzanie, compter sur

---

(250) 14.10.73, p. 4.

(251) 28.10.73, p. 4.

(252) 18.11.73, p. 4 et 25.11.73, p. 4.

(253) 25.11.73, p. 4.

(254) 2.12.73, p. 4.

(255) 9.12.73, p. 1, 3 et 6 ; 16.12.73, p. 3 ; 23.12.73, p. 3 ; 30.12.73, p. 3 ; 6.1.74, p. 1 et 6 ; 12.1.74, p. 2.

ses propres forces, établir un contrôle strict de l'économie joint à l'austérité, et des regroupements régionaux. Sur le plan culturel, il constate que les rapports entre Blancs et Noirs reposent sur des complexes : de supériorité chez les uns et d'infériorité chez les autres. Il faut donc réhabiliter, en le redécouvrant, le passé africain, mais aussi avoir une politique linguistique, c'est-à-dire définir une langue nationale ou multinationale mais africaine, enfin révolutionner l'éducation afin de se débarrasser de la tutelle occidentale. Pour terminer, il décèle une crise religieuse : la solution, là encore, est l'africanisation. Cette longue série d'articles révèle, au-delà de son caractère général, une relation directe avec la pensée profonde de *Lumière* vis-à-vis de la politique étrangère : les conseils que donne Urfer à l'ensemble de l'Afrique, *Lumière* n'a cessé de les préconiser pour Madagascar. Il en résulte, naturellement, une condamnation implicite de pans entiers de la politique tous azimuts, et de celle vis-à-vis de la France : la tendance à compter sur l'aide extérieure et celle consistant à chercher à l'Est des modèles, en particulier.

Tandis que le général Ramanantsoa reçoit le premier ambassadeur de Turquie et le nouvel ambassadeur d'Italie, M. Ratsiraka poursuit son « safari diplomatique », liant des relations avec la R.D.A. après la Pologne (256). Le F.E.D. envisage, de son côté, d'implanter la culture du thé à Madagascar (257). Le ministre des Affaires étrangères, pendant ce temps, noue des relations avec le Koweït (258). Deux nouveaux ambassadeurs malgaches sont nommés respectivement à Londres et à Bonn (258). M. Ratsiraka se rend ensuite au Congo, puis en Guinée, toujours dans la même perspective du développement des rapports entre Madagascar et les pays visités (259). L'Algérie et la Libye envoient à ce moment des délégations à Madagascar. Un nouvel ambassadeur malgache présente ses lettres de créances au palais du Quirinal (259). Enfin le 18 décembre, M. Ratsiraka rentre à Tananarive après deux mois de mission à l'étranger (260)..

Le numéro du 30 décembre fournit un bilan de l'année 1973 (261). Ce bilan débute par le rappel du « gentil cadeau de nouvel an » du général Ramanantsoa au premier ministre français : la demande de révision des accords de coopération. Il fait ensuite mention, pour le mois de janvier, des perspectives qui semblaient ouvertes par la possibilité d'exporter massivement de la viande au Japon. En fait ces exportations sont en baisse très nette. Par contre, la réalisation de la route Port-Bergé-Antsohihy, financée conjointement par Madagascar, la France et la R.F.A. se poursuit. La B.I.R.D. fournissait un prêt

---

(256) 9.12.73, p. 4.

(257) 16.12.73, p. 4.

(258) 16.12.73, p. 8.

(259) 23.12.73, p. 4.

(260) 30.12.73, p. 4.

(261) 30.12.73, p. 4 et 6.

pour le tronçon Antsohihy-Ambanja. Le F.E.D. aidait à la réalisation d'autres projets : aménagement du delta du Mangoky, culture du riz dans la plaine de Marovoay, etc. Au cours du même mois, le Docteur Rakoto Ratsimamanga, ambassadeur à Paris, Moscou et Pékin, était reçu par M. Chou En-Lai, mais fut mis à la retraite au cours de l'année. «A longueur d'années les visites ou tournées d'experts étrangers se succèdent» suit la liste pour le mois de janvier. Il est question aussi du reboisement du Haut-Mangoro avec l'aide d'une mission F.A.O. B.I.R.D. Quant à l'invitation faite aux jeunes diplômés en chômage, à remplacer des coopérants français, elle n'a attiré «qu'un petit nombre de volontaires et pas pour longtemps». En février, la révision des accords de coopération s'est poursuivie. La présentation des lettres de créance de l'ambassadeur d'Espagne, permet à *Lumière* de noter que les relations commerciales avec ce pays demeurent faibles. En mars, relève l'hebdomadaire, M. Ramarison estimait que «l'indépendance monétaire (était) acquise lors des pourparlers de Paris, sans pour autant être obligé de quitter la zone franc». M. Ratsiraka se rendait en Roumanie et les ambassadeurs de Belgique, d'Autriche et de Guinée se présentaient à Tananarive. En avril, il était toujours question de la poursuite de la révision des accords de coopérations, mais cette fois-ci dans la capitale malgache. Le F.E.D. aidait à faire face à la sécheresse. En mai, «rester pauvres mais dignes», telle était l'épithète de *Lumière* à la mort de l'accord monétaire entre la France et Madagascar. En juin, c'était la signature des nouveaux accords de coopération. Le P.N.U.D. et le F.E.D. se sont manifestés durant ce mois. Les relations avec la Tanzanie étaient amorcées.

En juillet, le F.E.D. fournissait plus de 3 milliards de FMG pour la continuation des travaux dans la plaine du Bas-Mangoky. Le ministre de l'Education nationale obtenait de la Suisse et de la France des enseignants et des fonds pour l'Université. Pendant ce temps, M. Ratsiraka se rendait au Japon, au Canada et aux Etats-Unis. En août, le Japon, la France et Israël proposaient une aide plus ou moins éphémère. Tandis que Madagascar quittait l'O.C.A.M et M. Rakotoniana rejoignait son poste à Alger, Malgaches et Chinois échangeaient des balles (de ping pong) à Pékin et des étudiants malgaches partaient poursuivre leurs études à Moscou et à Budapest. En septembre, *Lumière*, mettait l'accent sur l'importance de l'effort de la B.I.R.D. : plus de 18 milliards de F.M.G en dix ans, et signalait le passage à Tananarive de son président. En octobre, *Lumière* remarquait surtout le discours de M. Ratsiraka à l'O.N.U. En novembre, ce sont ses missions à l'étranger qui sont relevées, ainsi que la nomination de plusieurs ambassadeurs dans les capitales occidentales. Quant à décembre : «La lumière viendra-t-elle du Koweït ?» s'interrogeait l'hebdomadaire. Le ton général de cet article de M. Rasolo, à la limite parfois du persiflage, était beaucoup plus sarcastique pour la politique intérieure du gouvernement Ramanantsoa que pour sa politique extérieure. De cette dernière, *Lumière* attend des résultats concrets, surtout dans le domaine économique, et par conséquent met l'accent sur les aides obtenues ; or celles-ci viennent en majeure partie des organisations internationales, en particulier occidentales. Insister sur ce fait montre bien la pensée profonde de *Lumière* à cet égard.

*Lumière* s'interroge, dans la même optique, sur les résultats à attendre de la politique tous azimuts, dès le début de l'année 1974 (262). L'éditorialiste met les points sur les i quant à la politique menée vis-à-vis des pays arabes : d'après lui, ce n'est pas parce que Madagascar les soutient, qu'il obtiendra d'eux des prix préférentiels pour le pétrole qu'il leur achètera. En outre, le pays subira le contrecoup de la hausse pour les pays industrialisés, puisque ceux-ci augmenteront les prix des produits manufacturés qu'ils vendent à Madagascar. Par ailleurs, il critique la politique intérieure, qui ne lui semble pas en accord avec la politique extérieure, en particulier dans le domaine économique, et multiplie les exemples : le gouvernement veut attirer les investissements étrangers, mais reste imprécis sur les garanties qui pourraient les attirer ; il veut instaurer un pouvoir populaire, mais favorise le capitalisme local, etc. Bref, il ne suffit pas de faire de fracassantes déclarations, il convient surtout de les faire coïncider avec des faits, par exemple en s'alliant effectivement avec les autres Etats africains afin de faire face à une conjoncture mondiale défavorable aux pays pauvres. M. Zafisolo, pour sa part, estime que la politique tous azimuts n'a pas encore donné de fruits, parce que les pays contactés attendent de voir dans quel sens Madagascar orientera son régime intérieur. Lui aussi pense que Madagascar fera les frais de la politique mondiale des pays de l'O.P.E.P., en dépit de ses prises de position politiques. De même, il préconise un resserrement des liens avec les pays africains surtout d'Afrique orientale, ainsi que l'abandon des déclarations spectaculaires et sentimentales «au profit d'une authentique politique d'austérité montrant que les Malgaches comptent, avant tout, sur-eux même».

Les pays arabes semblent, effectivement, s'intéresser à Madagascar. Une mission en visite à Tananarive souligne que la Grande Ile ne manquera pas de pétrole. Pour sa part, la délégation koweïtienne avance les fonds nécessaires au développement de la «Grande Pêcherie de l'Ouest» (264). Les liens semblent s'être resserrés avec la Guinée après le passage de l'ambassadeur de ce pays (265), ce qui n'exclut pas des perspectives d'amitié et de coopération avec un pays occidental comme la Belgique (266).

En ce début d'année, la malgachisation revient à l'ordre du jour, en particulier dans le domaine de la recherche (ASECNA, NASA, IGN, et ORSTOM), tandis que plusieurs sociétés étrangères transforment leurs filiales en sociétés de droit malgache (BCFMM, SOMAPHAR, Préservatrice-Madagascar) (266). M. Sylvain Urfer, poursuivant ses idées concernant le développement africain, s'attache dans le dossier du 13 janvier 1974, à montrer «les priorités du développement en Tanzanie».

---

(262) 6.1.74, p. 1.

(263) 6.1.74, p. 4 puis 13.1.74, p. 4.

(265) 6.1.74, p. 4 puis 13.1.74, p. 4.

(266) 13.1.74, p. 4.

Le 20 janvier, l'éditorialiste reprend le thème : qu'attendre de la politique tous azimuts ? Revenant sur le problème du pétrole et constatant que les producteurs et exportateurs s'en tiennent à une «realpolitik» vis-à-vis du Tiers Monde, donc de Madagascar, il conclut : «la solidarité arabe nous rétribue d'amère façon». Par ailleurs, il réaffirme que les pays industrialisés répercuteront la hausse sur le prix de leurs produits manufacturés et que là encore les consommateurs comme Madagascar paieront l'addition. La solution ? «Il ne faut pas rêver d'aide extérieure. Le salut ne nous viendra pas des autres mais de nous mêmes». En cela l'exemple à suivre est celui de la Tanzanie. Or au même moment, M. Ratsiraka part pour la Chine, pour y chercher une aide économique (267). La concomitance de l'éditorial et de ce départ, suggère une critique indirecte.

Le 3 février, M. Rasedinarivo commentant «le programme de langues étrangères 1974», pense qu'«il y manque une politique réfléchie». Condamnant toute langue étrangère conçue comme langue de culture, il préfère que soit choisie une langue de communication. A cet égard, il montre les avantages relatifs du français et de l'anglais par rapport à d'autres langues européennes, mais il estime qu'au cas où l'«on» voudrait faire de Madagascar un satellite d'un des géants de l'Est, il conviendrait d'apprendre aussi bien le chinois que le russe (268). La remarque, a priori pertinente, peut être également ressentie comme un persiflage.

Le même numéro présente un article de M. Ralaikambana intitulé : «Je mange du beurre raciste...». Considérant l'aspect alimentaire de la politique tous azimuts, il estime que dans le domaine des relations internationales, il faudrait imiter les grandes puissances qui laissent du côté la morale quand leurs intérêts économiques sont en jeu, et faire sien un slogan gauchiste du mai 68 français : «tu prends le fric là où tu le trouves et tu en fais ce que tu veux après ?». M. Rabenatoandro reprend la même thème (269) dans la rubrique «Libres opinions».

Il constate que les relations avec l'Afrique du Sud se poursuivent «en douce, en dépit des «grands kabary» dont le gouvernement «gave le peuple» sur la politique d'apartheid de Prétoria. Il croit trouver l'explication dans le fait que le gouvernement cherche à tout prix de l'argent dans toutes les capitales du monde. Or, constate-t-il, les pays socialistes qui ont signés des accords avec Madagascar ne se sont pas encore manifestés d'une manière concrète. Comparant, pour soutenir son argumentation, le Chili d'Allende et Madagascar, il craint que ce dernier ne connaisse le même sort que le précédent, à cause des agissements des gouvernants qu'il accuse, comme ceux du passé, de profiter du pouvoir pour s'enrichir. De même, il pense qu'il est impossible d'instaurer le socialisme ou le communisme à Madagascar, et refuse que M. Andriamanjato, accusé lui aussi de vivre à la «manière capitaliste», oblige «les Malgaches à adorer Lénine après avoir idolâtré Gallieni».

---

(267) 20.1.74, p. 4 puis 27.1.74, p. 4 et 3.2.74, p. 1.

(268) 3.2.74, p. 1 et 8.

(269) 3.2.74, p. 4.

«Quant au ministre Ratsiraka nous lui demandons de travailler pour le bien du pays et non pour satisfaire ses ambitions personnelles ou se venger des Français». Cette condamnation particulièrement explicite de certains aspects de la politique extérieure du gouvernement est beaucoup plus avancée que celle du journal. Il n'en demeure pas moins que celui-ci n'a pas hésité à ouvrir ses colonnes à tels propos : cela peut bien signifier que *Lumière* veut montrer qu'il existe une opinion de citoyens ne se réclamant pas du P.S.D., qui ne sont pas du tout d'accord avec certaines orientations prises par le gouvernement. Le même numéro signale enfin que le ministre des Affaires étrangères a remis à M. Boumedienne un message personnel du général Ramanantsoa (270).

M. Ralaikambana, dans son style humoristique habituel, récidive le 10 février, en entretenant cette fois les lecteurs de la saison 1974 dans le domaine du «sport et de la diplomatie» (271). Comparant les relations internationales à des compétitions sportives, il dresse un bilan de trois «rencontres» entre «l'équipe tananarivienne» et les «formations» pakistanaise, libyenne et russe. Le ton dans l'ensemble sarcastique ne cache pas, bien au contraire, un scepticisme, voire une condamnation des résultats obtenus. Face au Pakistan, il reste dubitatif quant à la perspective de voir les ressortissants de ce pays résidant à Madagascar y réinvestir leurs bénéfices. Il décèle dans l'aide libyenne un double sens : si la Libye construit des routes, ce serait pour que la consommation malgache de pétrole augmente. Quant aux Russes, en décidant d'installer une ambassade à Tananarive, ils placeraient leur loup dans la bergerie malgache, visant la base de Diego-Suarez et peut-être plus, si l'on considère que ce n'est pas par hasard que l'on introduit l'étude du russe à Madagascar, en s'appuyant sur des sympathisants locaux. «Est-ce là tout l'apolitisme promis?», questionne l'auteur. Cette fois-ci, plus que la critique des résultats obtenus par la politique tous azimuts, c'est une mise en accusation de son orientation que déclenche *Lumière*. M. Jean Remi, dans le même numéro, pour sa part, reste «morose» devant les résultats du commerce extérieur, car c'est au détriment d'importations essentielles (les biens d'équipement) que la balance commerciale tend à l'équilibre. Enfin signalons que le «dossier de la semaine» est, encore une fois, consacré à la Tanzanie.

Le 17 février, *Lumière* relatant la visite de l'ambassadeur du Ghana, note que le général Ramanantsoa, réaffirmant les buts poursuivis par la politique tous azimuts, a à nouveau insisté sur le fait que «les aides que nous obtenons de l'extérieur ne constitueront qu'un appoint». Pour clarifier ce propos, l'hebdomadaire malgache analyse, ensuite, en détail, les accords signés avec la Libye et la Chine et les perspectives ouvertes par les relations avec le Pakistan et l'Égypte (272). M. Rasedinarivo, de son côté, examine un problème de stratégie : «L'océan Indien dans l'avenir, zone de paix ou zone de guerre?». Pour l'auteur, cet océan est devenu un enjeu entre les grands et les supers-grands,

---

(270) 3.2.74, p. 4.

(271) 10.2.74, p. 1.

(272) 1.2.74, p. 4.

chacun essayant d'en faire sa zone d'influence, tandis que le gouvernement malgache entend y faire régner la paix. Il montre que les cinq premières grandes puissances militaires y installent des bases, y accroissent leur potentiel et se font sur son pourtour des «amis», mais aussi il rappelle la politique menée par les Russes d'une part et les Occidentaux d'autre part, vis-à-vis des pays africains et de l'Océan Indien. Cependant, ce jeu aujourd'hui est modifié par l'apparition de la Chine communiste, l'ennemi commun. Depuis que certains pays de l'Océan Indien, dont Madagascar, ont opté pour le non-alignement, la stratégie des Occidentaux est de barrer la route aux visées expansionnistes classiques des Soviétiques, qui veulent profiter de la nouvelle conjoncture pour pénétrer cette zone. Mais peut-être vont-ils s'allier contre le «péril jaune». Cette dernière remarque montre bien le manque de compréhension de l'auteur à l'égard des tendances profondes qui animaient les relations internationales de l'époque. Elle est par contre symptomatique des craintes de *Lumière*. Considérant cette montée des périls, M. Ratsiraka a lancé un cri d'alarme et a dénoncé ces ingérences, mais M. Rasediniarivo dénonce l'«inutilité», de ces protestations faces à la froide détermination des grandes puissances, citant à titre d'exemple les Russes à Budapest en 1956 et les Israéliens avec les territoires arabes, en 1967, exemples en fait très différents de la situation évoquée et donc mal choisis, si ce n'est pour effrayer les lecteurs. Il estime, en outre, que Madagascar porte sa part de responsabilité, car en chassant les Français de Diégo-Suarez, il a créé un vide qui attire les super-grands. Pour éviter que ne se renouvelle l'expérience de la «protection» forcée que la Grande-Bretagne a imposée à Madagascar en 1942, il faut «manifester un non-alignement absolu et ne pas donner l'air de pencher ni d'un côté ni d'un autre», comme pourraient le faire croire «les récents mouvements diplomatiques pro-russes et pro-chinois», car une telle interprétation pourrait justifier une intervention des Occidentaux. Ces «conseils» sont adressés directement au ministère des Affaires étrangères. Cette argumentation simpliste et sujette à caution, est intéressante dans sa conclusion : il est clair que *Lumière* voudrait voir modifier une politique dont certains aspects lui inspirent une crainte évidente et sûrement exagérée, mais, qui surtout, risquerait de remettre en cause l'indépendance nationale qui demeure sa préoccupation dominante.

Le Zambie préconise, à cette époque, un accroissement des liens avec Madagascar (273). L'Allemagne, pour sa part, veut accentuer son aide d'une manière plus libérale (suppression, de l'aide liée). Une mission de la B.I.R.D. cherche à mettre sur pied un programme de travail répondant aux priorités de Madagascar (274). La Chine, de son côté, hâte les préparatifs relatifs à l'installation de son ambassade à Tananarive (274). Dans le même numéro du 3 mars, M. Remy Durant analyse le commerce extérieur malgache et commence son étude en examinant en détail les exportations de la Grande Ile

---

(273) 24.2.74, p. 4 et 3.3.74, p. 4.

(274) 3.3.74, p. 4.

(275), puis ses importations (276) et en arrive, pour terminer, à la dimension politique de la question (277). D'abord, il considère les partenaires, dont le premier est de loin la France, avec à sa suite les U.S.A., la R.F.A. et le Japon, puis la plupart des pays occidentaux, bref tous les grands du capitalisme mondial et principalement la C.E.E., alors que les «pays frères» (Afrique, O.P.E.P.) occupent une place restreinte. Deux constatations s'imposent : la C.E.E. recépère ainsi, en partie, ses aides financières ; il serait donc plus intéressant de «cultiver» l'amitié des petits pays que des grands. Enfin, il y a un fossé entre les chiffres qui relèvent la réalité et les discours des responsables de la nouvelle politique extérieure, qui, pour le moment, n'ont rien changé au commerce extérieur. Le thème de la non-rentabilité de cette politique continue à être traité, cette fois-ci non à coup d'arguments plus ou moins théoriques, mais à l'aide de chiffres, afin de rendre crédibles ces accusations.

Quoi qu'il en soit, les relations continuent à s'accroître avec les «pays frères» (l'Égypte et Arabie Séoudite) et socialistes (U.R.S.S. et Chine) (278), bien que le Canada fournisse aussi son aide (279). Même volonté chez les Norvégiens, tandis que continuent à retenir les discours «moraux» (contre la discrimination raciale) (280).

La mort du président Pompidou conduit l'éditorialiste (281) à montrer, de manière succincte il est vrai, les différences énormes qui séparent les Malgaches des Français. Pierre Gérard de son côté, (282), rappelant les principaux aspects de la politique du président français, relève le rôle positif qu'il aurait joué dans les négociations relatives aux accords de 1973 et conclut. «Ces liens nouveaux d'amitié que même des crises profondes n'ont pas rompus et que bien des Malgaches aujourd'hui souhaitent pouvoir conserver, c'est ce que Madagascar retiendra effectivement le plus longtemps de la présidence de Georges Pompidou».

Depuis la signature des nouveaux accords, leur application a donné lieu parfois à bien des difficultés. Dès le lendemain de cette signature, le premier problème est celui de l'envoi par la France de nouveaux coopérants dans le domaine de l'enseignement (283), ce qui fait écrire à l'éditorialiste le 15 juillet 1973, que «le gouvernement semble davantage préoccupé actuellement à rechercher des aides extérieures qu'à promouvoir un élan intérieur». Il semblerait que des Français se mêlent des affaires intérieures de Madagascar en complo-

---

(275) 3.3.74, p. 4.

(276) 10.3.74, p. 4.

(277) 17.3.74, p. 4.

(278) 10.3.74, p. 4 puis 17.3.74, p. 4.

(278) 17.3.74, p.4.

(279) 31.3.74, p. 4.

(280) 31.3.74, p. 4.

(281) 7.4.74, p: 1

(282) 7.4.74, p. 1 et 8.

(283) 8.7.73, p. 4 et 15.7.73, p. 4.



tant avec des membres de l'ancien régime pour renverser le gouvernement, mais pour sa part, *Lumière* n'y croit guère et pense plutôt «que la grande majorité se tiennent à l'écart de toute immixtion dans les affaires intérieures malgaches» (284). Le journal est parfaitement conscient des insuffisances de la malgachisation de l'enseignement et de la nécessité de toujours faire appel dans ce domaine à des enseignants français (285). Le gouvernement malgache, de son côté, ne cherche pas à monter en épingle les «complots», et les relations entre M. Ratsiraka et M. Jobert semblent empreintes de la plus grande courtoisie (286). De nouveaux enseignants français ne tardent pas à arriver à Tananarive (287).

Le 26 août 1973, le journal ouvre ses colonnes à «un méchant vazaha colonialiste», le colonel en retraite Henri F. Jeannelle, qui fait plaider en faveur des anciens colonialistes repentis qui se dévouent au développement de Madagascar (288). La réplique vient la semaine suivante de la part de M. Raymond Abraham, montrant que celui-ci a compris le problème du précédent (289). Les autorités, à l'époque, s'attachent à faire disparaître les derniers vestiges de la présence monumentale de la France (290).

Il faut attendre le 2 décembre 1973 pour que *Lumière* s'intéresse aux rapports franco-malgaches en relatant le voyage du général Andriamahazo à Paris (291). Puis, c'est le 13 janvier 1974 que l'hebdomadaire aborde l'affaire de l'O.R.S.T.O.M. M. Rasediniarivo estime que «les relations franco-malgaches «gelées» depuis juin 1973... subiront un nouveau choc qui, d'après nous, ne fera du bien ni aux uns ni aux autres». Dans le domaine de la recherche scientifique, la coopération étrangère est nécessaire «il faut bien s'assurer de trouver un nouveau compagnon de route avant de rompre avec celui qui était avec soi depuis longtemps» (292). L'affaire se négocie entre les parties françaises et malgaches (293), tandis que d'autres questions de recherche sont réglées après la malgachisation des divers organismes anciennement sous la direction de la France (294), ce qui n'exclut pas les querelles territoriales à propos d'îlots de l'Océan Indien (295). Le général Andriamahazo étudie ensuite avec les autorités françaises les questions relatives à l'actualisation des accords sur les transports aériens et ferroviaires établis en 1962. La France accepte, en outre, d'accueillir la réunion de la C.R.P.T.E.F. qui devait se tenir à Madagascar

---

(284) 22.7.73, p. 1, 4 et 8..

(285) 5.8.73, p. 1.

(286) 12.8.73, p. 4.

(287) 26.8.73, p. 4.

(288) 26.8.73, p. 4.

(289) 2.9.73, p. 4.

(290) 9.9.73, p. 4.

(291) 2.12.73, p. 4.

(292) 13.1.74, p. 1 et 8.

(293) 3.2.74, p. 4.

(294) 17.2.74, p. 4.

(295) 17.2.74, p. 8.

(296). Le numéro du 3 mars signale que le nombre des Français résidant dans la Grande Ile ne cesse de diminuer (297). Celui du 10 mars indique que la France aidera à la formation du personnel hôtelier malgache (298). Le 24 mars, utilisant le «dossier de la semaine», M. Olivier Raparison étudie «la politique monétaire» malgache (299). Il en vient à parler de la zone franc : il estime que Madagascar a bien fait de la quitter, car les motivations qui furent à son origine ont été peu à peu dépassées. Cependant, il émet des réserves sur le moment choisi pour «négocier un virage aussi dangereux», parce que l'équilibre de l'économie malgache n'a pas encore été trouvé. Tel est donc l'état des relations franco-malgaches, tel que l'a perçu *Lumière*, au moment de la mort de M. Pompidou.

Alors que deux ressortissants français sont expulsés pour «attitudes et agissements de nature à compromettre l'ordre public et la sécurité intérieure de l'Etat» (300), *Lumière* fait remarquer que non seulement le ministre des Affaires étrangères, mais aussi le chef du gouvernement, dont c'est la première sortie hors du territoire national depuis son accession au pouvoir, se sont rendus aux obsèques du président français. A son avis, ce voyage signifie que «le gouvernement malgache» tient beaucoup à préserver les liens d'amitié avec la France (301).

Le mois d'avril 1974 voit une très nette reprise la politique tous azimuts accentuée dans le sens que lui avait fait prendre le gouvernement depuis le milieu de l'année précédente. En effet, M. Ratsiraka se rend d'abord à la réunion de l'O.U.A. à Kampala avant de s'envoler pour New-York afin de participer à la session extraordinaire des Nations Unies (302). A cette occasion, *Lumière*, dans la rubrique «Libres opinions» propose un article de M. Andriamiaraka sur le thème : «la politique étrangère d'un pays est faite de choix et ces choix ont des conséquences concrètes, prévisibles et inévitables. Ceux qui dirigent cette politique sont guidés par ces effets immédiats et certains». Il donne, à titre d'exemple, les conséquences auxquelles il est possible de s'attendre à la suite de l'installation d'ambassades russe et chinoise à Tananarive, ou encore la sortie de la zone franc, qui implique que tous les étrangers y compris «nos amis arabes» réclament en paiement des marchandises qu'ils vendent à Madagascar, des devises étrangères. Il termine en appelant de ses vœux une politique réaliste, à la place de la «démagogie» et des «réactions passionnelles», une politique «qui élève le niveau des masses, réduit l'injustice dans une société et participe à la construction d'une humanité plus fraternelle». En réponse, en quelque sorte, *Lumière* place dans son «dossier de la semaine» une étude de F.W. Crook consacrée aux «exploitations agricoles collectives en Chine et rémunération au travail». Cette étude est significativement présentée de la manière suivante : «On a remarqué que les Etats socialistes d'Europe ou d'U.R.S.S. ont encore plus

---

(296) 24.2.74, p. 4.

(297) 3.3.74, p. 4.

(298) 10.3.74, p. 4.

(299) 24.3.74, p. 5 et 6.

(300) 7.4.74, p. 4.

(301) 14.4.74, p. 4.

(302) 7.4.74, p. 4 et 8 puis 14.4.74, p. 4.

mal réussi l'intégration des paysans que les pays capitalistes. L'exemple chinois peut-il aider nos choix ?» (303).

Le 14 avril, *Lumière* analyse la situation à l'O.N.U. et y décèle une « confrontation inévitable sur le problème des matières premières et du développement entre les pays riches et les autres » (pays en voie de développement et pays sous-développés). *Lumière* estime que les pays producteurs de matières premières se font des illusions en se fondant sur les succès des producteurs de pétrole, en face de la détermination des pays riches. Après avoir décidé avec son homologue cubain d'établir des relations diplomatiques entre Madagascar et Cuba, M. Ratsiraka prenant la parole le 16 avril à l'O.N.U., lance une violente attaque contre l'impérialisme américain et rappelle que Madagascar appuie fortement l'organisation des pays producteurs de matières premières, sur l'exemple de l'O.P.E.P., « par devoir de solidarité militante » (304). Le numéro du 21 avril signale que la balance commerciale pour les onze premiers mois de 1973, a été, pour la première fois, excédentaire (304). En outre, est notifiée la nomination de M. Rajaonarivelo au poste d'ambassadeur auprès de la Chine, ainsi que l'arrivée de deux personnalités somaliennes et la réception des représentants chinois par le président du C.N.P.D.

Le numéro du 28 avril qui annonce le retour de M. Ratsiraka et rappelle quelques-unes de ses déclarations, en particulier concernant ses propositions à l'O.N.U., et la confirmation de l'installation d'ambassades soviétique et chinoise à Tananarive (305), contient un article de M. Rasediniarivo commentant l'actualité (305). Passant rapidement sur le discours du ministre des Affaires étrangères, qu'il qualifie de « lucide mais audacieux », mais à propos duquel il craint qu'il ne soit pas entendu par les intéressés, il en vient à ce qu'il considère comme l'essentiel, c'est-à-dire le retrait du soutien du MONIMA au gouvernement Ramanantsoa. Ce parti, estime-t-il, refuse toute aide et toute relation financière avec le bloc occidental, et préfère que l'on s'adresse exclusivement aux pays socialistes, mais il ne parle pas de ses propositions sur les problèmes internationaux. M. Rasediniarivo demande au gouvernement de prendre au sérieux ces motions. Pour expliquer, sans doute, certaines prises de position du MONIMA, le journal fournit un article de Volker Joachim Stern décrivant la participation de la coopération allemande au développement agricole (306)..

L'éditorialiste du 5 mai tranche beaucoup plus nettement. Lassé des discours et de la répétition des thèmes (les attaques contre les différentes formes de colonialisme), l'auteur affirme que l'éloge sans nuance des modèles de socialisme russe et chinois, montre à la fois une grande naïveté et « une ignorance plus grande des réalités de ces modèles ». Il faut construire un socialisme malgache original, conclut-il encore une fois. Le même numéro signale la

---

(303) 7.4.74, p. 5 et 6.

(304) 21.4.74, p. 4.

(305) 28.4.74, p. 4 et p. 1 et 4.

(306) 28.4.74, p. 4.

nomination de M. Razafimbahiny comme ambassadeur à Berne (307). Quant à la session extraordinaire de l'O.N.U., elle ne se termine que par un simple accord de principe sur les thèmes proposés (308).

M. Rasediniarivo revient le 12 mai sur la politique extérieure (309). Remarquant la non-apparition de M. Ratsiraka devant le C.N.P.D., il craint que le gouvernement n'ait pas estimé les conseillers capables de se prononcer dans ce domaine, mais surtout, il lui reproche de ne pas fournir au pays des informations suffisamment claires à ce propos, manque qui laisse cours aux plus extravagantes spéculations. Pour sa part, *Lumière* tient au contraire à donner des éclaircissements à ses lecteurs. Ainsi, le même numéro contient deux articles sur la Chine : le « dossier de la semaine » consacré à l'ouvrage de M. Peyrefitte (Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera) et un article de M. René Bernard sur la situation de la Chine en Afrique (310). Après avoir rappelé qu'au terme du voyage en Afrique de M. Chou En-lai, en 1963, la Chine s'était heurtée à la suspicion générale des gouvernements africains, M. Bernard montre comment la politique chinoise a évolué vers des réalisations de coopération concrètes, en particulier en Zambie et en Tanzanie, ce qui lui a valu de la part de ses interlocuteurs africains une nouvelle confiance. Cependant conclut-il, « tous les régimes actuellement au pouvoir en Afrique se disent « révolutionnaires », mais aucun ne tolère de leçon de révolution quel que soit le professeur ».

Le numéro du 12 mai signale les missions du ministre de l'Information et du ministre du Développement rural, respectivement aux U.S.A. et en France (311), et celui du 10 mai le départ du général Andriamahazo pour la France et la Suisse (312). Tandis que trois membres du personnel de l'ambassade soviétique arrivent à Tananarive pour préparer la venue de M. Alexeiev, l'ambassadeur d'Autriche se rend à Madagascar en vue de préparer le terrain à des hommes d'affaires de son pays. Quant au gouvernement malgache, il ouvre une ambassade à Dar-es-Salam (313). Le général Ramanantsoa envoie, le 20 mai, à M. Valéry Giscard d'Estaing un message de félicitations dans lequel il souhaite que les relations franco-malgaches se développent. Au même moment, les ambassadeurs de Suisse, de Suède et d'Autriche sont en visite à Madagascar (314). Le 2 juin, *Lumière* attaque les jeunes étrangers qui veulent, selon le journal, transformer la Grande Ile en « pays cobaye » où ils pourraient expérimenter la « vérité dernière édition made in France ou made in Canada ». En visant les entreprises de ces « gauchistes », c'est une nouvelle forme de

---

(307) 5.5.74, p. 4.

(308) 5.5.74, p. 8.

(309) 12.5.74, p. 1.

(310) 12.5.74, p. 3.

(311) 12.5.74, p. 4.

(312) 19.5.74, p. 4.

(313) 19.5.74, p. 4.

(314) 26.5.74, p. 4.

néo-colonialisme culturel qu'il dénonce (315). Le même numéro signale le départ du ministre de l'Intérieur, le colonel Ratsimandrava, pour l'Égypte, et d'autre part la prochaine participation de Madagascar au sommet de l'O.U.A. à Mogadiscio (316). Mais surtout, *Lumière* traite du problème de Diego-García, dans lequel il voit un « symbole de la rivalité des grands » (317). Le but des Occidentaux, en aménageant cette base, serait de faire contrepoids aux activités soviétiques dans l'Océan Indien, ce qui entraîne évidemment des protestations de la part des Russes et des Chinois à la veille de la réouverture du canal de Suez. Les Chinois de leur côté, accentuent leur présence dans les pays « amis » riverains de cet océan et l'Inde modernise sa flotte. La dénonciation, par Kurt Hauser, de la militarisation de l'Océan Indien est évidente, mais il en place l'origine dans la poussée soviétique initiale. Enfin, toujours dans le même numéro, est abordé par M. Ramalina le problème de la limitation des naissances, dans lequel il perçoit une manoeuvre néo-colonialiste des pays riches (318). Ce thème est repris le 9 juin (319) par M. Rasediniarivo qui avance des arguments semblables. Les ministres, à l'époque, voyagent beaucoup : M. Rajakoba se rend en France et en Suisse, le général Andriamahazo également en Suisse, tandis que le colonel Rakotomalala va aux Etats-Unis et M. Ratsiraka au sommet de l'O.U.A. (320).

Ce dernier voyage conduit M. Pierre Gérard à analyser les questions agitées à Mogadiscio (321). Il constate, en premier lieu, que l'O.U.A. s'attache à transformer en profondeur sa structure et à la rendre plus efficace. Mais surtout, les plus importants problèmes dans l'immédiat sont ceux du prix du pétrole et de la décolonisation, (qui connaît un important tournant après la transformation du régime portugais), sans oublier la sécheresse du Sahel et la paix dans l'Océan Indien, mais en omettant celui des tyrans africains. M. Rasediniarivo, dans le même numéro du 16 juin (322), revient sur la question de la malgachisation pour laquelle il réclame une politique réaliste et dénonce les accusations de « l'Aurore », dans lesquelles il distingue la voix des réactionnaires étrangers. Mais l'information la plus importante est la participation du général Ramanantsoa au sommet de l'O.U.A., couronnement de la politique étrangère menée par son gouvernement, selon les dires des autorités (323). Le numéro du 16 juin signale, en outre, le retour du colonel Ratsimandrava et la mission en Europe du ministre des Affaires culturelles, M. Manambelona. Le chef du gouvernement reçoit, par ailleurs, les ambassadeurs russe et chinois. L'ouverture à l'Est s'est poursuivie à Mogadiscio, puisque un accord y a été signé entre Madagascar et le Gouvernement Révolutionnaire du Sud-Vietnam (323).

---

(315) 2.6.74, p. 1.

(316) 2.6.74, p. 4.

(317) 2.6.74, p. 3.

(318) 2.6.74, p. 8.

(319) 9.6.74, p. 1.

(320) 9.6.74, p. 4.

(321) 16.6.74, p. 1.

(322) 16.6.74, p. 1.

(323) 16.6.74, p. 3.

La poursuite de ce type de politique amène, encore une fois, *Lumière* à examiner le modèle chinois à travers le «dossier de la semaine» consacré au petit livre rouge de Mao-Tse-toung (324). Joseph Menu aborde, assez rapidement il est vrai dans ce cadre, le problème du modèle chinois pour Madagascar, en s'appuyant sur le livre de M. Peyrefitte et conclut par une citation du grand Timonier : «il faut compter sur ses propres forces».

M. Rasediniarivo, le 23 juin, commente les résultats du sommet de l'O.U.A. (325). Ce qui lui semble positif, c'est la prise de position «Pour l'O.U.A. pour le meilleur et pour le pire», concrétisée par le don de vingt millions de FMG aux mouvements de libération africains. Cependant il convient de ne pas se dissimuler les dissensions internes de l'O.U.A., mais aussi, au-delà des déclarations de principes, la réalité des rapports, en particulier économiques, avec les pays cloués officiellement au pilori (Afrique du Sud, Rhodésie, Portugal, Etas-Unis), la politique des grands, amis à la fois des pires ennemis (Israéliens et Arabes), alors que Madagascar a dû, pour sa part, choisir entre les deux camps, et enfin la politique pétrolière des pays arabes, indifférente aux répercussions de la hausse du prix du pétrole pour les pays pauvres. C'est encore une fois un appel au réalisme dans les relations internationales. Le journal, en outre, fournit de larges extraits du discours du général Ramanantsoa prononcé le 13 juin à Mogadiscio (326) et relate ses activités dans la capitale de la Somalie (327). Le nouvel ambassadeur des Pays-Bas présente ses lettres de créance au chef du gouvernement le 19 juin (327). Le 30 juin, Z.B. félicite le général pour ses prises de position à l'O.U.A., «dans le plus pur style ratsirakien» (328).

*Lumière* a donc poursuivi la présentation de ses idées : oui à la politique africaine du gouvernement, mais attention aux illusions et aux dangers qu'elle pourrait engendrer (329). Par ailleurs, son choix du modèle tanzanien par rapport à d'autres modèles socialistes mais non-africains, est sans cesse réaffirmé (330), alors que les relations diplomatiques avec les pays de l'Est s'élargissent (331), bien que Madagascar pousse son recrutement d'enseignants français (332).

Les critiques à l'égard de la politique tous azimuts continuent à porter sur l'orientation de plus en plus nette de celle-ci vers les pays de l'Est, sous la

---

(324) 16.6.74, p. 5.

(325) 23.6.74, p. 1 et 8.

(326) 23.6.74, p. 4.

(327) 30.6.74, p. 4.

(328) 30.6.74, p. 3 et 8.

(329) Dossier du 30.6.74.

(330) 30.6.74, p. 4.

(331) 30.6.74, p. 4.

(332) 7.7.74, p. 1.

plume de Nivo Rakoto, le 7 juillet (338). Ce qu'il conteste, en fait, c'est cette orientation d'une politique que le gouvernement proclame non-alignée. Il est vrai que les relations avec ces pays s'accroissent : ainsi avec le G.R.P. du Sud-Vietnam et les représentants de la Guinée, dont l'activité révolutionnaire est citée en exemple aux Malgaches par M. Ratsiraka (333). Celui-ci se rend, peu après, à Bucarest, avant d'aller en Libye, tandis que le ministre de l'Information part en U.R.S.S., et que l'ambassadeur de Madagascar en Belgique est nommé également ambassadeur en R.D.A. (334). *Lumière* profite du passage des ballets africains de Guinée pour avoir un entretien avec leur directeur (335).

Le numéro du 21 juillet, tout en exprimant son admiration pour l'exemple tanzanien, espère que l'on viendra à cesser les comparaisons avec l'extérieur (336). Mais surtout ce numéro est important par un court article de M. Rasedinirivo, qui précise la position de *Lumière* vis-à-vis de la politique tous azimuts : l'orientation vers les pays de l'Est est perçue comme un rééquilibrage par rapport à la politique de l'ex-président Tsiranana. En outre, tel ne serait pas le véritable problème : l'essentiel est le domaine économique, c'est-à-dire que « par nos relations qui continuent avec l'Ouest et par nos relations nouvelles avec l'Est, nous avons multiplié les possibilités de débouchés économiques et les espérances d'assistance ou d'aide ». Mais une vision réaliste implique de ne pas dissimuler les dangers d'ingérence dans les affaires intérieures de la part des nouveaux amis de Madagascar.

L'article se termine par l'affirmation de soutien à la politique de M. Ratsiraka et à sa personne dans les perspectives précédemment définies.

\*  
\* \*

Ainsi, au terme d'une analyse progressive de cette politique, et en dépit des critiques ponctuelles ou globales successives, *Lumière* finalement en vient à l'approuver, sans renier pour autant certaines de ses dénonciations ou remises au point. C'est une étape essentielle, au moment où la politique tous azimuts a été non seulement clairement définie et mise en oeuvre, mais, surtout, a déjà entraîné bon nombre de conséquences dans lesquelles, à ses yeux, les aspects positifs paraissent l'emporter. Ce n'est qu'à la fin de l'année, pratiquement à la veille de la chute du gouvernement Ramanantsoa, que *Lumière* définira pour la dernière fois sa position à l'égard de cette politique extérieure..

Entre-temps, la politique tous azimuts se poursuit, Madagascar va participer à une série de conférences internationales, comme par exemple celle de l'O.N.U. consacrée au « droit de la mer », question qui est examinée par Michel

---

(333) 7.7.74, p. 4.

(334) 14.7.74, p. 4.

(335) 14.7.74, p. 6 et 8.

(336) 21.7.74, p. 1 et 8.

Little Johns le 7 juillet (337). A cette conférence, Madagascar est représenté par son ambassadeur aux U.S.A., M. Raharijaona qui définit la « position légitime des pays les plus démunis » (338). Le « dossier » du 28 juillet est consacré à la position de l'Eglise et à celle des économistes soviétiques sur les problèmes de la population à la veille de la conférence mondiale de la population à Bucarest (339). Quant à la conférence sur le droit de la mer, *Lumière* entretient ses lecteurs de ses principaux rebondissements (340). Robert Taylor, dans le numéro du 11 août (341), fait le bilan des rapports entre la C.E.E. et les pays associés du Tiers Monde, à propos de la conférence de Kinston à laquelle participait l'ambassadeur de Madagascar à Bruxelles, M. Jules Razafimbahiny. Il a fait état d'une entente sur un certain nombre de points, par exemple l'établissement d'un système de stabilisation des recettes d'exportation des futurs pays associés mais aussi, par contre, de l'échec d'un accord sur le montant de l'aide financière que la C.E.E. serait prête à accorder aux quarante-quatre. Quant à la convention générale, elle devrait être signée à la fin du mois de janvier 1975. La conférence de Bucarest, qui se tient dans la dernière semaine d'août, donne lieu à quelques réflexions sur les problèmes de la population malgache de la part de Voarabe qui estime que « pour survivre et simplement vivre, il nous faut autre chose que des solutions de facilité ou des discours » (342). A cette conférence, Madagascar sera représenté par le Dr. Tiandraza, directeur de la population, tandis que M. Ratsiraka jouera le même rôle à la conférence de Caracas et M. Rajakoba à celle d'Oslo sur le travail (343). Le numéro du 8 septembre fournit les maigres résultats de la conférence mondiale de la population (344) et celui du 1er septembre ceux, équivalents, de la conférence de Caracas (345).

Si les relations avec les pays de l'Est sont accrues (346), celle avec les pays du bloc occidental sont poursuivies : ainsi la France fournit toujours son aide financière pour certains projets de développement malgaches (347), et dans le cadre de la réception offerte par l'ambassadeur de France le 14 juillet, le ministre de l'Education Nationale, M. Manambelona, a souhaité que se raffermisse et se poursuivre la coopération avec la France (348).

- 
- (337) 7.7.74, p. 3.
  - (338) 14.7.74, p. 4.
  - (339) 28.7.74, p. 5.
  - (340) 4.8.74, p. 3.
  - (341) 11.8.74, p. 8.
  - (342) 25.8.74, p. 1 et 8.
  - (343) 25.8.74, p. 4.
  - (344) 4.8.74, p. 8.
  - (345) 1.9.74, p. 8.
  - (346) 21.7.74, p. 4 et 28.7.74, p. 4.
  - (347) 7.7.74, p.4.
  - (348) 21.7.74, p. 4.



La crise chypriote amène M. Ratsiraka à indiquer la position de Madagascar à l'égard de ce problème (349) : les grandes puissances ne doivent pas s'ingérer dans les affaires intérieures des petits Etats. Une toute autre question d'importance immédiate pour Madagascar : l'avenir de l'Océan Indien, est le thème du dossier du 11 août (350). L'occasion de réaborder ce sujet est l'explosion de la bombe atomique indienne. Le dossier rappelle, tout d'abord, les étapes de l'accession de l'Inde à la puissance nucléaire militaire, puis s'interroge sur le sens politique à donner à cet armement. Plus que la crainte de ses ennemis traditionnels (Pakistan et Chine) ou un désir d'hégémonie en Asie, il y perçoit une crainte en provenance de l'Océan Indien. Ceci l'amène à distinguer l'importance de la présence des grandes puissances dans cette zone et leurs politiques respectives. Quel est, par voie de conséquence, la position des riverains ? La volonté d'en faire une zone de paix est affirmée par la plupart d'entre eux, dont Madagascar, mais les moyens leur manquent pour la faire respecter, ce qui expliquerait l'armement atomique de l'Inde. Ce dossier est complété par trois sous-titres consacrés, l'un à la pénétration économique dans l'Océan Indien à travers deux exemples, celui du Japon et celui du Koweït (il est montré le poids des investissements nippons à Madagascar surtout depuis 1972, poids qui risque d'être aussi lourd que l'ancien colonialisme économique), l'autre aux rapports entre Madagascar et la Chine ainsi qu'avec ses alliés asiatiques, le troisième enfin décrit le minuscule, mais vital sur le plan stratégique, empire d'îles des Français dans l'Océan Indien. La question est réabordée le 29 septembre par Robert Evans (351). L'auteur se borne à montrer la rivalité américano-russe dans cet océan en indiquant les accusations et les défenses des deux parties..

Madagascar, pendant ce temps, reçoit un ambassadeur zairois et une mission de l'O.N.U. relative à l'hydrographie (352), tandis que les échanges de jeunes dans le cadre de la francophonie se poursuivent (353). M. Ratsiraka se rend en Somalie puis en Inde (354). Le premier ambassadeur d'Australie présente ses lettres de créances au général Ramanantsoa et une mission de la F.A.O. arrive à Tananarive (355). Une vieille affaire connaît également sa conclusion à la fin d'août 1974 : les employés de l'I.R.A.M. sont déboutés par le tribunal du travail de Tananarive (355). L'arrivée du premier ambassadeur malgache à Bucarest est signalée dans le numéro du 8 septembre (356). Mais c'est la venue d'une mission guinéenne (357) qui provoque les commentaires de *Lumière* sous la plume de M. Rasediniarivo (357). Tout en se félicitant du

---

(349) 28.7.74, p. 4.

(350) 11.8.74, p. 5 et 6.

(351) 29.9.74, p. 3.

(352) 4.8.74, p. 4.

(353) 18.8.74, p. 4.

(354) 1.9.74, p. 4.

(355) 8.9.74, p. 1 et 8.

(356) 8.9.74, p. 4.

(357) 8.9.74, p. 1.

resserrement des liens entre les peuples malgache et guinéen, l'auteur critique, non pas la révolution guinéenne en soi, mais le fait qu'on veuille la présenter en exemple pour Madagascar, car « nous sommes contre toute idéologie d'importation ». Ce qui, aux yeux de M. Rasediniarivo, aurait été plus positif, c'est la recherche commune des voies d'une véritable libération économique, puisque les deux pays sont aux prises avec le même système d'exploitation international. Le même numéro signale le départ de jeunes boursiers pour Moscou, tout en dénonçant les manoeuvres d'un certain parti pro-russe bien connu... » (358) et l'arrivée de stagiaires vétérinaires allemands (359).

Le 15 septembre, tout en rappelant l'anniversaire du putsch du Chili et les manifestations malgaches le marquant (360). *Lumière* consacre le dossier de la semaine à l'analyse de *l'Archipel du Goulag* par Joseph Menu. Celui-ci replace le livre dans la perspective des problèmes de Madagascar et veut utiliser la présentation de l'ouvrage pour mettre en garde ses compatriotes contre les dangers du communisme (367). Le même type d'attaque, mais sur un tout autre plan, est réalisée par Pierre Ralambomanana, le 22 septembre, à propos d'une exposition sur l'U.R.S.S. (362), qu'il trouve « malhonnête » c'est-à-dire trompant les visiteurs sur un certain nombre de points (les insuffisances agricoles de l'U.R.S.S., l'athéisme militant des autorités soviétiques et l'état d'esprit des jeunes malgaches étudiant en Union Soviétique), points particulièrement bien choisis pour provoquer des réactions chez les lecteurs.

Au niveau des informations, *Lumière* signale, dans le même numéro, la nomination de Jules Razafimbahiny au poste d'ambassadeur auprès des Pays-Bas et du Saint-Siège, mais aussi l'arrivée de différents diplomates à Tananarive (l'ambassadeur de la République Démocratique de Corée, le responsable du département des Affaires étrangères et deux représentants du Pakistan) ainsi que celle de la onzième foire flottante du Japon à Tamatave, tandis que le ministre de l'Éducation nationale malgache se rend en U.R.S.S. Sur le même plan, le numéro du 29 septembre rend compte des départs de M. Ratsiraka pour l'O.N.U., de M. Ramaroson pour Washington, où il doit participer à l'assemblée générale de la B.I.R.D. et du F.M.I., du retour d'U.R.S.S. de M. Manambelona et de l'arrivée à Tananarive d'une mission médicale chinoise (363). Est également annoncée la tenue prochaine dans la capitale malgache de la conférence chrétienne pour la paix (364). Le 13 octobre, *Lumière* montre les résultats des missions à l'étranger de MM. Manambelona et Ramaroson et indique l'arrivée à Tananarive d'une mission d'information de la Ligue arabe (364). Il rend compte

---

(358) 8.9.74, p. 8.

(359) 15.9.74, p. 4.

(360) 15.9.74, p. 5.

(361) 22.9.74, p. 1.

(362) 22.9.74, p. 1.

(363) 29.9.74, p. 4.

(364) 29.9.74, p. 4.

également des travaux de la conférence chrétienne pour la paix (365). Enfin débute une étude de Jean-Pierre Gouzy consacrée à l'aide européenne au Tiers Monde (366). Dans cet article, l'auteur rappelle les résultats de la Conférence de Kinston. Le projet qu'elle a engendré est considéré comme «un pas en avant important de l'Europe communautaire en direction du Tiers Monde». Le deuxième article, paru dans le numéro du 20 octobre (367), traite seulement des rapports entre l'Europe et le monde méditerranéen. Le même numéro fait état des déplacements de M. Ratsiraka au cours des dernières semaines (O.N.U., Paris et Belgrade) et retient, en particulier, le resserrement des liens avec la Yougoslavie. Quant au général Andriamahazo, il révèle à son retour que l'U.R. S.S., le Japon et la France semblent intéressés par la création d'un port à Narinda. Cependant, Madagascar expulse deux techniciens de l'ex-ORSTOM et arrête deux directeurs de la Marseillaise (368). Le 27 octobre, *Lumière* signale le départ de M. Manambelona qui doit participer à la dix-huitième session de l'U.N.E.S.C.O. et le vote de Madagascar contre l'admission du Sud-Vietnam à l'Organisation Internationale pour l'Education, la Science et la Culture. De son côté, M. Monja Jaona, à son retour d'Albanie, vante les résultats obtenus par ce pays grâce à son orientation politique (369). Pierre Ralambomanana, pour sa part, fournit ses impressions sur une exposition chinoise à Tananarive (370). Il distingue dans le fait que les expositions russe et chinoise se sont succédés au même endroit et très rapprochées dans le temps, l'indépendance des dirigeants vis-à-vis de ces deux grandes puissances rivales. Il aimerait que l'on présentât, également, les autres formes de socialisme, non pas pour que Madagascar s'inféode à l'une ou l'autre de ces formules, mais à titre d'exemples significatifs de ces modes de vie et de production. Après avoir analysé l'impression qui se dégage de cette exposition (travail humain qui débouche sur la libération, divinisation de Mao Tsé-Toung), il s'interroge : Madagascar peut-il «se payer» un dieu qui a exigé tant de sacrifices humains ? L'ensemble reste «merveilleux et inquiétant». *Lumière* poursuit inlassablement sa dénonciation des excès ou des échecs des modèles soviétiques et chinois, toujours dans le but de chercher à éviter à Madagascar de tels régimes et de tels échecs.

Le 3 novembre, l'hebdomadaire malgache cite le colonel Ratsimandrava, qui accuse la Marseillaise de comploter avec les ennemis du régime (371). Il montre le retour de M. Manambelona, le départ du pasteur Andriamanjato pour Moscou et enfin la visite de parlementaires européens (372). Ceux-ci

---

(365) 13.10.74, p. 4.

(366) 13.10.74, p. 8.

(367) 20.10.74, p. 4.

(368) 20.10.74, p. 4.

(369) 27.10.74, p. 8.

(370) 27.10.74, p. 6.

(371) 3.11.74, p. 4.

(372) 3.11.74, p. 8.

viennent de la conférence C.E.E. — E.A.M.A. qui s'est tenue à l'île Maurice: De celle-ci, *Lumière* rend compte dans le même numéro (373) : «les trois volets de l'association : dialogue et échanges de vue, aide du F.E.D., et commercialisation, ont été discutés avec un esprit nouveau, en vue d'une association plus souple, plus large et plus équitable». Dans la même perspective, le 10 novembre, *Lumière* signale que le F.E.D. a accordé à Madagascar un don spécial de trois millions de dollars à la suite d'un appel de l'O.N.U. en faveur des pays fortement touchés par la crise pétrolière, et, qu'une mission d'étude et d'information de la B.I.R.D. est arrivée à Tananarive le 4 novembre. De plus, sont fournis des extraits du programme de l'A.K.F.M. paru le 11 septembre 1974, à propos duquel l'hebdomadaire relève l'attachement de ce parti à des relations privilégiées entre Madagascar et l'U.R.S.S. et ses satellites, alors qu'il ne demande rien à la Chine et ignore les autres modèles de socialisme, en particulier ceux des pays africains comme la Tanzanie, pourtant proche de la Grande Ile par la géographie et le genre de ses problèmes (374). A ce propos, et en quelque sorte pour compenser cette orientation, *Lumière* consacre le «dossier de la semaine» à un discours de M. Nyeréré traitant de l'aide et du développement (375).

Le 17 novembre, l'hebdomadaire indique le départ de M. Ratsiraka pour Cuba, et celui de M. Rajakoba pour Washington, celui, définitif, de l'ambassadeur de France, M. Delaunay, et l'arrivée du premier ambassadeur du Zaïre et d'une délégation chinoise dirigée par le vice-ministre du Commerce (376). Par ailleurs, il fournit la suite de l'étude des positions de l'A.K.F.M. à propos des relations avec l'étranger (376). Le 24 novembre, M. Rasediniarivo commente le départ de M. Delaunay (377). Constatant qu'à la réception d'adieu de l'ambassadeur, l'atmosphère n'était guère détendue et les personnalités malgaches peu nombreuses, l'auteur fournit quelques extraits du discours de M. Delaunay. Puis il en vient à analyser la «physionomie actuelle des relations franco-malgaches». Il constate d'abord qu'«il y a... à Madagascar une tendance nettement anti-française de la part d'une partie de l'élite intellectuelle du monde des affaires et des hommes politiques», qui ne pardonneront jamais à la France de nous avoir colonisés «parce que la colonisation française était assimilationniste» et que «cela a eu pour effet de produire une élite intellectuelle malgache francisée dans sa moelle». «Ils voudraient se défaire de cette culture envahissante mais cette culture française fait partie de leur être et les empêche, croient-ils, d'avoir leur identité malgache authentique». D'où de multiples réactions : les uns cherchent à s'accrocher à une autre grande puissance, d'autres à «la malgachéité empreinte d'une certaine xénophobie» ; quant aux hommes d'affaires, «ils continuent à traiter avec les Français mais au fond de leur coeur (ils leur vouent) une antipathie frisant parfois la hai-

---

(373) 10.11.74, p. 4 et 8.

(374) 10.11.74, p. 4.

(375) 10.11.74, p. 5 et 6.

(376) 17.11.74, p. 4.

(377) 24.11.74, p. 1 et 8.

ne ...». Mais il y a aussi des pro-Français dans les mêmes milieux, qui n'osent pas exprimer trop ouvertement leurs convictions. « Tout aussi patriote mais peut-être même plus lucides et plus intransigeants réellement au sujet de l'authenticité malgache », ils estiment qu'il y a des mouvements irréversibles dans l'Histoire. Les jeunes « ont d'autres problèmes plus vitaux et plus urgents (leurs études, l'emploi, leur avenir) ». Renvoyant dos à dos les uns et les autres, M. Rasediniarivo préconise une voie moyenne : « seule une recherche calme et patiente d'une lucidité sans passion permet de construire du solide et du durable ». Le peuple de son côté ne distingue guère les Français des autres « vazaha » envers lesquels il est « distant » ou « même méfiant » jusqu'à ce qu'« il (ait) acquis la certitude que cet étranger est une personne valable digne de confiance ». Pour les paysans, qui constituent la majorité, l'élite malgache est aussi constituée de « vazaha ». La xénophobie n'est pas « payante » : « Seuls les vrais patriotes sauront bâtir Madagascar d'aujourd'hui et de demain par delà la haine et le ressentiment, en collaboration prudente, intelligente, intransigeante sur l'essentiel et persévérante avec les pays amis dont la France ». L'appel reste équivalent à ceux lancés dans les autres domaines des relations internationales : l'appel au réalisme constructif au-delà des passions de tous genres.

Le même numéro indique les activités de la délégation commerciale chinoise, ainsi que celles des « missionnaires » de la B.I.R.D. et les perspectives offertes par la venue de dirigeants du Bureau Intergouvernemental de l'Informatique (378). Enfin, *Lumière* jette « un coup d'oeil sur nos importations », qui montre les limitations dans ce domaine mais aussi la hausse des prix, argument de poids pour ses considérations sur la politique mondiale : constatant le déséquilibre de la balance commerciale malgache, il estime qu'il ne sera pas résolu par de chaleureuses déclarations anti-impérialistes, anti-colonialistes, anti-hégémoniques : « il faut se mettre un peu mieux au travail ».

Le 1er décembre, M. Rasediniarivo commente la visite d'une délégation commerciale chinoise menée par le vice-ministre du Commerce extérieur (379). Cherchant à interpréter la pensée des dirigeants chinois, il estime, à la lumière de la révolution chinoise elle-même, qu'ils ont pu dire : « Notre succès vient du fait que nous nous sommes menés en Chinois à la chinoise. Menez-vous en Malgaches à la malgache ». Il en revient évidemment, au vieux thème sans cesse agité : le non-sens de l'engouement de certains Malgaches ou partis malgaches pour les modèles étrangers qu'ils voudraient voir imités par leurs pays. Cela ne signifie pas, bien au contraire, que l'auteur soit contre les relations commerciales ou les relations culturelles tous azimuts, encore que dans ce dernier domaine, il faille éviter d'enraciner de nouvelles colonisations culturelles. Enfin, il rappelle que toutes les grandes puissances sont intéressées, que l'Afrique et Madagascar sont presque vides et que la Chine est surpeuplée, que nul ne sait si le temps des

---

(378) 1.12.74, p. 1 et 8.

(379) 1.12.74, p. 1 et 8.

grandes invasions est terminé. Par conséquent, il est naïf de craindre seulement l'impérialisme occidental. Sur le plan des informations, le même numéro indique que M. Ratsiraka est en Suède, qu'une mission française est arrivée à Tananarive ainsi que l'ambassadeur d'Australie et diverses missions internationales (UNESCO, ONUDI) (380). Dans le même domaine, celui du 8 décembre signale l'arrivée de M. Ratsiraka à Alger afin de saisir M. Boumedienne, président du groupe des non-alignés, de la recrudescence de l'activité militaire des grandes puissances dans l'Océan Indien ; la fin, après l'obtention de résultats positifs mais non précisés, de la mission française ; la tenue d'un forum de l'Action pour le développement de la F.A.O. à Madagascar, un don de vaccins anti-poliomyélite par l'Italie, enfin des perquisitions dans le cadre de différentes enquêtes, en particulier celle concernant la Marseillaise (381).

Le 15 décembre 1974, M. Rasediniarivo cite, sans les commenter, les propos de M. Ratsiraka lors d'une entrevue accordée le 7 décembre, dans laquelle il a relaté brièvement ses activités au cours d'un voyage qui l'a conduit à Alger, à Cuba, en Suède et à Paris, traitant des sujets les plus divers (l'Océan Indien zone de paix à Alger, la formation de cadres malgaches à Cuba, une aide suédoise pour aider la future société qui remplacera la D.C.A.N., l'évacuation de la base de Diego-Suarez, et la remise à l'Etat malgache de la résidence d'Antaninarenina) (382). *Lumière* rend compte aussi de la signature d'un accord sino-malgache sur la santé (383). « L'observateur » le 22 décembre retient et commente une phrase des déclarations précédentes du ministre des Affaires étrangères : « Si nous céditions la base de Diego aux Russes, les Américains nous feraient la guerre. C'est pourquoi nous avons tout intérêt à faire de l'Océan Indien une zone de paix ». Il approuve cette conception et encourage surtout les propositions de M. Ratsiraka qui en découlent, à savoir « qu'on refuse à tout bateau de mouiller dans nos ports pour se ravitailler ou pour se faire réparer » (384). De son côté, « R.C.A. » décrit la venue à Fianarantsoa du ministre des Affaires étrangères le 12 décembre et rapporte ses propos (385). L'auteur constate qu'« au-delà du succès indéniable de la politique tous azimuts... le ministre a obtenu un succès personnel qui l'a rendu populaire dans la capitale betsileo ». Cependant, le ton devient vite sarcastique à l'égard de M. Ratsiraka qualifié de « héros », de « petit David », qui a pourfendu le Goliath de la domination étrangère, et à l'égard de ses propos teintés d'une « certaine démagogie », ce qui conduit à la conclusion : « On ne vit pas seulement de paroles mais aussi des efforts réels de tous... C'est bien de libérer le pays de toute dépendance économique mais c'est mieux d'assainir nos relations économiques internes. C'est à cette condition que notre

---

(380) 1.12.74, p. 4.

(381) 8.12.74, p. 4.

(382) 15.2.74, p. 1 et 4.

(383) 15.2.74, p. 4.

(384) 22.12.74, p. 1.

(385) 22.12.74, p. 4.

politique tous azimuts produira des fruits pour le pays et notre ministre pourra alors recueillir de vraies acclamations enthousiastes et sincères». *Lumière* note que M. Ratsiraka considère l'affaire de l'arsenal de Diego-Suarez comme «un test décisif pour la nouvelle coopération franco-malgache» (386). Ainsi, à la veille de la fin du gouvernement Ramanantsoa, *Lumière* continue à marteler ses thèmes favoris : la politique tous azimuts peut être positive si elle aide à développer économiquement le pays, les succès à l'extérieur ne doivent pas servir à masquer les problèmes internes, il lance encore une fois un appel au principal responsable de cette politique, pour qu'il se penche davantage sur ces derniers problèmes.

Le numéro du 22 décembre fournit en outre diverses informations concernant les relations extérieures de Madagascar : l'envoi d'une mission économique malgache au Moyen-Orient et en Europe, l'échange d'ambassadeurs avec Cuba, l'ouverture de relations diplomatiques avec l'Indonésie, l'arrivée de différentes missions étrangères (yougoslave, chinoise, indienne et japonaise), enfin une nouvelle aide du F.E.D. (387).

Au terme de l'année 1974, M. Rasediniarivo dresse un bilan plutôt sombre de la situation de Madagascar. S'il met l'accent sur les difficultés intérieures et surtout sur les divisions au sein du gouvernement, il est assez bref sur la politique extérieure, estimant par exemple qu'«il y a eu une époque de grande relance au lendemain de la signature des nouveaux accords de coopération...». Il termine en souhaitant au général Ramanantsoa d'«asseoir solidement contre vents et marées, la politique extérieure pour laquelle il a opté et que nous soutenons de tout notre cœur». Il apparaît donc qu'au delà des critiques qu'il n'a pas ménagées tout au long de l'exercice du pouvoir du général, *Lumière* estime que la politique extérieure menée a été celle du chef du gouvernement et qu'elle mérite d'être poursuivie, avec sa bénédiction, ceci pratiquement au terme de la période envisagée. La rubrique des libres opinions du même numéro, ouverte à «Vari-variana ny akaiky», tente de dresser un bilan de la diplomatie du gouvernement. Après avoir félicité M. Ratsiraka, qui a su affirmer la politique de non-alignement grâce à son «dynamisme» et à son «intelligence», et s'être déclaré en faveur de la politique tous azimuts, il en vient à sa préoccupation essentielle : quels en sont les résultats ? D'abord, il lui semble évident que les Occidentaux sont mécontents du nouveau régime. Du côté des pays de l'Est, si la coopération s'est concrétisée avec la Chine, l'aide soviétique attendue n'est pas venue et cette attitude peut s'expliquer par le fait que l'U.R.S.S. attend que Madagascar entre dans son camp, comme Cuba l'a fait. Les Américains, eux aussi, refusent de coopérer si le gouvernement demeure sur ses positions actuelles. Bref, «toutes les grandes nations sont les mêmes... il faut que nous ne comptions que sur nous-mêmes». Même dans le cadre des «libres opinions», celle-ci apparaît particulièrement proche de celles du journal. Sur le plan de l'information, le numéro signale le

---

(386) 22.12.74, p. 4.

(387) 22.12.74, p. 4.

retour d'une délégation du C.N.P.D. de Tanzanie, la visite du secrétaire général de la C.I.S.L., d'une mission économique nord-coréenne et de l'ambassadeur du Canada (388)

Le 5 janvier 1975, *Lumière* dresse un bilan des voyages des membres du gouvernement à l'étranger et des résultats de leurs missions, une manière de retracer les différents aspects de la politique tous azimuts, les résultats qui en ont découlé et le fait qu'elle ne fut pas seulement mise en oeuvre par le ministre des Affaires étrangères, mais par l'ensemble des membres du gouvernement (389). Le numéro du 12 janvier s'attache à décrire les aides étrangères récentes. Un prêt de 10 millions de Deutsch Marks et un don d'engrais de la part de la R.F.A., des propositions soviétiques d'assistance technique et l'aide déjà mise en oeuvre de techniciens chinois de travaux publics. La Hongrie de son côté envoie une mission s'intéressant à l'industrie de l'aluminium (390). Cet afflux pousse *Lumière* à établir une rétrospective des aides reçues par Madagascar en 1974, aides venues de tous les horizons et par conséquent, fruits tangibles, aux yeux de l'hebdomadaire, de la politique tous azimuts (391). Dans la même perspective est reprise une interview de M. Abelin, ministre français de la Coopération, tirée de *La Croix* (392). Le 19 janvier, *Lumière* rend compte des résultats des négociations entre la C.E.E. et les A.C.P., qui n'ont pas encore abouti à un accord signé (393). Sur le plan des informations, l'hebdomadaire note l'arrivée d'un nouvel ambassadeur de France, la fin de la mission hongroise et annonce la visite prochaine du président zambien, M. Kenneth Kaunda. Le 26 janvier, Peter Sager fournit un article sur la stratégie des grandes puissances dans l'Océan Indien : moins spéculatif que les précédents, il montre clairement l'accroissement de l'influence soviétique dans cette zone, en insistant sur le renforcement de sa puissance militaire et le rôle des Chinois, favorable en fait aux Occidentaux. Dans cette perspective, penser faire de l'Océan Indien une zone de paix semble illusoire. Le même numéro signale le renforcement des liens entre la Guinée et Madagascar, l'arrivée du premier ambassadeur de Pologne, l'aide norvégienne et les rapports militaires avec la France à l'occasion de la venue d'une mission française.

\*

\* \*

La crise de la fin janvier 1975, qui aboutit à la dissolution du gouvernement, amène *Lumière*, par la plume de M. Rasediniarivo, à conseiller au général Ramanantsoa de négocier avec l'opposition. Examinant ce qui peut-être négocié et ce qui ne peut pas l'être, il range dans cette dernière catégorie la politique extérieure et prône la poursuite de la politique générale définie en juillet 1972,

---

(388) 29.12.74, p. 4.

(389) 5.1.75, p. 4.

(390) 12.1.75, p. 4.

(391) 12.1.75, p. 4 et 8.

(392) 12.1.75, p. 6.



avec à la tête de l'exécutif toujours le général Ramanantsoa (394). Lorsque celui-ci se retire, l'éditorialiste lui décerne le satisfecit suivant : « Après les heures graves que le pays vient de traverser, la dignité de celui qui se retire est une leçon vivante de patriotisme que tous les Malgaches peuvent aujourd'hui méditer. Par cette leçon le général Gabriel Ramanantsoa entre dans l'histoire de la nation malgache. Puisse-t-on nous montrer dignes de celui qui a su s'effacer dans l'honneur pour faire de notre pays une île de paix et d'amitié » (395). A sa suite est dressé un bilan de « trente deux mois de période transitoire », dans lequel deux faits s'imposent : une « malgachisation en façade » de l'économie qui tend seulement à « faire participer plus largement l'Etat et les capitalistes nationaux à ces activités, c'est-à-dire au système d'exploitation international qui entraîne le sous-développement du pays » (396), et l'indépendance nationale obtenue par le rejet de la tutelle française » mais qui comprend aussi un aspect « progressiste », « encore qu'en contradiction avec ses options intérieures » favorables surtout aux mouvements de libération de l'Afrique australe et à l'union des pays pauvres contre les pays riches qui s'adonnent au « pillage néo-colonialiste du Tiers Monde » (397). Bref, conclut *Lumière*, « si en politique extérieure le... gouvernement présente un bilan positif, il n'en est pas de même en politique intérieure où presque tout reste à faire » (398). Quant au nouveau gouvernement, André Ravatomanga met l'accent sur l'absence de M. Ratsiraka, bien qu'il estime, en se fondant sur les propos du colonel Ratsimandrava, le nouveau chef de l'Etat, que la politique tous azimuts « dont il (M. Ratsiraka) était le promoteur et à laquelle son nom restera attaché » sera poursuivie (399). Enfin M. Rasediniarivo examinant les « réalités malgaches » auxquelles le nouveau gouvernement va devoir faire face, pense que les « forces populaires » sont favorables à la politique tous azimuts tandis que les « forces de droite » y seraient opposées (399).

A la fin du gouvernement Ramanantsoa, *Lumière* se déclare en faveur de la politique extérieure qu'il a menée et réclame sa poursuite. Cela confirme une évolution particulièrement nette au cours de l'année précédente, évolution qui peut s'expliquer par les résultats obtenus et par les propos de M. Ratsiraka dénotant une orientation vers une authentique politique de non-alignement.

\*  
\* \*

---

(393) 19.1.75, p. 1.

(394) 9.2.75, p. 1 et 4.

(395) 9.2.75, p. 1.

(396) François Party dans « le Monde diplomatique » de mars 1974 cité par *Lumière*.

(397) Citation de Didier Ratsiraka.

(398) 9.2.75, p. 1 et 4.

(399) 9.2.75, p. 1..

L'étude de la politique extérieure du gouvernement Ramanantsoa vue par *Lumière* conduit à penser que, dans l'ensemble l'hebdomadaire malgache s'y est particulièrement intéressé, puisqu'il en a suivi l'évolution d'une manière minutieuse, en notant tous les aspects, même les plus mineurs. Il s'est également efforcé d'en montrer les principales articulations et orientations, qu'il a constamment cherché à approfondir en les expliquant de manière concrète à ses lecteurs. Mais il a surtout et sans cesse pris position vis-à-vis de tous les aspects et a profité de chaque occasion pour rappeler ses propres conceptions. Celles-ci, souvent critiques voire sarcastiques pour cette politique ou ses promoteurs, demeurent pourtant dans l'ensemble favorables, en particulier à la fin de la période considérée, au moment où *Lumière* s'aperçoit qu'en fait la politique poursuivie, en dépit de ses craintes, était vraiment non-alignée. Or si l'on observe la politique menée, les remarques de l'hebdomadaire à son sujet et certaines réorientations ultérieures du gouvernement, il se dégage l'impression que la prose de *Lumière* n'a pas été écrite en pure perte et que ses « conseils » n'ont pas toujours été « oubliés ». Il semble donc que *Lumière* ait servi le pouvoir. De là pourrait s'expliquer qu'un certain nombre de ses lecteurs « conservateurs » (son vieux noyau ?) l'ait abandonné. Par ailleurs, son attitude critique a pu aussi en détourner les inconditionnels du nouveau régime. Enfin, il n'est pas exclu que le véritable divorce entre l'hebdomadaire et le pouvoir ou ses successeurs naturels, ne se situe pas au niveau des relations internationales, mais sur les autres plans (politique intérieure ?). Quoiqu'il en soit, *Lumière* a soutenu cette politique extérieure et c'est à partir de cette prise de position qu'a pu s'effectuer, en partie, un clivage chez ses lecteurs et en définitive sa décadence.

## SUMMARY

This article is not a study of *Lumière* in itself but rather an attempt at analysing its views on the foreign policy of Ramanantsoa's government : we may indeed wonder if the weekly's position regarding the matter has not offended some of its readers and has not partly accounted for the and of its.

Though *Lumière* has not totally condemned all aspects of Tsiranana's foreign policy, it has definitely kept a critical attitude towards his government as a whole on the eve of its fall. In keeping with its beliefs, *Lumière* has advocated a policy of genuine socialism and national independence though not openly. May 1972 events have provided the paper an opportunity to state its point of view more clearly.

*Lumière* has always approved of an outburst of nationalist feeling as well as of a «second independence» from France often accused of neo-colonialism : it has been in favour of a wide opening of Madagascar out to the rest of the world (the future «tous azimuts policy»). The same themes have been presented by Ramanantsoa's government towards which the paper has then adopted an expectant attitude until the programme has been applied.

As a whole, the weekly has backed up a policy aimed at achieving a «second independence». But though it has warmly approved of Madagascar's decision to step out of the free trade system which, in its view, is indicative of an effort towards cutting down expenses, *Lumière* seems to have been disappointed by the government's options in educational matters. The way the paper has seen it, 1973 new agreements with France cannot favour «malgachisation and democratisation». As regards information, *Lumière* has often published erroneous news but in way of apologies, it has accused the government of informing public opinion inadequately and of showing little concern for it.

The weekly's attitude towards the «tous azimuts policy» has long been ambiguous : this policy, supposedly based on non-alignment can have satisfied *Lumière* has not the government, in its anxious desire to restore the balance after Tsiranana's regime, ventured to lead the country to socialism, a fact highly feared by the paper. From then on, its constant worry has been to watch whether Ramanantsoa's policy is genuinely non-aligned or not and to warn the government of the danger of a blind imitation of the Soviet or Chinese systems after turning away from the West. We can make out three periods in the evolution of the paper's attitude going from October 1972 to February 1975.

In the middle of 1973, *Lumière* has come to a first conclusion : while approving of some aspects of Ratsiraka's foreign policy (national independence and newly gained dignity), it has condemned his diplomatic move as being excessively and irrationally inclined eastwards ; according to the paper, such a

tendency may shield a most important probleme : the non-existence of economic development. At the same time, *Lumière* has pointed out that Madagascar's relations with Western nations, far from being cut off, have merely improved. Regarding Africa, the weekly has wholeheartedly supported the resuming of the dialogue with the A.U.O. (African unity organisation), the withdrawing from A.M.C.O. (African Malagasy Commuty Organisation) and the breaking off Israël has been considered more as a machiavellic act than as moral one. As for non-alignment which is based on the above principales, *Lumière* has thought it the only acceptable policy.

At the end of 1973 when more characteristic features of the «tous azimuts policy» have been emphasized, the paper has had to state its views more neatly adn to criticize Malagasy foreign policy more openly the quest for Eastern models of policy to imitate as well as the tendency to place too much trust in foreign helps have seemed particularly condemnable to the paper which has suggested self – reliant Tanzanie as an example and has thought it wise in that respect to work out a punelu Malagasy kind of socialism. Besides, the weekly doubts the positiveness of making new relations in view of economic development. According to *Lumière*, only a policy taking reality into account should prevoil in the field of externaly relations.

In the middle of 1974, without giving up its previous criticisms and realising that the positive points in Ratsiraka's policy seem to outweigh the negative ones, *Lumière* has eventually supported Ratsiraka himself on the one hand his policy as a whole on the other. Thus, when Ramanantsoa's government ended at the beginnig of 1975, the weekly in its analysis of the past situation, has found out that because the foreing policy has been the only positive point achieved under Ramanantsoa, his successors ought to carry it on. Through this assertion and despite its fears, the weekly has implicitly acknowledged the non-aligned character of Ramanantsoa's external policy

Such a position, which is somewhat favourable to Ramanantsoa's government may have hurt the weekly's conservative readeres (its all-time backbone) while on the contrary, its criticisms may have irritated the new regime's supporters. *Lumière*'s decadence can be explained by the lass of these two groups of readers, at least to sone extent, for other forms of disruption and particularly one on internal policy remain to be made out between the paper and the gouvernement

## FAMINTINANA

Tsy fandalinana momba ny gazety *Lumière* akory ity lahatsoratra ity fa fampisehoana ny heviny mikasika ny politika ivelany tamin'ny governemanta Ramanantsoa sy famoaboasana ny heviny momba izany. Moa ve nisy tsy nifanaraka tamin'ny hevitra ny sasany tamin'ny mpamaky azy ka anisan'ny nahatonga ny nijanonany tsy hiseho intsony ?

Taloha kelin'ny nianjeran'ny fitondrana taloha dia mbola tsapa ny tsy fanarahany tanteraka ny politikan'ny governemanta Tsiranana na dia tsy nohehohiny amin'ny ankapobeny aza ny politika ivelany. Ny tsangan-kevitra naronsony dia nahatonga azy hanana politika tena sosialista sy miaro ny fahaleovantenam-pirenena. Ny zava-nitranga tamin'ny mai 1972 dia mbola nahafahany nijoro bebe kokoa teo amin'ny fanehoana ny heviny.

Nankasitraka ny fisehoana mahery vaikan'ny fitiavan-tanindrazana izy, no-tohanany ny foto-kevitra haka «fahaleovantena faharoa» – misaraka amin' i Frantsa izay nampangaina ho nampihatra fanjanahantany vaovao –. Ary notohanany toa izany koa ny fivelaran' i Madagasikara ho amin'izao tontolo izao amin'ny ankapobeny. Ireo lohan-kevitra ireo no nampisehoana'ny governemanta Ramanantsoa. Ary i *Lumière* dia niandry foana ny nanatanterahany izany politika izany.

Manohana koa ny politika mitady ny ahazoana «fahaleovantena faharoa» izy. Kanefa raha nitehaka mafy ny nialana tamin'ny faritry ny vola franc izy dia toa diso fanantenana tamin'ny fifanarahana tamin'ny 1973 izay misakana ny fanagasiana sy ny famahoahana araka ny heviny. Eo amin'ny lafin'ny filazam-baovao indray dia nampangainy ho tsy manome vaovao araka ny tokony ho izy sy tsy miraharaha ny hevitra ny vahoaka ny governemanta.

Tsy dia nazava loatra mandritra ny fotoana ela ny hevitra' i *Lumière* momba ny politika tous azimuts. Mahafa-po azy raha tsy momba ny atsy sy momba ny aroa izany politika izany, fa manahy kosa izy sao dia nahatonga an'i Madagasikara ho any amin'ny vondron'ny tany sosialista, izay tena atahorany tokoa. Nojereny hatrany raha tena tsy momba ny atsy tsy momba ny aroa marina ny politika ary nasehony hatrany koa ny mety hahazo raha maka tahaka ny modely sovietika na sinoa rehefa hilaozana ny modely tandrefana.

Misy vanim-potoana telo mety ho tsikaritra amin'ny fihetsiny teo anelanelan'ny oktobra 1972 sy février 1975.

Teo amin'ny tapaky ny taona 1973, dia nankasitrahany ny lafiny sasany tamin'ny politikan-dRatsiraka (ny fahaleovantenam-pirenena, ny nahazoana indray ny fahamendrehana). Kanefa noheveriny fa nitongilana loatra mankany atsinanana ny fifandraisana amin'ny any ivelany, ary fanafenana fotsiny ny tsy fivoarana ara-toe-karena, izay mavesa-danja indrindra. Tsapany ihany anefa fa

ioa vao mainka mihalalim-paka ny fifandraisana amin'ny tandrefana. Mikasika an'i Afrika, tohanan'i *Lumière* tsy amim-pihambahambana ny fiverenan'ny fifandraisana amin'ny OUA sy ny fialana tamin'ny OCAM ary ny fanapahana ny fifandraisana tamin' i Afrika atsimo. Mikasika ny fifanolanana teo amin'ny Arabo sy Israeliana anefa dia nasehony fa ny fitsaharan'ny fifandraisana tamin' Israel vokatry ny politika feno fitaka.

Raha ny politika tsy momba ny atsy sy ny aroa indray, io no heveriny fa hany lalana azo ekena.

Nanomboka tamin'ny telo volana farany tamin'ny taona 1973, ny firosoana lalindalina kokoa tamin'ny politika tous azimuts dia nanosika an i *Lumière* hanazava bebe kokoa ny fomba fijeriny sy hanao izay hampitombina ny fanakianana nataony. Araka ny heviny, tsy mety ny fitadiavana modely any atsinanana sy fiankinana be loatra amin'ny fanampiana avy any ivelany. Ny ohatra omen' i Tanzanie no tokony hobanjinina hoy izy, izay miankina amin'ny herin'ny tenany aloha. Araka izany dia mety ny manorina sosialisma miainga avy amin'ny mahamalagasy. Tsy hitany loatra koa ny tombon-tsoa mety ho azo avy amin'ny famatorana fihavanana vaovao. Ho an' i *Lumière* ny fijerena ny zava-misy ihany no tokony hitari-dalana eo amin'ny fifandraisana amin'ny any ivelany.

Teo antenatenan'ny taona 1974, na dia mbola notazoniny aza ny fanakianana nataony hatramin'izay, dia notohanana'i *Lumière* amin'ny ankapobeny ny politikan-dRatsiraka satria noheveriny fa ny lafitsarany no be noho ny lafira-tsiny. Koa nony nianjera ny governemanta Ramanantsoa tamin'ny voalohan'ny taona 1975 ka nijery ny nety sy ny tsy nety tamin'izany fotoana tsy hiverina intsony izany i *Lumière* dia nihevitra fa ny politika ivelany no hany nisy lanjany, koa tokony hotohizan'izay mandimby io fitondrana io. Izany dia nilaza mazava fa na dia nisy aza ny ahiahin'ity gazety ity, dia hitany fa tena politika tsy momba ny atsy tsy momba ny aroa tokoa ny an'ity fitondrana ity.

Izany fironany amin'ny governemanta Ramanantsoa izany dia nety nahatohina ny tsy tia fivoarana tamin'ireo mpamaky. Ny fanakianana nataony koa anefa dia nahasorena ireo mpankasitraka tsy misy fepetra ny fitondrana. Izy roa tonta ireo dia samy nihataka taminy ka nahatonga an' i *Lumière* hikorosifahana farafaharatsiny teo amin'ny lafin-javatra sasany, satria nisy koa ny fisarahan-keviny tamin'ny fitondrana tamin'izany fotoana izany indrindra teo amin'ny politika anatin'ny.